

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ATLANTISME DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE
COMME EXEMPLE DE QUÊTE D'UNE ALLIANCE.
LE CAS DE LA POLOGNE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

AREZKI SADAT

JUIN 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que « conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire. »

AVANT-PROPOS

Ayant passé presque vingt ans en Pologne, je me suis décidé à travailler sur un sujet relatif à ce pays. L'idée a commencé à germer en moi pendant le processus d'adhésion de la Pologne à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), quand les dirigeants polonais de l'époque soulignaient systématiquement et avec force leur attachement à la communauté transatlantique. J'ai opté pour un sujet inhérent à l'atlantisme des élites politiques polonaises, étant donné que cette thématique met en valeur l'impact des expériences douloureuses du peuple polonais à travers l'Histoire sur les orientations de la diplomatie de la Pologne, chose qui m'a intéressé pendant les années vécues sur les bords de la Vistule.

Je dois également ajouter que je reste subjugué par la force des idées élaborées par les deux intellectuels que furent Jerzy Giedroyc et Juliusz Mieroszewski qui ont ressurgi au sein de l'intelligentsia polonaise au lendemain de la disparition de la tutelle soviétique. De nombreuses personnalités importantes de la politique polonaise s'inspirent grandement de l'attitude de ces deux figures de la revue *Kultura*, créée au sein de la diaspora. Presque un demi-siècle après leur parution, leurs textes sur l'avenir de la Pologne sont toujours débattus dans les médias polonais.

De même, j'estime que les réalisations polonaises de ces deux dernières décennies sont dignes d'intérêt. De pays où stationnaient jadis des soldats étrangers, la Pologne s'est transformée en État jouant un rôle clé dans les missions d'intervention et de stabilisation sur différents continents. L'adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne de l'un des pays les plus peuplés en Europe centrale et orientale constitue, sans conteste, un événement marquant le début du siècle. Cette réalité m'a incité à me pencher sur le « cas polonais ».

Je tiens à souligner que j'ai fait tout mon possible pour avoir une distance par rapport à un sujet qui me tenait à cœur et à un pays qui me passionne. Néanmoins, au vu des acquis de ses élites politiques, il m'a été difficile de soumettre la politique de la Pologne à une critique négative.

Avant d'entamer la partie essentielle de mon mémoire, j'aimerais adresser mes remerciements les plus chaleureux aux personnes qui m'ont aidé dans ma tâche :

À mes co-directeurs de recherche, les professeurs André Donneur et Stéphane Roussel, pour leurs précieux conseils et leur patience.

À Lawrence Olivier pour ses indications relatives au cadre théorique.

À Jean-François Desgroseilliers pour ses encouragements.

Aux journalistes polonais Katarzyna Zuchowicz et Lukasz Warzecha pour leurs nombreuses indications concernant l'histoire de la Pologne.

À mes employeurs pour leur compréhension et leur gentillesse.

À mes parents, Ali et Zehor, qui m'ont soutenu moralement.

À ma tante Malha et mes frères et sœurs, Fetta, Malika, Said, Hocine, Hacène, Djamel, Warda, Fatiha et Kamel, pour leur présence à mes côtés.

Avec l'espoir que personne ne m'en tiendra rigueur.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	iii
LISTE DES ABRÉVIATIONS	viii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION	1
 CHAPITRE I	
L'ATLANTISME DE LA POLOGNE	
SOUMIS À UNE LECTURE RÉALISTE	12
 1.1 L'école réaliste	12
1.1.1 Définition et principaux postulats du réalisme classique	12
1.1.2 Le concept de sécurité d'après l'école réaliste	14
1.2 Principal concept : l'alliance	16
1.2.1 Le comportement des petits États dans le système international	16
1.2.2 Définition et caractéristiques d'une alliance	18
1.2.3 L'alliance dans la perception de la Pologne	21
1.3 Le réalisme classique en tant que cadre théorique appliqué	
au tropisme américain de la Pologne	22
1.3.1 L'équilibre des puissances	23
1.3.2 La culture stratégique	26
1.4 Les particularités du cas polonais comme objet d'étude	29
1.5 Le poids de l'Histoire et le contexte en Europe centrale et orientale	30
1.5.1 Le passé tragique de la Pologne	30
1.5.2 La désaffection de la France	32
1.5.3 Les affinités entre Polonais et Américains	34
1.5.4 L'attrait de l'Amérique	37

CHAPITRE II	
LES PRINCIPALES LIGNES DE LA POLITIQUE	
ÉTRANGÈRE POLONAISE	39
2.1 Aux sources de la politique orientale de la Pologne	39
2.1.1 La vision issue de la revue Kultura	39
2.1.2 Le prométhéisme du maréchal Pilsudski	42
2.1.3 L'influence des idées de Pilsudski et de Kultura	44
2.2 La quête de la sécurité	48
2.2.1 Le primat de la sécurité dans la politique de défense polonaise	48
2.2.2 Les liens privilégiés avec les États-Unis	51
2.2.3 L'appartenance à l'OTAN et la politique de défense	54
2.2.4 La peur de l'axe Berlin-Moscou et ses répercussions	57
2.2.4.1 Entre antipolonisme russe et revendications allemandes	57
2.2.4.2 Les liens germano-russes	61

CHAPITRE III	
L'ACTION DE LA POLOGNE À L'EXTÉRIEUR	65
3.1 Rayonnement de la Pologne en Europe centrale et orientale	65
3.1.1 Rapports avec les anciens pays frères	65
3.1.2 Rapports avec les anciennes républiques soviétiques d'Europe	67
3.1.3 Les objectifs de la Pologne	73
3.2 Le bouclier antimissile	75
3.2.1 Développement du projet	75
3.2.2 Les négociations américano-polonaises	77
3.2.3 Les ambitions de la Pologne	80
3.3 Implication dans les missions internationales	82
3.3.1 Les priorités polonaises	82
3.3.1.1 La crise du Kosovo	83
3.3.1.2 L'engagement polonais au Moyen-Orient	85
3.3.1.3 Le cas de la mission au Tchad	86
3.4 La recherche de l'indépendance énergétique	88
3.4.1 Le projet d'un gazoduc vers la Pologne et ses concurrents	88
3.4.1.1 Le Nabucco	88
3.4.1.2 Les projets de Gazprom	88
3.4.1.3 Voix discordantes au sein de l'Union européenne	89
3.4.2 La solidarité énergétique à l'épreuve des visées russes	91
3.4.3 La perception polonaise de la dépendance énergétique	95
CONCLUSION	99
BIBLIOGRAPHIE	99

LISTE DES ABRÉVIATIONS

APR :	Accord de partenariat renforcé
BEI :	Banque européenne d'investissement
FIAS :	Force internationale d'assistance à la sécurité
IESD :	Identité européenne de sécurité et de défense
IPAP :	Plans d'action individuels pour un Partenariat
ONU :	Organisation des Nations unies
OTAN :	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PECO :	Pays d'Europe centrale et orientale
PESC :	Politique étrangère et de sécurité commune
PESD :	Politique européenne de sécurité et de défense
POLUKBRAT :	Bataillon Polono-Ukrainien
RFY :	République fédérale de Yougoslavie

RÉSUMÉ

La Pologne, un ancien membre du Pacte de Varsovie, est aujourd'hui considérée comme le plus pro-américain en Europe centrale et orientale. Ses dirigeants mettent de l'avant l'attachement de leur pays aux liens transatlantiques, même si leurs déclarations rencontrent souvent la désapprobation des autres membres de l'Union européenne, notamment la France et l'Allemagne. Les relations privilégiées entre Varsovie et Washington sous-entendent l'existence d'une alliance telle que définie par les théoriciens des relations internationales. Pour les Polonais, le concept de « nouvelle Europe » n'a pas forcément une connotation dépréciative.

Il est évident que la primauté de la sécurité est une caractéristique essentielle de la politique étrangère de la Pologne. En outre, Varsovie ambitionne de jouer un rôle beaucoup plus important en Europe, d'où son acharnement à faire de sa politique orientale une stratégie européenne, dans laquelle la dimension orientale occupe une place de choix. Afin de comprendre les motivations des dirigeants polonais, ce mémoire revient sur les grandes lignes de la politique orientale telle qu'énoncées, il y a plusieurs décennies, par les deux intellectuels polonais, Jerzy Giedroyc et Juliusz Mieroszewski, soucieux d'éviter à leur pays les tragiques expériences du passé.

L'action des différents gouvernements qui se sont succédé à Varsovie après 1989 est soumise à une critique. Ainsi, les rapports de la Pologne avec ses voisins et ses efforts pour l'installation du système de défense antimissile sont analysés. Deux autres aspects de la politique polonaise complètent cette étude, en l'occurrence les missions militaires à l'étranger et les tentatives d'assurer une indépendance à l'égard des approvisionnements en gaz russe.

Dans le présent mémoire, un cadre réaliste classique sert à expliquer les orientations de la politique étrangère de la Pologne. Deux concepts majeurs rattachés à cette école, à savoir l'équilibre des puissances et la culture stratégique, facilitent la compréhension des questions étudiées.

Mots-clés : Pologne, sécurité, politique orientale, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, Relations internationales.

INTRODUCTION

Située entre deux puissants États européens, en l'occurrence l'Allemagne et la Russie, la Pologne ambitionne de jouer un rôle de puissance régionale en Europe centrale et orientale. Notre travail met en évidence l'importance que revêt ce pays dans les changements sur le Vieux Continent et les positions souvent singulières des dirigeants polonais dans le débat sur les liens transatlantiques. Dans le but d'éclaircir cette problématique, nous avons choisi l'atlantisme des élites politiques polonaises comme sujet de recherche.

La majorité des anciens pays communistes d'Europe centrale et orientale a décidé de soutenir militairement les États-Unis lors de l'intervention en Irak, en 2003, faisant apparaître un clivage entre la « Vieille Europe » et la « Nouvelle Europe ». Depuis la chute du mur de Berlin, la Pologne est perçue comme le « cheval de Troie » des États-Unis sur le continent européen, surtout en France. Lena Kolarska-Bobinska rappelle que « les Français n'ont pas accepté l'envoi de soldats polonais en Irak et ont appelé la Pologne le cheval de Troie de l'Amérique.¹ »

Notre choix s'est porté sur la Pologne qui, de par sa population et sa puissance militaire, constitue le pays le plus important parmi les anciennes républiques communistes alliées à l'ex-Union soviétique. En d'autres termes, en dehors de la Russie, c'est le plus grand pays parmi les anciens membres du Pacte de Varsovie.

En outre, l'engagement soutenu de la Pologne auprès des États-Unis confère un intérêt indéniable à notre étude monographique. En effet, Varsovie a envoyé un nombre important de soldats sur les bords de l'Euphrate, alors que ce pays est depuis quelques années membre à part entière de l'Union européenne (UE). Le gouvernement polonais a aussi soutenu explicitement la politique du président américain George W. Bush en Afghanistan.

¹ Lena Kolarska-Bobinska, « Les élections en France, un espoir en France », *Les Échos*, 17 janvier 2008, (en ligne), <http://archives.lesechos.fr/archives/2007/LesEchos/19919-72-ECH.htm>, (page consultée le 5 avril 2009)

À titre de comparaison, la diplomatie finlandaise, basée sur la médiation dans des conflits régionaux et le règlement pacifique de contentieux avec le voisin russe, montre qu'un autre pays limitrophe de la Russie a tracé sa propre voie dans le concert des nations, en maintenant une autre approche basée sur la médiation dans les conflits régionaux.

Il est opportun de définir l'appellation « Europe centrale et orientale » qui a longtemps dominé certains débats. Dès le départ, nous nous devons de souligner que John O'Loughlin reconnaît l'existence de nombreuses interprétations plus ou moins pertinentes :

La notion d' « Europe centrale ou orientale » est devenue assez confuse ou a donné naissance à bien des versions comme jamais dans cette période d'après Guerre froide. [...] Il n'y a donc pas une vision géographique « correcte »; elles sont toutes au même titre utiles, discutables ou biaisées.²

L'histoire de la région étudiée a très souvent été façonnée par les deux puissances que sont l'Allemagne et la Russie. Pour Michel Maslowski, l'Europe centrale et orientale est souvent définie par rapport à son emplacement entre les deux nations les plus puissantes sur le Vieux Continent.

« L'Europe centrale », ou encore « Centre-Est » (« Zwischeneuropa », comme l'appellent les Allemands, « entre les Russes et les Allemands » comme dit Czesław Miłosz), n'est pas vraiment nouvelle. Elle apparaît comme une zone à part aussi bien dans la perspective de la « longue durée » que dans l'Histoire récente de la « courte durée ». [...] Braudel (dans sa préface au livre de Jenő Szucs, les Trois Europe, L'Harmattan, 1985) utilise le terme de « l'Europe médiane », entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest.³

Maslowski remarque avec justesse la volonté des peuples d'Europe centrale et orientale de se rapprocher des nations appartenant à l'Occident.

² John O'Loughlin, "Geopolitical Visions of Central Europe" in De Marco Antonsich, Vladimir Kolossov et Maria Paola Pagnini (dir.), *Geopolitical and Political Geography*, Rome, S.G.I. 2001, p. 608.

³ Michel Maslowski, « Les temps de l'identité » in M. Maslowski (dir.), *Identité(s) de l'Europe centrale*, Paris : Institut d'études slaves, 1995, p. 16.

Le terme de l'Europe centrale a été réactivé pour des raisons politiques, pour souligner la différence entre ces pays et l'URSS; mais ceux qui les premiers refusent une distinction entre les pays de cette Europe du milieu et l'Occident, ce sont les peuples de cette région qui se sentent pleinement appartenir à l'Occident.⁴

Timothy Garton Ash, pour sa part, estime que l'idée d'Europe centrale avait sa raison d'être avant 2004, c'est-à-dire avant l'élargissement à l'est de l'Union européenne.

Le concept d'Europe centrale a été relancé politiquement il y a vingt ans strictement parlant, en 1983, 1984. Qu'a été cette Europe centrale? Ce fut un bateau, ce fut une idée politique faite pour transporter cette partie du monde de l'Est géopolitique vers l'Ouest géopolitique. Et le mai 2004, le bateau est arrivé sur la rive, mission accomplie. [...] C'est une sorte d'enterrement de l'idée politique d'Europe centrale telle qu'elle a fonctionné durant les dernières vingt années.⁵

Jean-Michel De Waele, par contre, privilégie une nouvelle approche de cet espace, en rupture avec l'idée de bloc qui a longtemps fait référence :

Jusqu'à la chute du mur de Berlin, les recherches ayant trait à l'Union soviétique et aux États d'Europe centrale et orientale étaient globalisantes; (...) C'était le « bloc de l'Est » - matérialisé par le COMECON, le pacte de Varsovie (...) La disparition des « démocraties populaires » oblige à une nouvelle lecture.⁶

Cette approche, favorisant une étude globale de l'Europe, a déjà été proposée au début des années 1970, notamment par Johan Galtung, Jean Siotis, ainsi que par André P. Donneur.

⁴ *Ibid*, p. 16.

⁵ *New Geopolitics of Central and Eastern Europe: Between European Union and United States*, Warsaw: Stefan Batory Foundation, 2005, p. 203.

⁶ Jean-Michel De Waele, « Les théories de la transition à l'épreuve de la démocratisation en Europe centrale et orientale » in Pascal Delwit et Jean-Michel De Waele (dir.), *La démocratisation en Europe Centrale la coopération des partis politiques*, Paris : L'Harmattan, 1998, p. 48.

L'existence d'un sentiment commun des habitants de l'Europe d'appartenir à une même région est évidente : la communauté de culture, d'histoire, de destin présent et futur a été soulignée à maintes reprises par des chercheurs ayant une bonne connaissance de la réalité européenne et refusant de s'enfermer dans les schémas tout faits datant de la guerre froide.⁷

Concernant les limites temporelles, notre travail court sur la période qui a suivi la chute du mur de Berlin, donc de 1989 jusqu'à la fin mars de l'année 2009. La période étudiée est non seulement marquée par l'intervention en Irak, en 2003, à laquelle prirent part les troupes polonaises, mais également par celle de l'armée russe en Géorgie, en 2008. La Pologne s'est ouvertement solidarisée avec ce pays situé à l'extrémité orientale du continent européen.

État de la question

Depuis le début des années 1990, on assiste à la parution de publications consacrées aux relations entre les États-Unis et les pays d'Europe centrale et orientale. À l'inverse de ses voisins, également anciens membres du bloc communiste, la Pologne a requis l'attention de nombreux auteurs qui ont mis l'accent sur les relations qu'entretiennent ces États avec les États-Unis.

Adrian Hyde-Price, dans son ouvrage *European Security Beyond the Cold War. Four Scenarios for the Year 2010*⁸, s'est intéressé aux questions relatives à la sécurité en prenant en considération la présence américaine en Europe.

Dans un texte paru en 2006, Jacques Rupnik, qui a consacré plusieurs ouvrages et articles à la politique étrangère des pays d'Europe centrale et orientale, dresse un constat univoque quant au tropisme américain de la Pologne.

⁷ André P. Donneur, « Le système paneuropéen : un modèle d'analyse », *Études internationales*, Vol. 14, n°1-2, mars-juin, 1973, p. 11.

⁸ Adrian Hyde-Price, *European Security Beyond the Cold War. Four Scenarios for the Year 2010*, London: Sage. 1991. 288 p.

Au cours de la dernière décennie, la Pologne s'est forgée des deux côtés de l'Atlantique une réputation de « meilleur ami de l'Amérique ». Cette image s'est cristallisée pendant la crise irakienne avec une contribution non négligeable de l'administration américaine - qui fit de la Pologne l'incarnation par excellence de la « nouvelle Europe » atlantiste saluée par Donald Rumsfeld – et de certains médias européens – qui présentèrent la Pologne comme un « cheval de Troie » américain.⁹

Dans leur texte intitulé « *America's protégé in the east? The emergence of Poland as a regional leader* », publié dans la revue *International Affairs*, Marcin Zaborowski et Kerry Longhurst sont unanimes : « Depuis le début des années 1990, la Pologne est devenue l'un des plus proches alliés des États-Unis, sans doute, en effet, son protégé, en Europe centrale et orientale.¹⁰ »

À partir de 2001, la participation de la Pologne à l'intervention militaire américano-britannique en Irak et les tensions que la décision de Varsovie a suscitées en Europe ont débouché sur un débat intense sur l'alignement de l'élite politique polonaise sur la politique étrangère américaine.

La plupart des auteurs polonais ou établis en Pologne privilégie une perspective historique, mettant en exergue les expériences douloureuses du peuple polonais. Il est vrai que les relations américano-polonaises se sont nouées à travers les deux derniers siècles par l'entremise d'une solidarité réciproque. « Même si la Pologne est un des alliés des États-Unis les plus jeunes au sein de l'OTAN, à Washington elle est perçue comme un vieil ami.¹¹ »

Dans cette catégorie de textes incluant des références historiques, nous pouvons mentionner celui de Lydia Scher-Zembitska, publié dans la revue *Diplomatie* en 2005

⁹ Jacques Rupnik, « La Pologne à l'heure américaine. Entre l'Europe et les États-Unis », *Pouvoirs*, septembre 2006, n°118, p. 137.

¹⁰ Marcin Zaborowski et Kerry Longhurst, « America's protégé in the east? The emergence of Poland as a regional leader », *International Affairs*, Vol. 79, n°5, octobre, 2003, p. 1009.

¹¹ David Dunn, 2002, « La Pologne – nouveau modèle d'allié de l'Amérique », Olaf Osica et Marcin Zaborowski (dir.), *Nouveau membre d'une "vieille alliance": la Pologne en tant que nouvel acteur dans la politique transatlantique*, Varsovie : Centre des Relations Internationales, 2002, p. 133.

sous le titre « *La Pologne paradoxale* »¹². De son côté, Anne Applebaum, dans un texte paru dans la revue *Foreign Policy* intitulé « *In Search of Pro-Americanism* », dresse un tableau comparatif des sentiments pro-américains en Pologne et dans d'autres régions du monde. La journaliste américaine suggère dans son analyse les raisons de l'enthousiasme de certains Européens, dont les Polonais, pour les États-Unis, « des gens avec des philosophies très claires, libérales, démocratiques, des gens qui soit identifient une partie de leur idéologie comme en quelque sorte « américaine », ou soit ils sont reconnaissants pour le soutien américain à un certain moment de l'histoire de leurs pays.¹³ »

Dans notre travail, notre souci a été de dépasser la dimension historique afin de mettre en valeur les priorités de la politique de sécurité et de défense de la Pologne. Nous considérons que les événements historiques ne sont pas suffisants pour expliquer les décisions des dirigeants polonais en matière de sécurité.

Les questions relatives à la politique de sécurité et de défense sont traitées dans l'imposante publication *Nouveau membre d'une « vieille » alliance: La Pologne en tant que nouvel acteur dans la politique transatlantique en matière de sécurité*¹⁴, dont la version polonaise a vu le jour en 2002 sous la direction d'Olaf Osica et Marcin Zaborowski. Cette approche est également relevée dans l'ouvrage en langue polonaise de Roman Kuzniar, *Introduction à la politique polonaise de sécurité 1989-2000*¹⁵.

Problématique

Notre travail est une monographie. Elle porte sur l'atlantisme affiché par la Pologne au lendemain de la disparition du communisme. L'alliance avec les États-Unis est un aspect important de la politique de défense de la Pologne. L'interrogation principale se situe dans les débats autour des fondements de ce tropisme. L'objectif de notre mémoire consistera à mesurer la posture pro-américaine de l'élite politique polonaise.

¹² Lydia Scher-Zembitska, « La Pologne paradoxale », *Diplomatie*, n°12, Affaires stratégiques et cultures internationales, janvier-février 2005, p. 72-79.

¹³ Anne Applebaum, 2005, « In Search of Pro-Americanism », *Foreign Policy*, juillet-août, p. 35.

¹⁴ Olaf Osica et Marcin Zaborowski (dir.), *ibid.*

¹⁵ Roman Kuzniar, *Introduction à la politique polonaise de sécurité 1989-2000*, Varsovie : Scholar, 2001.

Hypothèse de recherche

Dans notre étude, notre souci est de souligner les raisons qui ont déterminé une option pro-américaine chez les Polonais après 1989, en essayant de démontrer l'hypothèse suivante : En s'alignant sur la politique étrangère américaine, la Pologne cherche des garanties sécuritaires et un soutien des États-Unis qui lui permettraient de se poser comme une puissance régionale en Europe centrale et orientale. Il s'agit donc de se concentrer sur les motivations qui poussent le gouvernement polonais à se poser en partenaire stratégique des États-Unis.

Le mot « régionale » est relatif à région, portion de territoire ou d'espace géographique. « Région » signifie, entre autres, « portion de territoire plus ou moins étendue et délimitée, formant une unité constituée soit par sa situation, son climat ou son paysage naturel, soit par son économie, soit par son histoire et ses caractères humains ou ethnologiques.¹⁶ »

Quant au terme « puissance », il décrit « une personne, un groupement ou entité qui a de la puissance, c'est-à-dire une faculté de produire un effet, une capacité, la force ou le caractère qui en résulte. Cela veut dire aussi capacité, pouvoir (de faire, de devenir quelque chose).¹⁷ »

Méthodologie

Nous tenterons de vérifier notre hypothèse en basant notre étude sur quatre éléments importants de la politique étrangère de la Pologne.

Tout d'abord, l'importance que revêtent pour Varsovie, depuis la fin des années 1980, ses relations avec les pays d'Europe centrale et orientale ainsi que d'autres pays issus du démembrement de l'ex-Union soviétique (l'Ukraine, le Belarus et la Géorgie) sera mise

¹⁶ Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, *Portail lexical, lexicographie, région*, (en ligne), <http://www.cnrtl.fr/definition/region> (page consultée le 15 juin 2009)

¹⁷ Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, *Portail lexical, lexicographie, puissance*, (en ligne), <http://www.cnrtl.fr/definition/puissance> (page consultée le 20 juin 2009)

en relief. Le soutien qu'apporte la Pologne à ces jeunes démocraties est un facteur digne d'intérêt.

Deuxièmement, nous scruterons la politique de défense de la Pologne en prenant en considération son attitude à l'égard de la politique de défense européenne ainsi que le projet de déploiement, sur le territoire polonais, de certains éléments du système de défense antimissile américain. Nous estimons que le sort réservé à ce projet par la nouvelle administration américaine est secondaire, étant donné que notre travail se focalise sur la perception polonaise des relations avec les États-Unis.

Troisièmement, les missions de l'armée polonaise à l'extérieur du pays seront présentées dans le but de montrer les aspirations de Varsovie d'être traitée comme un partenaire important sur l'échiquier régional.

Finalement, nous nous concentrerons sur les tentatives de Varsovie d'assurer une indépendance énergétique, ce qui a pour but, entre autres, de se doter d'une plus grande marge de manœuvre et, le cas échéant, de renforcer son influence en Europe centrale et orientale.

Présentation des sources

Dans notre documentation, une partie conséquente des sources utilisées a vu le jour en Pologne. Un séjour de deux mois dans ce pays (du 1 mai au 30 juin 2008) nous a permis d'avoir un aperçu sur diverses publications. Nous nous sommes aussi procuré des articles de la presse polonaise portant sur notre thématique.

Nous notons une différence intéressante entre les sources trouvées en Pologne et celles reliées à des auteurs originaires d'Europe de l'Ouest ou d'Amérique du Nord. Nous remarquons que ces derniers avancent des opinions moins teintées d'émotion, à l'inverse des auteurs polonais qui, très souvent, mettent l'accent sur le passé dramatique de leur pays. Cette nuance est visible dans la publication dirigée par Olaf Osica et Marcin Zaborowski, deux chercheurs du Centre des Relations Internationales de Varsovie qui

collaborent régulièrement avec le gouvernement polonais. Celle-ci consiste en une vaste étude, parue sous le titre *Nouveau membre d'une « vieille » alliance: La Pologne en tant que nouvel acteur dans la politique transatlantique de sécurité*¹⁸, dans laquelle on trouve des textes aussi bien d'auteurs occidentaux que polonais.

La documentation utilisée pour les besoins du présent travail est en langues anglaise, française et polonaise. C'est dans cette dernière langue que sont rédigées plusieurs sources issues de la documentation officielle. C'est le cas notamment de l'exposé du ministre des Affaires étrangères de la Pologne, Radek Sikorski, ainsi que des archives du Ministère des Affaires étrangères de la Pologne. Ces deux sources nous donnent des éclaircissements sur les orientations de Varsovie en matière de politique étrangère. Nous avons jugé bon de les insérer dans notre travail.

Dans notre mémoire, nous donnerons une grande importance à des articles de la presse spécialisée, que ce soit en ligne ou en version papier. Nous nous fonderons sur des articles de la presse européenne, y compris polonaise. Toutefois, nous nous ne sommes pas limités aux deux principaux quotidiens publiés à Varsovie, en l'occurrence *Rzeczpospolita* et *Gazeta Wyborcza*, ou aux grands hebdomadaires polonais, mais notre documentation a été complétée par d'autres titres, tel que *Nasz Dziennik*, un journal réputé proche des milieux conservateurs formant l'actuelle opposition, sans négliger des titres influents au sein de la diaspora polonaise, essentiellement aux États-Unis et au Canada. La Bibliothèque Polonaise de Montréal nous a été d'une aide inestimable. Nous avons également utilisé des dépêches d'agences de presse, essentiellement de l'agence de presse polonaise *PAP*. Nous tenons à préciser que celles-ci ne sont pas numérotées.

Soulignons que la plupart des écrits en langue polonaise ont été traduits par l'auteur de la présente étude. Cette tâche a été accomplie avec le souci de respecter l'intention des auteurs des textes en question.

¹⁸ Olaf Osica et Marcin Zaborowski (dir.), *ibid.*.

Plan du mémoire

Notre étude sera divisée en trois chapitres distincts qui nous aideront à vérifier l'hypothèse élaborée au début de notre introduction. Celle-ci englobe le sujet de recherche, le cadre analyse ainsi que la question de recherche.

Le mémoire sera divisé en trois chapitres distincts. Le premier chapitre abordera le cadre théorique. Ainsi, nous présenterons une définition du concept d'alliance. Nous expliquerons également les caractéristiques d'un partenaire dans une alliance que nous pouvons remarquer dans le cas de la Pologne. L'approche réaliste sera largement revue afin de renforcer notre cadre d'analyse.

Dans le deuxième chapitre, nous nous concentrerons sur les priorités de la politique étrangère de la Pologne et les événements qui ont influencé celle-ci. Le passé tragique de la Pologne sera scruté, en mettant en exergue les manifestations de la solidarité américano-polonaise à travers les derniers siècles, sans en faire l'élément central dans notre tentative d'expliquer l'atlantisme des élites polonaises. Grâce au rôle qu'ils ont joué dans la disparition du communisme d'Europe centrale et orientale, les États-Unis se sont adjugés dans les cœurs des Polonais la place privilégiée qu'occupait auparavant la France.

Dans cette partie, nous procéderons aussi à l'analyse de la politique orientale polonaise, qui est rattachée aux idées des deux figures marquantes de la légendaire revue *Kultura*, Jerzy Giedroyc et Juliusz Mieroszewski. Nous mettrons en évidence l'influence de leur vision sur l'élite politique polonaise d'après-1989, ce qui a pour but de montrer une continuité évidente dans la politique orientale de Varsovie et une certaine rationalité dans ses choix.

Enfin, dans le dernier chapitre, nous nous pencherons sur l'identification de la relation entre la politique adoptée par la Pologne vis-à-vis de son voisin russe et les actions censées renforcer un alignement sur la politique américaine, comme la volonté d'installer des éléments du bouclier antimissile ou l'engagement de Varsovie dans le processus démocratique en Ukraine.

Ce travail se veut une tentative de soumettre l'option atlantiste polonaise à une critique, qui consisterait essentiellement à démontrer que, dans leur choix, les dirigeants locaux n'ont pas daigné faire de la Pologne un pays actif dans ses rapports avec les pays de l'Union européenne. De même, l'activisme de Varsovie sur la scène internationale est souvent subordonné à ses relations privilégiées avec les États-Unis, ainsi qu'à ses aspirations pour devenir un chef de file régional en Europe centrale et orientale. Par exemple, on n'a pas essayé de cultiver les excellentes relations qu'a entretenues la Pologne avec le monde arabo-islamique par le passé.

CHAPITRE I

L'ATLANTISME DE LA POLOGNE PERÇU À TRAVERS UNE LECTURE RÉALISTE

1.1 L'école réaliste

1.1.1 Définition et principaux postulats du réalisme classique

Longtemps dominant comme approche théorique en relations internationales, le réalisme classique revendique une affiliation à la tradition reliée à l'historien grec Thucydide, l'auteur de la *Guerre du Péloponnèse*.

Avant la révolution béhavioriste, le réalisme classique faisait figure de paradigme incontournable dans l'explication des événements marquant les relations internationales. Le mérite revient en grande partie à deux théoriciens : l'historien britannique Edward Hallett Carr et l'intellectuel d'origine allemande Hans Joachim Morgenthau. L'ouvrage de Carr, *The Twenty Years' Crisis*, s'est imposé comme « une référence essentielle du réalisme classique.¹⁹ » Le livre *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace* de Morgenthau a eu une grande influence sur les adeptes du réalisme classique comme Raymond Aron (*Paix et guerre entre les nations*, 1962). John A. Vasquez le décrit comme « l'outil le plus important pour l'établissement de la domination du paradigme réaliste dans le champ des relations internationales.²⁰ »

¹⁹ Frédérick Guillaume Dufour, « Réalisme classique », in Alex MacLeod, Evelyne Dufault et Frédérick Guillaume Dufour (dir.), *Relations internationales : Théories et concepts*, 2^e édition, Montréal : Athéna éditions, 2004, p.189.

²⁰ Colin Elman et John A. Vasquez, *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, Upper Saddle River, New Jersey: Prentice Hall, 2002, p. 5.

La pensée réaliste est apparue comme réponse à l'idéalisme qui a prévalu dans la période de l'entre-deux-guerres. Philippe Braillard écrit :

Tous les auteurs que l'on peut classer sous l'étiquette de « réalistes » (entre autres Hans Morgenthau, Arnold Wolfers, Kenneth Thompson, E. H. Carr, Georg Schwarzenberger) ont en commun une conception de la politique internationale fondée sur la volonté de considérer l'homme et les rapports sociaux – et en l'occurrence plus particulièrement les relations politiques – tels qu'ils sont et non tels que l'on voudrait qu'ils soient, au nom de quelque idéal.²¹

Le réalisme classique demeure sans conteste l'un des courants les plus influents. Nous essayerons de décortiquer ses principaux postulats à travers les travaux de Morgenthau. Les réalistes classiques soutiennent que la puissance, que poursuivent dans leurs actions les États (donc les acteurs principaux du système international), constitue la base de la compréhension de la politique et du système international. Cette idée est accompagnée par une seconde notion. Celle-ci sous-entend que le comportement des États est subordonné à la poursuite et à la défense de leurs intérêts « nationaux ». Ils sont perçus comme des entités égoïstes qui se livrent une rivalité pour la préservation de leurs intérêts et l'accroissement de leur puissance.

Dans notre travail, nous nous tiendrons aux principaux postulats du réalisme tels que définis par Morgenthau :

- a. Les États sont les composantes fondamentales du système international. Ils sont essentiellement des agents unitaires et rationnels qui cherchent à maximiser leurs intérêts;
- b. Les États existent dans un système anarchique et doivent recourir à leurs propres moyens. Dans un tel environnement, la menace est constante sur les États.
- c. La puissance constitue le principal objectif poursuivi par un État. Morgenthau suppose que « les hommes d'État pensent et agissent en termes d'intérêt défini comme puissance²² »;
- d. Un État possède la souveraineté qui lui donne le monopole de l'usage légitime de la force sur son territoire.

²¹ Hans J. Morgenthau, *Politics Among Nations*, cité dans Philippe Braillard, *Théories des relations internationales*, Paris : Presses universitaires de France, 1977, p. 69

²² *Ibid.*, p. 86.

À partir de ces postulats, Morgenthau s'est attelé à « éclairer l'action politique au plan international, en montrant les forces réelles qui sont à l'œuvre sur la scène internationale.²³ » Le réalisme classique a été soumis à des critiques très fortes de la part des représentants du réalisme structurel ou néoréalisme après la publication par Kenneth Waltz de son ouvrage *Theory of International Politics* en 1979. Toutefois, ces dernières années, certains auteurs de la tradition réaliste classique, à l'image d'Edward Hallett Carr, sont redevenus populaires dans les débats, notamment ceux traitant de la notion de sécurité.

1.1.2 Le concept de sécurité d'après l'école réaliste

La notion de sécurité est d'une importance cruciale dans certaines approches théoriques. Elle se trouve du reste au centre des préoccupations des réalistes. Sa pertinence n'est pas négligeable dans le cas des petits États. Il est évident que les petits États préfèrent certaines options en matière de sécurité. Selon Sens, « lorsque de telles options (basées sur la coopération et le multilatéralisme) ne sont pas possibles (ou qu'elles ne sont pas crédibles), les petits États recourent à d'autres choix, même s'ils les jugent moins souhaitables.²⁴ » Dans un article paru en 2004, Lahouari Addi écrit : « Le concept de sécurité est à l'origine de la théorie moderne de l'État puisque la première mission de celui-ci est de protéger les membres de la collectivité qui, en retour, lui prêtent allégeance.²⁵ »

Avec la fin de la rivalité Est-Ouest, le débat autour des phénomènes liés à la sécurité connaît un foisonnement d'idées. Ce débat, qui implique aussi bien les réalistes classiques que les néoréalistes, étala au grand jour les difficultés inhérentes à ce concept, qui s'avère très large. Du côté des réalistes structurels, Barry Buzan en propose une

²³ P. Braillard, op. cit., p. 71.

²⁴ A. G. Sens, « La coopération selon le néoréalisme : la cooptation des petits États d'Europe centrale et de l'Est », *Études internationales*, vol. 26, n°4, 1995. p. 700, (en ligne), <http://id.erudit.org/iderudit/703526ar> (page consultée le 12 mai 2009)

²⁵ Lahouari Addi, « Le concept de sécurité à l'épreuve de l'ordre international nouveau », *Le Quotidien d'Oran*, 26-30 mai 2004. Article paru dans le cadre du *Projet sur la sécurité dans la région méditerranéenne initiée par le Centre de Politique de Sécurité de Genève*, (en ligne), http://www.algeria-watch.org/fr/article/analyse/addi_securite.htm, (page consultée le 4 mai 2009)

typologie (on en compte treize définitions). La sécurité peut signifier aussi bien « l'absence de guerre, que la poursuite des intérêts nationaux, la protection de valeurs fondamentales, la capacité de survie, la résistance à l'agression, [...] le renforcement des États, l'éloignement des menaces ou l'émancipation de l'être humain.²⁶ »

D'un autre côté, Charles-Philippe David relève trois éléments centraux : « Il faut un minimum de trois paramètres dans toute tentative de définition de la sécurité : elle doit impliquer pour toute communauté la préservation de ses valeurs centrales, l'absence de menaces contre elle et la formulation d'objectifs politiques.²⁷ »

Les représentants du réalisme classique se sont également intéressés au concept de sécurité. « L'arithmétique de la « sécurité nationale » est fournie par H.J. Morgenthau et R. Aron.²⁸ » À l'inverse de Barry Buzan, les réalistes classiques préconisent une définition plus restreinte. La sécurité est perçue comme un concept basé sur la survie de l'État dans un système westphalien marqué par l'anarchie. La menace y est omniprésente, d'où l'importance des dimensions militaires et stratégiques.

Dans le cas polonais, la garantie de l'autonomie et de l'espace territorial est liée à la question des rapports de force, et la sécurité nationale est primordiale. Les dirigeants polonais en font un défi d'une importance cruciale. Ces caractéristiques sont inhérentes à l'école réaliste telle que nous la connaissons.

Selon Barthélémy Courmont, « la sécurité, pour les réalistes, est identifiée à la paix et à la prévention des conflits par l'exploitation de moyens militaires (par exemple les politiques de dissuasion, le contrôle des armements ou le bouclier antimissile).²⁹ » Ceci nous conforte dans notre approche pour l'étude du cas polonais dans une perspective réaliste.

²⁶ Pour plus de précisions, voir Barry Buzan, *People, States and Fear : An Agenda for International Security Studies in the Post Cold War Era*, 2^e éd., Boulder : Lynne Rienner, 1991, p. 7.

²⁷ Charles-Philippe David, *La guerre et la paix, approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris : Presses de Sciences Po, 2002, p. 10.

²⁸ L. Addi, loc. cit.

²⁹ Barthélémy Courmont, *L'Empire blessé. Washington à l'épreuve de l'asymétrie*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 2005, p. 75.

1.2 Principal concept : l'alliance

1.2.1 Le comportement des petits États dans le système international

À travers notre mémoire nous scrutons le comportement de la Pologne dans un environnement difficile, voire hostile. Dans cette partie théorique, nous prendrons en considération des écrits traitant du comportement des petits pays dans un environnement, dans lequel la menace est omniprésente.

Afin d'élaborer une définition cohérente des petits États, nous nous référerons à la classification élaborée par Brian L. Job qui distingue quatre catégories d'États³⁰:

- a) les puissances globales, soit les États qui ont des intérêts planétaires et peuvent déployer leurs forces dans n'importe quelle région du monde;
- b) les grandes puissances, c'est-à-dire les États qui ont des intérêts internationaux et peuvent déployer leurs forces, de façon limitée, au-delà de la région à laquelle ils appartiennent;
- c) les puissances régionales, soit les États qui ont des intérêts régionaux et peuvent déployer leurs forces dans la zone à laquelle ils appartiennent;
- d) les petits États, militairement faibles, qui ne peuvent – sauf en s'entraïdant – répondre à leurs besoins en matière de sécurité, et ne peuvent – même regroupés en coalition – contester les actions des puissances de type a), b) ou c), ou se défendre contre elles.

Les deux dernières catégories requièrent notre intérêt, car nous considérons la Pologne comme un État militairement faible, mais qui cherche à devenir une puissance régionale.

Certains auteurs sont plus enclins à se servir d'une autre terminologie. Dans son livre *Alliances and Small Powers*, publié en 1968, Robert L. Rothstein utilise la notion de « petite puissance ».

³⁰ Michel Fortmann, S. Neil Macfarlane et Stéphane Roussel (dir.), *Tous pour un ou chacun pour soi. Promesses et limites de la coopération régionale en matière de sécurité*, Sainte-Foy : Institut québécois des hautes études internationales, 1996, p. 30.

Une petite puissance est un État qui reconnaît qu'il ne peut assurer sa sécurité principalement grâce à l'utilisation de ses propres capacités, et qui doit s'appuyer essentiellement sur l'aide d'autres États, institutions, processus ou évolution à mener; la croyance d'une petite puissance dans son incapacité à s'appuyer sur ses propres moyens doit aussi être reconnue par les autres États impliqués dans la politique internationale.³¹

Rares sont les auteurs qui se sont penchés sur cette thématique, ce qui n'amenuise pas pour autant l'importance significative des petits États sur la scène internationale. Pour les besoins de ce mémoire, nous avons puisé essentiellement dans l'apport d'Allen G. Sens. Certes ce dernier s'inspire d'une perspective néoréaliste, mais dans son texte publié en 1995 sous le titre « *La coopération selon le néoréalisme : la cooptation des petits États d'Europe centrale et de l'Est* », il commence par s'intéresser à son objet d'étude tel que vu par le réalisme classique pour y puiser des arguments.

Dans leurs relations avec les grandes puissances, les petits États ont souvent exercé une influence considérable. Certains se sont révélés des adversaires coriaces pour les grandes puissances, d'autres ont bouleversé les projets politiques ou militaires de ces dernières.³²

Un petit État peut être en mesure d'influer sur l'action d'un concurrent plus puissant. Selon Sens, « il est possible que des petits États puissent, dans certaines conditions, manipuler un acteur important. Ainsi, lorsqu'une grande puissance s'engage à protéger un petit État, celui-ci peut utiliser cet engagement pour accroître son influence.³³ » On en déduit une certaine rationalité chez les dirigeants d'un État faible. Donc, l'action d'un pays vulnérable se doit d'être rationnelle. Un mauvais choix politique peut être suivi de conséquences fâcheuses. Sens estime que « les actions des composantes les plus petites du système sont peut-être plus « rationnelles », étant donné que la formulation de leurs intérêts est influencée par un nombre moins élevé de facteurs politiques internes.³⁴ »

³¹ Robert L. Rothstein, *Alliances and Small Powers*, New York : Columbia University Press, 1968, p. 29

³² A. G. Sens, *loc. cit.*, p. 765-783, (en ligne), <http://id.erudit.org/iderudit/703526ar> (page consultée le 12 mai 2009), p. 768.

³³ *Ibid.*, p. 768.

³⁴ *Ibid.*, p. 768.

D'un autre côté, les petits États, conscients de leur vulnérabilité, ont tendance à chercher des garanties sécuritaires. La quête de la sécurité occupe souvent une place centrale dans leurs politiques, car « dans un système anarchique, les petits États manquent de moyens pour assurer leur propre sécurité³⁵ », constate Sens. Celui-ci soutient que « les questions d'indépendance politique, de souveraineté économique et de protection culturelle ont pendant longtemps figuré en bonne place dans les plans de sécurité des petits États.³⁶ » Nous verrons, dans ce travail, quelles options ont choisies les décideurs polonais pour assurer à leur pays un environnement sécuritaire :

1.2.2 Définition et caractéristiques d'une alliance

Pour les besoins de ce travail, nous nous sommes aussi grandement inspirés de la littérature traitant des alliances. En effet, les liens privilégiés qui lient la Pologne et les États-Unis sous-entendent que ces deux pays forment une alliance.

De nombreux théoriciens se sont penchés sur la notion d'alliance. Il existe d'ailleurs une multitude de définitions du concept d'alliance. Une alliance s'entend en droit international au sens d'un « traité par lequel deux puissances s'engagent à se porter mutuellement secours, au cas d'une guerre affectant l'une d'elles. »³⁷ Plus généralement, ce terme englobe « un accord formel entre deux ou plusieurs nations pour collaborer sur des questions de sécurité nationale.³⁸ » Il s'agit également de « relation formelle ou informelle de coopération en matière de sécurité entre deux ou plusieurs États souverains.³⁹ »

Raymond Aron fait une distinction entre alliés permanents et occasionnels. Les premiers regroupent « les États qui, quelle que soit l'opposition de certains de leurs intérêts, ne conçoivent pas, dans l'avenir prévisible, qu'ils puissent se trouver dans des camps opposés.⁴⁰ »

³⁵ *Ibid.*, p. 769.

³⁶ *Ibid.*, p. 769.

³⁷ Henri Capitant (dir.), *Vocabulaire juridique*, Paris : Presses Universitaires de France, 1936, p.46.

³⁸ Ole R. Holsti, P. Terrence Hopmann et John D. Sullivan, *Unity and Desintegration in International Alliances. Comparative Studies*, New York: Wiley, 1973, p.4.

³⁹ Stephen M. Walt, *The Origins of Alliances*, Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, 1987, p. 12.

⁴⁰ Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris : Calmann-Lévy, 1962, p.40.

Le concept d'alliance est étroitement lié à l'école réaliste. Pour certains théoriciens, comme Edward Gulick, la nature anarchique du système impose aux États un comportement d'alliance. « Les États ont l'habitude de s'unir pour répondre aux menaces pesant sur l'équilibre des puissances au sein du système.⁴¹ »

Il est admis qu'une alliance offensive a plus de chance de survivre qu'une alliance défensive. George Liska précise que « seule une alliance offensive se nourrit du déclin de l'adversaire et peut lui survivre pour faciliter la digestion des dépouilles. Les alliances défensives ne survivent pas longtemps à l'ennemi.⁴² »

Les alliances bilatérales sont perçues, par certains théoriciens, comme la panacée pour le dilemme de sécurité qui caractérise l'action des États faibles. Allen G. Sens écrit :

Lorsque des déséquilibres se produisent, les petits États sont, à l'instar de tous les autres, contraints d'évaluer leurs plans en matière de sécurité et de les corriger en tenant compte des nouveaux centres de pouvoir, du nouvel échiquier d'amis et d'ennemis, et des nouvelles menaces. [...] Pour garantir leur sécurité dans des systèmes d'équilibre des puissances, les petits États se sont fortement appuyés sur les alliances bilatérales.⁴³

Plusieurs raisons justifient l'attachement à une alliance. Le maintien d'un système d'alliances par la nécessité de veiller à l'équilibre des forces en est une. « Insérée dans la notion d'équilibre des forces, l'alliance contribue à la stabilité et à l'ordre.⁴⁴ ». L'affirmation suivante est du reste plus explicite :

Toutes les alliances ne recherchent pas nécessairement l'équilibre; elles sont fondamentalement un des moyens de la lutte pour la puissance. Mais c'est dans le maintien de l'équilibre des forces que les alliances trouvent leur légitimité. Le système de l'équilibre des forces est un système d'alliances.⁴⁵

⁴¹ Edward Gulick, *Europe's Classical Balance of Power*, cité dans Christian Constantin, *Par-delà l'équilibre. Facteurs systémiques, motivations et attributs nationaux dans la formation des alliances*, Montréal : Les Cahiers Raoul-Dandurand, n°2, mai, 2000. p. 42.

⁴² George Liska, *Nations in Alliance. The Limits of Interdependence*, cité dans Bruno Colson, *Europe: repenser les alliances*, Paris : Economica, p. 68.

⁴³ Allan G. Sens, *loc. cit.* p. 770.

⁴⁴ Julian R. Friedman, "Alliance in International Politics", cité dans B. Colson, *op. cit.*, p. 69.

⁴⁵ Inis L. Claude, Jr., *Power and International Relations*, cité dans B. Colson, *op. cit.*, p. 69.

Les alliances auraient aussi une fonction dissuasive et stabilisante. Elles rendraient les actions des États plus prévisibles pour la communauté internationale. Pour les théoriciens de l'équilibre des puissances, comme Steven Rosen, les alliances jouent un rôle majeur dans la préservation du système. Rosen rappelle que peu d'alliances ont été entièrement vouées à un seul objectif bien défini. « Les alliances cherchaient la redistribution dans certains domaines et le statu quo dans d'autres. [...] L'OTAN, dont le premier objectif est la défense collective, est clairement vouée à maintenir le statu quo.⁴⁶ » De son côté, Robert Osgood écrit qu'à côté de « l'addition de forces, la principale fonction des alliances avait toujours été de contenir et de contrôler les alliés.⁴⁷ » George Liska montre que « leur objectif est de toujours contenir l'adversaire et, quand c'est souhaitable, de se contenir aussi l'un l'autre, de même que l'ampleur d'un conflit.⁴⁸ » Liska, qu'on rattache à l'école « béhavioriste »⁴⁹, juge que « les alliances cherchent à maximiser les gains et à partager les engagements.⁵⁰ »

Une menace extérieure constitue également une motivation dans la quête d'une alliance. Edwin H. Fedder soutient que « l'existence d'une alliance n'est pas nécessairement un signe d'un partage substantiel d'intérêts si ce n'est la perception commune d'une menace.⁵¹ » Stephen Walt juge que « les alliances répondent plus souvent à des menaces émanant d'États voisins. [...] Ainsi, le développement des équipements offensifs d'un État sera une source de menaces pour les États avoisinants.⁵² », tout en observant une stratégie de ralliement (bandwagoning) chez des États démunis qui s'allient à des puissances. « Les petites puissances ont plus tendance à pratiquer le bandwagoning, c'est-à-dire à suivre le mouvement.⁵³ » Pour les petites puissances, « l'hégémonie d'une grande puissance lointaine est préférable à celle de puissances moyennes plus proches.⁵⁴ »

⁴⁶ Steven Rosen, "A Model of War and Alliance", cité dans B. Colson, *op. cit.*, p. 71.

⁴⁷ Robert E. Osgood, *Alliances and American Foreign Policy*, cité dans B. Colson, *op. cit.*, p. 72.

⁴⁸ George Liska, *Nations in Alliance. The Limits of Interdependence*, cité dans B. Colson, *op. cit.*, p. 72.

⁴⁹ Petr Kratochvíl, "George Liska and Political Realism: On the Tension Between History and Structure, and Between norms and structure", *Journal of International Relations and Development*, vol. 10, n°2, juin, 2007, pp. 97-21. Cet article présente une analyse exhaustive des travaux de George Liska.

⁵⁰ G. Liska, cité dans B. Colson, *op. cit.*, p. 66.

⁵¹ Edwin H. Fedder, "The Concept of Alliance", cité dans C. Constantin, *op. cit.*, p. 19.

⁵² Stephen M. Walt, *The Origins of Alliances*, cité dans C. Constantin, *op. cit.*, pp. 40-41.

⁵³ S. M. Walt, cité dans B. Colson, *op. cit.*, p. 81.

⁵⁴ Edwin H. Fedder, cité dans B. Colson, *op. cit.*, p. 81.

Finalement, les alliances peuvent également avoir une dimension économique. Selon Charles Kegley et Gregory Raymond, « une alliance permet de répartir les coûts des objectifs de politique étrangère d'un État avec ses alliés.⁵⁵ »

Cette revue des principales motivations pouvant mener à une alliance nous permettra de mieux comprendre les décisions politiques des dirigeants polonais après 1989.

1.2.3 L'alliance dans la perception de la Pologne

Depuis la disparition du système bipolaire, la relation d'alliance entre les deux rives de l'Atlantique est l'objet d'un débat passionné, qui a connu un regain indéniable après l'élargissement de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à des pays qui autrefois faisaient partie de la sphère d'influence soviétique. « Il est plus facile de maintenir la coopération pour des objectifs spécifiques, dans des zones géographiques précises. C'est la position de Morgenthau et des réalistes.⁵⁶ » L'Europe centrale et orientale correspond à un tel espace ayant des liens particuliers avec les États-Unis. Nous tenterons donc d'expliquer les relations spéciales qui lient la Pologne et les États-Unis, dont le comportement est celui de deux États opérant dans une alliance bilatérale. La Pologne et les États-Unis ne se sont jamais livrés une guerre en tant qu'États souverains. Tout comme Washington, Varsovie est intéressée par l'affaiblissement de la Russie. Les efforts d'extirpation de l'Ukraine et de la Biélorussie du giron russe entrent dans cette logique, ce que nous tenterons de démontrer plus loin.

Dans notre travail, nous nous baserons sur une caractéristique importante des alliances. Ainsi, pour vérifier l'hypothèse dégagée précédemment, nous opterons pour la proposition émise par Allen G. Sens, selon laquelle « lorsqu'une grande puissance s'engage à protéger un petit État, celui-ci peut utiliser cet engagement pour accroître son influence.⁵⁷ » Notre objectif sera donc de démontrer que dans son action, le gouvernement polonais vise à affirmer son leadership en Europe centrale et orientale.

⁵⁵ Charles W. Kegley et Gregory A. Raymond, "Anarchy and Order in World Politics", cité dans C. Constantin, *op. cit.*, pp. 30-31.

⁵⁶ B. Colson, *op. cit.*, p. 64.

⁵⁷ A. G. Sens, *loc. cit.* p. 768.

« Les choix d'une alliance [...] sont souvent motivés par des opportunités de gain comme par le danger, par l'appétit comme par la peur.⁵⁸ » Pour réaliser cet objectif, les dirigeants polonais conçoivent différents moyens. Par exemple, le soutien apporté aux Américains en Irak et en Afghanistan est considéré comme un investissement dans la sécurité polonaise, et tôt ou tard Varsovie devrait en tirer des bénéfices.

1.3 Le réalisme classique en tant que cadre théorique appliqué au tropisme américain de la Pologne

Nous avons posé l'hypothèse selon laquelle l'atlantisme polonais est le résultat d'un calcul stratégique qui promeut les intérêts nationaux en tenant compte des postulats du paradigme réaliste. Jean Barrea estime que « les réalistes poursuivent [...] leur explication des décisions en matière internationale en introduisant les catégories explicatives [...] La sécurité est érigée en catégorie explicative privilégiée.⁵⁹ » Durant nos recherches, il s'est avéré clairement que la quête de la puissance est omniprésente dans la politique étrangère polonaise.

Sur la base des quelques aspects passés en revue, nous avons admis que c'est la vision réaliste qui s'impose lors de notre recherche, par laquelle nous tenterons de démontrer que les expériences du passé de la Pologne ont façonné sa politique étrangère, faisant une priorité du primat de la sécurité, sans toutefois qu'elles ne soient le seul facteur qui détermine l'action des dirigeants polonais sur la scène internationale.

La primauté de la dimension sécuritaire dans la politique étrangère polonaise nous amène à procéder à une analyse du cas polonais dans une perspective réaliste. Nous nous concentrerons sur les actions de la Pologne qui tend à s'ériger en puissance en Europe centrale et orientale. Les aspirations de Varsovie seront démontrées sur la base de ses actions sur la scène internationale.

⁵⁸ Randall L. Schweller, "Bandwagoning for Profit", *International Security*, vol. 19, n°1, été, 1994, p. 79.

⁵⁹ Jean Barrea, *Théories des relations internationales*, Louvain : Ciaco, 1978, pp. 22-23.

Par souci de cohérence, nous opterons pour la théorie de l'équilibre des puissances qui sera complétée par une approche basée sur la culture stratégique dans sa forme contextuelle, donc deux théories qui dérivent du réalisme classique. Un tel cadre nous permettra de montrer deux éléments importants pour la suite de notre travail :

- a. L'atlantisme affiché par les dirigeants polonais après 1989 est censé être une réponse à la menace russe;
- b. L'action de la Pologne sur la scène internationale, notamment dans son voisinage, s'inscrit dans une logique découlant des idées apparues avant la Seconde Guerre mondiale et qui ont traversé une grande partie du siècle dernier pour ressurgir au lendemain de la chute du mur de Berlin.

Le cadre, auquel nous aurons recours, nous permettra aussi d'expliquer jusqu'à quel point l'action de la Pologne est déterminée par ses expériences du passé et par sa situation géographique.

1.3.1 L'équilibre des puissances

C'est l'un des concepts les plus vieux et les plus connus de l'école réaliste. Daniel Colard voit même la paternité de Thucydide (400 av. J.-C.). « L'historien grec de la guerre du Péloponnèse et de la rivalité en Sparte et Athènes [...] en a été sans doute le premier théoricien. La stratégie des cités grecques reposait sur ce principe, l'Empire perse et les successeurs d'Alexandre le suivirent également.⁶⁰ » Paul Seabury rapporte qu'il y a plus de deux mille ans, « Kautilya Arthasastra aurait évoqué en sanscrit les principes de l'équilibre des puissances.⁶¹ »

D'un autre côté, c'est une notion centrale dans la théorie réaliste des relations internationales. Elle préconise que, dans un système d'équilibre de la puissance, les États choisissent de se ranger aux côtés du plus fort (bandwagoning) ou essaient d'équilibrer

⁶⁰ Daniel Colard, *Les relations internationales*, Paris : Masson, 1981, p. 80.

⁶¹ En anglais dans le texte : "Clearly instructs ... in the principles of a balance of power system" Opinion relevée par Paul Seabury, cité dans *Balance of Power* in Colin Elman et John A. Vasquez, p. 7.

celui-ci en se coalisant (balancing). Colard la formule de la façon suivante : « Toute unité, si elle souhaite sauvegarder l'équilibre, sera conduite nécessairement à prendre position contre l'État ou la coalition des alliés qui est sur le point d'acquérir une pareille supériorité.⁶² » Les théoriciens réalistes remarquent une corrélation certaine entre les deux concepts clés de notre travail : « Les alliances sont le mécanisme essentiel du maintien de l'équilibre des puissances selon Morgenthau.⁶³ »

Dans un livre paru en 2002, sous la direction de John A. Vasquez et Colin Elman, on peut trouver une typologie assez exhaustive des différentes définitions du concept d'équilibre des puissances. D'emblée, C. Elman reprend les descriptions de plusieurs théoriciens :

Les théoriciens des relations internationales font souvent une distinction entre "balancing" comme un comportement d'un État et "balance" comme un résultat de politique internationale. "Balancing" décrit une politique étrangère : il s'agit de l'action d'un État. Selon une définition de travail, l'équilibre est une politique compensatoire visant à améliorer des capacités afin de poursuivre des missions militaires en vue de dissuader et/ou défaire un autre État. Les États peuvent s'équilibrer de diverses façons, y compris en cooptant les ressources d'autres États en adhérant à des alliances (équilibre externe) ou en améliorant leurs propres capacités militaires (équilibre interne).⁶⁴

Selon Elman, cet objectif peut être atteint de différentes manières. L'une d'elles est décrite par Barry R. Posen: « [...] en utilisant d'une manière plus judicieuse les ressources qu'un État met déjà en œuvre pour la défense, en conjonction avec une doctrine militaire mieux adaptée à ses besoins sécuritaire.⁶⁵ » Par contre, Elman définit ainsi le concept de balance (équilibre) : « "Balance" décrit un résultat systémique, un

⁶² Daniel Colard, *op. cit.*, p. 80.

⁶³ Hans J. Morgenthau, *Politics Among Nations*, cite dans C. Constantin, *op. cit.*, p. 42.

⁶⁴ Fareed Zakaria. *From Wealth to Power: The Unusual Origins of America's World Role*, cité dans Colin Elman et John A. Vasquez, *op. cit.*, p. 8.

⁶⁵ Barry R. Posen, *The Sources of Military Doctrine: France, Britain and Germany Between the World Wars*, cite dans Colin Elman et John A. Vasquez, *op. cit.*, p. 8.

équilibre des capacités militaires dans le système international.⁶⁶ » Pour certains États, le choix d'une telle voie est synonyme de survie.

À l'origine, le principe de l'équilibre s'appliquait au niveau régional. Au XVIII^{ème} siècle, David Hume publie son essai *On the balance of power*, dans lequel il expose ses thèses basées sur le principe de l'équilibre des forces dans le contexte de la rivalité franco-britannique. Plus tard, Metternich et Bismarck reprennent, dans un autre contexte, les principaux éléments des thèses élaborées par le philosophe anglais.

Après la Seconde Guerre mondiale, cette notion a été associée à la nouvelle réalité liée à la Guerre froide. De nombreux réalistes classiques s'intéressèrent alors à différentes configurations du rapport de forces. Dans *Paix et guerre entre les nations*, Raymond Aron élaborait « une typologie dérivée du concept de pôles de puissances » pour caractériser les modèles de systèmes internationaux.⁶⁷ Mentionnons qu'il y distingue un équilibre bipolaire et un équilibre pluripolaire.

D'après R. Aron, « la configuration du rapport des forces ne dépend pas uniquement du nombre des acteurs : elle est également tributaire de la nature des États et des objectifs que se donnent les détenteurs du pouvoir.⁶⁸ » Pour le philosophe français, cela est dû aux « idées et sentiments qui influent sur leur conduite.⁶⁹ » Ce dernier aspect peut être perçu dans le cas de la Pologne, dont les dirigeants reconnaissent ouvertement la pertinence d'une conception de la diplomatie polonaise élaborée plusieurs décennies auparavant. Hans J. Morgenthau, a proposé plusieurs descriptions de l'équilibre des puissances :

*Comme une politique visant à répartir la puissance de manière plus ou moins égale; comme une description d'un certain état de fait en relations internationales; comme une description d'une politique visant à établir un certain état de fait en relations internationales; comme toute répartition de la puissance dans les relations internationales.*⁷⁰

⁶⁶ C. Elman and J. A. Vasquez, *op. cit.*, p. 9.

⁶⁷ Raymond Aron. *Paix et guerre entre les nations* in Daniel Colard, *op. cit.*, p. 82.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 83.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 83.

⁷⁰ Hans J. Morgenthau, *Politics in Twentieth Century*, cité dans Benoit Gagnon, « Équilibre des puissances » in Alex MacLeod, Evelyn Dufault et Frédérick Guillaume Dufour (dir.), *loc. cit.*, p. 71.

Les différentes interprétations du concept de l'équilibre des puissances laissent place à un large éventail d'applications en relations internationales, d'où le recours à la notion précitée pour expliquer l'atlantisme affiché par les dirigeants polonais au lendemain de la disparition du mur de Berlin. Il est légitime de se poser la question suivante : la Pologne ne cherche-t-elle pas à mettre à son profit l'équilibre qu'elle recherche? Mumulla V. Naidu écrit: « Il existe uniquement une approche national de l'équilibre des puissances dans le sens où les nations pensent et espèrent qu'elles mènent une politique qui les aidera à établir un équilibre des puissances sur la scène internationale. Ironiquement, elles veulent cet équilibre des puissances à leur avantage.⁷¹ »

1.3.2 La culture stratégique

Eu égard à l'influence des idées formulées par certains intellectuels et dirigeants polonais sur les orientations de la politique étrangère de Varsovie, nous avons estimé que notre cadre d'analyse doit également être conçu autour du concept de culture stratégique. Ce dernier prend en compte les idées comme facteur explicatif dans l'analyse des relations internationales, mais « il est souvent utilisé comme une variable intermédiaire, voire un complément à d'autres hypothèses.⁷² » Ceci nous a incités à le combiner avec le concept précédent, à savoir celui de l'équilibre des puissances.

La notion de culture stratégique « peut servir à étudier les diverses fonctions que les idées peuvent assumer ou l'impact qu'elles peuvent avoir dans un domaine d'activités que l'on considère trop souvent déterminé d'abord et avant tout par des facteurs matériels.⁷³ » Stéphane Roussel et David Morin soutiennent que « la culture stratégique se réfère à un phénomène qui relève du monde des idées plutôt que de celui de la réalité matérielle.⁷⁴ »

⁷¹ Mumulla V. Naidu, *Alliances and Balance of Power. A Search for Conceptual Clarity*, Delhi: Macmillan, 1974, p. 201.

⁷² Michael C. Desch dresse un large éventail de l'utilisation du concept de culture stratégique. Voir "Culture Clash : Assessing the Importance of Ideas in Security Studies", *International Studies*, vol. 23, n°1, Summer, 1998, p. 166-169.

⁷³ Stéphane Roussel, « La culture stratégique d'un « paisible royaume »? », in Stéphane Roussel (dir.), *Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne*, Québec: Éditions Athéna, 2007, p 10.

⁷⁴ Stéphane Roussel et David Morin, « Les multiples incarnations de la culture stratégique et les débats qu'elles suscitent », in S. Roussel (dir.), *op. cit.*, p. 18.

Nous verrons dans le chapitre suivant en quoi consiste l'apport du tandem Jerzy Giedroyc-Juliusz Mieroszewski et du maréchal Pilsudski, trois Polonais soucieux de donner à leur pays une vision stratégique cohérente, notamment dans sa politique orientale.

Historiquement, la notion de culture stratégique est un concept assez récent. S. Roussel, qui rappelle que cette notion est apparue au début des années 1970, écrit qu'« elle sert [...] à expliquer ou à interpréter les décisions ou l'attitude d'une communauté (bien souvent un État) sur une question relative à la guerre ou à la défense, en fonction de ses particularités historiques, géographiques et sociopolitiques.⁷⁵ » Les travaux entrepris par Yitzhak Klein, dans les années 1990, ont eu un certain retentissement. Y. Klein a adopté la définition suivante: « Ensemble des attitudes et croyances professées au sein d'un appareil (establishment) militaire, à propos de l'objectif politique de la guerre et de la méthode stratégique et opérationnelle la plus efficace pour l'atteindre.⁷⁶ »

La notion de culture stratégique englobe les facteurs culturels censés influencer les choix stratégiques des décideurs. Il existe cependant une multitude de définitions. Pour Justin Massie, « la culture stratégique représente le contexte culturel dans lequel s'articule le comportement stratégique de l'État.⁷⁷ » Colin S. Gray la décrit de la manière suivante :

C'est le résultat de la transmission sociale persistante (sans être éternelle) d'idées, d'attitudes, de traditions, d'habitudes d'esprit et de méthodes d'opération préférées qui sont plus ou moins spécifiques à une communauté de sécurité géographiquement délimitée et qui possède nécessairement une expérience historique unique et des actions et réactions passées, ces prédispositions culturelles de l'État quant à l'usage de la force sur la scène internationale proviennent de l'ensemble des idées largement partagées au sein d'une société.⁷⁸

⁷⁵ *Ibid.*, p. 10.

⁷⁶ Yitzhak Klein, "A Theory of Strategic Culture", cité dans Bruno Colson, « La culture stratégique française », *Cultures et relations internationales*, 53, 2005, pp. 81-91, (en ligne), http://www.stratisc.org/strat_053_Colson.html, (page consultée le 15 décembre 2009)

⁷⁷ Justin Massie, « Une culture stratégique idéaliste libérale et défensive? », in Stéphane Roussel (dir.), *op.cit.*, p. 202.

⁷⁸ Colin S. Gray, "Strategic Culture as Context : The First Generation of Theory Strikes Back", cité dans Justin Massie, *op.cit.*, p. 202-203.

Dépendamment de l'usage préconisé de la culture stratégique, on distingue trois écoles⁷⁹ :

- a. L'école « contextualiste » : la culture stratégique est considérée comme un élément de la toile de fond dans laquelle sont prises les décisions stratégiques, qui dépendent d'autres facteurs, essentiellement d'ordre matériel. S. Roussel juge *qu'elle complète ou affine l'image donnée par d'autres variables*;⁸⁰
- b. L'école « instrumentaliste » : la culture stratégique est perçue comme un moyen dont se sert l'élite pour justifier et légitimer l'ordre social en place ainsi que pour maintenir et renforcer les institutions militaires;
- c. L'école « causale » : la culture stratégique apparaît comme une variable causale explicative du comportement des acteurs.

De ces trois approches, c'est l'école « contextualiste » qui sied le mieux au cas étudié dans notre travail. Et pour cause, elle met en évidence des facteurs inhérents à une communauté, comme l'histoire ou la géographie, afin d'interpréter le comportement des élites politiques. David James soutient que « le postulat est que, en raison de circonstances historiques et géographiques uniques, certaines nations ont dû faire face à des problèmes de défense définis de manière unique.⁸¹ » Il faut souligner que, dans certains cas, la conception de la culture stratégique « s'apparente à la vision réaliste classique, car elle tend également à expliquer une doctrine stratégique en termes national ou de culture de l'élite politique nationale.⁸² »

Parmi les divers facteurs énumérés par les théoriciens pour définir le contenu d'une culture stratégique, la situation géopolitique et l'histoire tiennent une place privilégiée, comme c'est le cas dans les motivations des élites politiques polonaises. La nécessité de l'éclosion d'une nouvelle culture stratégique est reconnue par bien des observateurs de

⁷⁹ Pour une typologie des différentes approches voir Alastair Iain Johnston, « Thinking about Strategic Culture », *International*, vol. 19, n°4, printemps, 1995, pp. 32-64.

⁸⁰ S. Roussel, *op. cit.*, p. 23.

⁸¹ David R. Jones, « Soviet Strategic Culture », cité dans S. Roussel (dir.), *op. cit.*, p. 24.

⁸² Jack L. Snyder, *The Soviet Strategic Culture: Implications for Nuclear Options*, cité dans S. Roussel (dir.), *op. cit.*, p. 24.

scène politique polonaise. Kerry Longhurst admet : « Bien que, dans les années 1990, la Pologne ait décidé de se défaire de la culture stratégique en vigueur avant 1989, la fin de ce processus est encore loin et les nouvelles formes doivent encore éclore.⁸³ » Nous pouvons donc supposer que les dirigeants polonais sont à la recherche d'une ébauche d'une culture stratégique dans leur pays.

1.4 Les particularités du cas polonais comme objet d'étude

La Pologne, pays membre de l'Union européenne, entretient avec les États-Unis des relations qui font d'elle un partenaire stratégique pour son allié américain. L'armée polonaise a longtemps été présente en Irak. À ce jour, ses soldats demeurent toujours en Afghanistan.

En outre, la Pologne, le pays le plus important en Europe centrale et orientale au sein de l'Union européenne et de l'Alliance atlantique, est un État qui tente d'imposer à ses partenaires sa conception de la politique à mener vis-à-vis de son voisin russe : sa propre politique orientale, élaborée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Elle cherche ainsi à rompre avec un passé qui a souvent été tragique. Varsovie ne veut plus subir l'action d'un autre pays.

Dariusz Rosati concède que « la Pologne, pendant un millénaire, a formé une sorte de syndrome des confins : tout en étant un pays d'essence européenne, ayant une culture, une civilisation et une religion liées à l'Europe occidentale, nous avons essentiellement regardé vers l'Est.⁸⁴ » L'ex-ministre des Affaires étrangères polonais explique la priorité donnée à la politique orientale par une possible menace venant de Russie : « C'était dicté par l'équilibre des forces. La Pologne était tournée vers l'Est, car les menaces venaient de l'Est. Notre lutte contre la Russie était un combat pour l'existence de notre nation.⁸⁵ » Comme nous pouvons le remarquer, la peur de la Russie est un élément qui a grandement

⁸³ Kerry Longhurst, « D'un rôle de consommateur à un rôle de producteur : La Pologne et la sécurité transatlantique au XXI^{ème} siècle », in Olaf Osica et Marcin Zaborowski (dir.), *op. cit.*, p. 77.

⁸⁴ Dariusz Rosati, débat de la Fondation Batory et de *Tygodnik Powszechny* sur la politique orientale polonaise, 1 mars 2001, (en ligne), <http://www.batory.org.pl/ftp/program/forum/ppw.pdf>, (page consultée le 6 mai 2009)

⁸⁵ *Ibid.*

influencé la politique des gouvernements polonais qui se sont succédé depuis 1989, ce que nous montrerons dans la présente étude.

1.5 Le poids de l'Histoire et le contexte en Europe centrale et orientale

En Europe centrale et orientale, les frontières ont souvent été redessinées. Ces modifications de la carte de l'Europe ont, à chaque fois, été accompagnées d'échanges de populations, ce qui fait que des animosités demeurent entre les différents groupes ethniques. La question territoriale peut être utilisée comme moyen de pression. C'est l'une des raisons qui font que les pays composant cet espace cherchent des garanties sécuritaires pour espérer s'opposer à de probables revendications territoriales, voire des velléités expansionnistes de la Russie.

Ainsi, la veille de l'adhésion à l'Union européenne, un bras de fer de plusieurs mois a opposé la Pologne et, à un degré moindre, la Lituanie à leur puissant voisin russe, lorsque celui-ci exigea un corridor à travers leurs territoires qui aurait relié l'enclave de Kaliningrad au reste de la Russie. Dans notre mémoire, nous prendrons en considération les éléments qui pourraient créer des tensions entre la Pologne et ses voisins. Nous considérons que le ressentiment anti-polonais chez les Russes, hérité de la Seconde Guerre mondiale, en est un.

1.5.1 Le passé tragique de la Pologne

Comme nous l'avons vu précédemment, nombreux sont les auteurs polonais qui ont axé leurs efforts sur l'explication de l'atlantisme des élites du pays à travers une lecture historique. Il est vrai que l'Histoire n'a pas réservé à la Pologne un sort enviable. Les premiers contacts des Polonais avec le monde occidental ne sont pas récents. « La vocation de la Pologne à se tourner vers l'Ouest est séculaire.⁸⁶ » De nombreux jeunes Polonais se sont très tôt établis en Italie et en France, deux pays qui à cette époque

⁸⁶ L. Scher-Zembitska, *loc. cit.*, p. 74.

représentaient tous leurs espoirs d'émancipation. Le premier refrain de l'hymne polonais, dont les paroles ont été écrites à Reggio (Italie) en 1797 par Jozef Wybicki, l'un des principaux chefs des légions polonaises, commence du reste par ces mots : *De la terre italienne à la Pologne*. C'était au départ un chant des soldats polonais qui avaient servi dans l'armée des Vosges sous Garibaldi et qui rêvaient d'un retour dans leur patrie une fois reconquise.

Déjà au Moyen Age de nombreux étudiants polonais rejoignirent des universités italiennes et françaises. Plus tard, les légions polonaises au service de la France participèrent à la Première Guerre mondiale avec l'espoir de retrouver un territoire disparu. Les unités polonaises furent également des expéditions napoléoniennes en Russie, en Égypte et en Haïti.

En dépit de l'engagement de nombreux Polonais aux côtés de certaines puissances, l'histoire de leur pays fut une succession de désillusions. Coincée entre trois grands empires, après avoir échoué dans ses tentatives de conserver une prédominance nationale, la Pologne subit, à partir de la fin du XVIII^{ème} siècle, une forte pression qui a abouti aux partages de son territoire (1772-1795). Le traité de Vienne de 1815 l'a rayée de la carte en remettant sous tutelle du tsar le petit royaume qu'avait créé, en 1807, Napoléon. Lors du Congrès de Vienne, le Grand-duché de Varsovie ne peut maintenir son indépendance et l'on assiste au sixième partage de la Pologne. La Posnanie revient à la Prusse, l'Autriche garde la Galicie, tandis que l'empereur de Russie obtient à titre personnel le royaume de Pologne. Pour les Polonais, c'est le début d'une longue période de brimades et d'humiliations.

L'historienne Lydia Scher-Zembitska, une spécialiste des relations franco-polonaises, rappelle « l'amertume des Polonais lors de la signature du Congrès de Vienne et toutes les autres déceptions qui ont fait croire longtemps à ce peuple qu'ils avaient été abandonnés.⁸⁷ » Cent-trente ans plus tard, la Seconde Guerre mondiale a débouché sur le partage de Yalta, suite à une série de concessions de la part des Alliés aux Conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam. La Pologne passa sous le joug soviétique.

⁸⁷ *Ibid*, p. 74.

Il est indéniable que l'histoire tragique, qu'a connue ce pays, se trouve à la source de l'avènement du nationalisme polonais qui s'est cristallisé avec le temps, comme le soutient l'historien britannique Norman Davies :

La nation polonaise moderne est le produit du nationalisme polonais moderne. Son développement s'est poursuivi capricieusement pendant deux siècles et le succès final est resté douteux pendant la plus grande partie de son histoire récente. A quelle date exactement a-t-il commencé à jouer un rôle prépondérant dans les affaires du pays? [...] Certains historiens situent le moment décisif en 1864, lorsqu'une importante mesure d'émancipation sociale coïncida avec l'insurrection de janvier : d'autres le repousseront jusqu'à la résurrection de l'État en 1918.⁸⁸

Ce passé douloureux pourrait expliquer les aspirations et les tentatives de définitions de cette nouvelle Pologne qui, de nos jours, dans des conditions différentes, peut enfin faire entendre ses revendications. Néanmoins, même si sa situation géographique incite naturellement Varsovie à collaborer avec ses anciens alliés européens, les liens privilégiés qui unissent les Polonais à la nation américaine s'avèrent primordiaux.

1.5.2 La désaffection de la France

Si Napoléon a œuvré à la création du Grand-duché de Varsovie (1807-1815), il demeure qu'il fut réticent à l'idée de la reconduction d'un important État polono-lituanien tel qu'il exista avant la partition de la Pologne. Il avait pris en considération les craintes de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. De nombreux volontaires polonais se sentirent bernés par des promesses non tenues. En Haïti, certains d'entre eux rejoignirent les rangs des combattants de Jean-Jacques Dessalines qui se sont révoltés contre l'armée française. Plus d'un siècle plus tard, un autre épisode douloureux de l'histoire de la Pologne allait exaspérer encore plus les relations entre cette nation en proie aux convoitises des ses puissants voisins et de la France.

⁸⁸ Norman Davies, *Histoire de la Pologne*, Paris : Fayard, 1984, p. 279-280.

À partir de 1920, les dirigeants polonais prirent conscience des menaces qui pesaient sur leur pays devant l'expansion du communisme. Tout d'abord, leurs services secrets arrivèrent à intercepter des informations faisant état des intentions des Soviétiques de constituer une organisation militaire internationale. Les Polonais purent retarder ces plans, en rejetant les Soviétiques à l'est des fleuves Bug et Niemen pendant la bataille de la Vistule en août 1920 et celle du Niemen en septembre. En mars 1921, le Traité polono-soviétique de Riga fut signé. Pour Alexandra Viatteau, « en gagnant la guerre contre la Russie soviétique, ils vont donner vingt ans de paix et de sécurité à l'Europe.⁸⁹ »

À cette époque, la Pologne bénéficiait du soutien de la France et de l'Angleterre. Ce n'est que plus tard que ces trois traditionnels alliés « vont diverger [...] sur l'attitude à adopter face au danger qui, à partir de 1933, ajoute à celui du totalitarisme communiste soviétique en Europe celui de la montée du totalitarisme national-socialiste allemand.⁹⁰ » Les deux puissances occidentales ne se rallièrent pas au projet de guerre préventive conçu au début des années 1930 par le maréchal Jozef Pilsudski. A. Viatteau estime que les autorités polonaises se doivent de retenir la leçon, une manière d'expliquer leur alignement sur la politique américaine dans la période précédant l'invasion de l'Irak.

Une bonne connaissance de l'histoire récente de la « vieille Europe » d'alors, où l'alliance de la France et de la Pologne aurait pu être un socle solide, mais ne l'a pas été assez, aurait évité des malentendus en 2003. Cette connaissance aurait permis de comprendre les raisons et les réactions actuelles de la Pologne en 2003, et d'éviter aux dirigeants et aux médias français de manifester quelque amertume et maladresse.⁹¹

Cette opinion est très répandue au sein des élites politiques polonaises. Dans un entretien, publié par le quotidien français *Le Monde* au début du mois de mai 2003, le président

⁸⁹ Alexandra Viatteau, « 1933-2003 : La « guerre préventive » selon Varsovie et Washington », *Diploweb*, n°4, 10 août 2003, (en ligne), <http://www.diploweb.com/science-politique/guerrepreventive.htm>, (page consultée le 4 avril 2009)

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ Alexandra Viatteau, « France-Russie : la République entre les « tsars blancs », et les « tsars rouges » et les « euro-tsars » », *Classiques de science-politique*, *Diploweb*, n°3, 14 avril 2003, (en ligne), <http://www.diploweb.com/La-Republique-francaise-entre-les.html>, (page consultée le 5 avril 2009)

Aleksander Kwasniewski déclara : « Les Polonais sont une nation qui comprend qu'il y a certains moments dans l'Histoire où il vaut mieux être actifs que passifs.⁹² » Ce genre de signaux nous incite à ne pas perdre de vue le poids de l'Histoire dans l'action de la Pologne sur la scène internationale, tout en recherchant d'autres motivations de ce pays, telle que l'ambition de devenir une puissance régionale en Europe orientale et centrale.

1.5.3 Les affinités entre Polonais et Américains

Depuis la chute du mur de Berlin et la disparition du communisme d'Europe centrale et orientale, les relations américano-polonaises connaissent une véritable embellie. Les raisons sont multiples. Le politologue David Dunn, qui depuis quinze ans s'intéresse aux problèmes de sécurité internationale et à la politique étrangère des États-Unis, écrit : « Les liens des États-Unis avec la Pologne sont exceptionnels, comme le sont les relations avec la Grande-Bretagne ou Israël. Les liens, qui unissent ces pays, résultent de facteurs historiques, culturels et stratégiques.⁹³ »

Comment les relations américano-polonaises se sont-elles nouées à travers les derniers deux siècles? Au XVIII^{ème} siècle, au plus fort de la guerre d'Indépendance américaine, un grand nombre d'articles américains sont traduits et publiés à Varsovie. L'officier polonais Tadeusz Kosciuszko, le leader de l'insurrection de 1794, aidé par son compagnon d'armes Kazimierz Pulawski, participe à la guerre, puis à l'édification de l'Académie militaire de West Point. « L'attachement traditionnel de l'Amérique pour la Pologne a commencé durant la Révolution quand Kosciuszko et Pulaski ont rendu des services éminents à la cause américaine. Les deux sont venus en Amérique sur les recommandations de Franklin pour combattre dans la Revolutionary Army⁹⁴ », relate l'historien américain Louis L. Gerson.

⁹² Propos du président Aleksander Kwasniewski recueillis par Jan Krauze, « Le soutien de la France à la Pologne est plus important que de quelconques propos », entretien, *Le Monde*, 4-5 mai 2003, p. 6.

⁹³ David Dunn, in Olaf Osica et Marcin Zaborowski (dir.), *op. cit.*, p. 133.

⁹⁴ Louis L. Gerson, *Woodrow Wilson and the Rebirth of Poland. 1914-1920*, Hamden : Archon Books, 1972, p. 38.

C'est également à cette époque, qu'on nota le début de l'exode massif des Polonais vers le Nouveau Continent. « Les idéaux de la nation polonaise révoltée prennent racine aux États-Unis.⁹⁵ » Des millions de Polonais se sont établis de l'autre côté de l'Atlantique, essentiellement sur la Côte Est du continent, formant une communauté très entreprenante, tournée vers le pays d'origine, et qui a jeté la base d'un lobby influent dans la politique américaine. « Nombre d'entre eux se regroupent dans des coalitions d'intérêts (lobbies), collectifs locaux, pour susciter des décisions politiques allant dans le sens de l'intérêt – réel ou supposé – de leur pays d'origine.⁹⁶ » Le Polish American Congress (PAC) rassemble environ 3 000 associations.⁹⁷ On estime que les États-Unis compteraient plus de 10 millions de citoyens d'origine polonaise, formant ainsi « la communauté la plus nombreuse parmi celles originaires de l'ancien bloc communiste.⁹⁸ »

Vers la fin de la Première Guerre mondiale, le président américain Woodrow Wilson va jouer un rôle crucial dans le recouvrement par la Pologne de son indépendance. On peut lire dans les travaux de Louis L. Gerson consacrés à la politique du président Wilson que :

On ne peut que conclure que l'amitié de Woodrow Wilson pour la Pologne a été l'un des facteurs importants qui ont conduit au rétablissement d'un État polonais. Le président fut l'un des premiers dirigeants d'une puissance à défendre la cause de la Pologne. Son discours de février 1917 et sa Déclaration des quatorze points en janvier 1918 ont encouragé les Polonais en Europe et en Amérique à s'unir et à lutter avec plus de vigueur pour l'indépendance de la Pologne.⁹⁹

Des décennies plus tard, Ronald Reagan va laisser un souvenir indélébile chez les peuples d'Europe de l'Est grâce à son attitude intransigeante à l'égard de l'Union soviétique. Durant la Guerre froide, l'administration américaine finança « les radios La Voix de l'Amérique et Radio Libre Europe qui ont convaincu les Polonais que l'Amérique ne les a pas oubliés dans les moments durs.¹⁰⁰ » De même, l'Institut Pilsudski de Washington publia de nombreux journaux intimes et mémoires sur la réalité soviétique. Ainsi, les

⁹⁵ L. Scher-Zembitska, *loc. cit.*, p. 74.

⁹⁶ Thomas Schreiber, « Lobby polonais », *Le Monde diplomatique*, mai 2004, p. 19.

⁹⁷ Chiffres relevés sur le site du PAC, (en ligne) www.polancon.org, (pages consultée le 2 avril 2009)

⁹⁸ T. Schreiber, *loc. cit.*, p. 19.

⁹⁹ Louis L. Gerson, *op. cit.*, p. 138.

¹⁰⁰ D. Dunn, *op. cit.*, p. 134.

relations américano-polonaises se sont raffermies à travers les deux derniers siècles par l'entremise d'une solidarité réciproque.

Les sentiments extraordinaires qui lient les Polonais aux États-Unis ont donc pour source des événements historiques, depuis l'apport des Polonais à la lutte pour l'indépendance des Américains jusqu'au rôle joué par l'administration de R. Reagan dans l'affaiblissement du communisme en Europe de l'Est, en passant par l'engagement des Américains dans la Seconde Guerre mondiale. Anne Applebaum écrit : « Les anticomunistes polonais, qui se rappellent encore le soutien apporté à leur mouvement dans les années 1980 par le président Ronald Reagan, ont le même impact dans leur pays, qui demeure même plus pro-américain que dans le reste de l'Europe centrale.¹⁰¹ » Ce constat est partagé par d'autres politologues.

Si la centralité de la puissance américaine est un souci de « vieux Européens » en France et en Allemagne, ceci n'est certainement pas perçu comme un problème par les Européens des parties orientale et centrale. Ils (particulièrement les Polonais) considèrent que c'était plus la confrontation de Ronald Reagan avec l'« Empire du diable », que l'accent mis par les Européens de l'Ouest sur la détente et l'Ostpolitik, qui a contribué à la disparition du système soviétique.¹⁰²

Ce lien fort a été transmis à la génération actuelle des dirigeants politiques polonais, postcommunistes ou anciens dissidents, « formés à l'écoute de Radio Europe Libre et grâce à des bourses de la fondation Fullbright.¹⁰³ » Il faut rappeler que cette fondation a été la première à œuvrer sur le territoire polonais. Depuis 1958, plus de 1200 Polonais, dont des personnalités politiques, ont bénéficié de bourses pour réaliser des stages dans des institutions américaines.

¹⁰¹ Anne Applebaum, *loc. cit.*, p. 35.

¹⁰² Jacques Rupnik, "America's best friends in Europe: Est-Central European perceptions and policies toward the United States", in Tony Judt et Denis Lacorne (dir.), *With US or Against US, studies in global anti-americanism*, New York : Palgrave, 2005, p. 97-98.

¹⁰³ Radek Sikorski, "Losing the New Europe", cité dans J. Rupnik, « La Pologne à l'heure américaine : Entre l'Europe et les États-Unis », *loc. cit.*, p. 150.

1.5.4 L'attrait de l'Amérique

Le « rêve américain », qui demeure toujours bien vivace parmi les millions de Polonais restés au pays, est un autre élément qui montre le lien puissant existant entre les deux peuples. La majorité des Polonais perçoit les États-Unis comme un pays plus accueillant que les pays d'Europe. Ainsi, leur préférence va vers les Américains, en n'admettant pas l'anti-américanisme prévalant au sein des populations ouest-européennes.

En outre, la société américaine, basée sur la consommation et la liberté d'expression, exerce une fascination indéniable sur les Polonais, qui pendant plus de 40 ans de communisme, furent soumis à de terribles insuffisances du marché et à une pression implacable du régime en place. Jacques Rupnik souligne la force du mythe américain :

*À côté du rêve américain, largement répandu, il y a le mythe américain de la société sans État, un modèle libéral qui a eu son attrait auprès des élites intellectuelles et politiques dans la chute du système communiste et dans la transition à l'économie de marché. [...] Du point de vue de l'équation « sécurité et liberté » qui fut au centre de la phase de transition postcommuniste, l'Amérique reste aux yeux des Polonais la « nation indispensable ».*¹⁰⁴

Au lendemain de l'effondrement du communisme, des économistes américains se sont chargés de mettre en œuvre en Pologne des réformes libérales, comme Jeffrey Sachs, ce qui par la suite a eu un impact non négligeable sur le rapprochement entre les deux pays. Selon Anne Applebaum, l'américanophilie a encore de belles années en Pologne.

*En Pologne, un pays généralement pro-américain, les gens entre 30 et 44 ans sont encore plus susceptibles de soutenir l'Amérique que leurs compatriotes. [...] C'est le groupe de personnes dont les vies auraient été plus directement touchées par l'expérience de Solidarité et par la loi martiale, des événements qui ont eu lieu lorsqu'ils étaient adolescents ou dans la vingtaine, et qui auraient le souvenir le plus clair de l'appui américain pour le mouvement clandestin polonais.*¹⁰⁵

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 150.

¹⁰⁵ A. Applebaum, *loc. cit.*, p. 35.

Néanmoins, les affinités existant entre les deux peuples ne peuvent à elles seules être érigées en facteur explicatif de l'atlantisme observé depuis 1989 chez les Polonais. Certes le passé tragique a forgé leur conscience collective pour permettre l'avènement de nouvelles priorités. Toutefois, dans une perspective réaliste, les actions des dirigeants répondent à des exigences qui mettent en exergue la dimension sécuritaire. Ceci nous amène à nous pencher sur les autres motivations des décideurs polonais en matière de politique étrangère.

CHAPITRE II

LES PRINCIPALES LIGNES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE POLONAISE

2.1 Aux sources de la politique orientale de la Pologne

2.1.1 La vision issue de la revue *Kultura*

Les tragiques événements du passé ont poussé les Polonais à définir une politique cohérente à l'égard de leurs voisins. Avec le temps, il s'est avéré que la Pologne a surtout besoin d'un puissant allié qui lui permettrait de mener sa propre stratégie en direction de ses voisins à l'Est. Selon Ian Fischer, « la Pologne, qui a connu une expérience tragique, a besoin donc d'un allié, sur lequel elle pourrait compter.¹⁰⁶ » Dans le cas contraire, Varsovie ne serait pas en mesure de mettre en œuvre sa politique orientale qui demeure « un aspect exceptionnellement important de la politique étrangère polonaise.¹⁰⁷ »

Comme le suggère Jean-Yves Potel, cette conception de la diplomatie polonaise « est née dans l'un des laboratoires de l'opposition démocratique polonaise, la revue *Kultura* de Jerzy Giedroyc.¹⁰⁸ » *Kultura* est publiée, depuis 1947, par l'Institut littéraire à Rome, puis déplacée la même année à Maison-Laffite à Paris. La pensée de l'éditeur et juriste polonais natif de Kiev, qui s'est répandue essentiellement par le biais de la série *Zeszyty Historyczne* (*Les Cahiers de l'Histoire*), éditée à partir de 1962, se voulait en rupture avec la nostalgie de la grande Pologne cultivée par une partie importante de la diaspora.

¹⁰⁶ Thèse émise par Ian Fischer dans un article paru dans *The New York Times* du 16 juin 2001, sous le titre «The US and Its Leader Are Popular With Poles», cité dans David Dunn, *op. cit.*, p. 135.

¹⁰⁷ D. Dunn, *op. cit.*, p. 139.

¹⁰⁸ Jean-Yves Potel, « La politique orientale de l'Europe », *Pouvoirs*, n°118, septembre 2006, p. 114.

Les intellectuels de *Kultura* ont pensé l'avenir de leur pays sans négliger les rapports de force en Europe orientale et centrale. Potel rappelle que, dans ses chroniques écrites de Londres dès 1950, en pleine Guerre froide, Juliusz Mieroszewski, l'autre artisan de cette politique, énonce déjà les grandes lignes de la future politique étrangère polonaise.

Mieroszewski [...] défend sa conviction profonde que l'indépendance de la Pologne ne sera pas garantie si ne s'instaure pas un nouvel équilibre dans la région. La politique des blocs scellée à Yalta sera bientôt matérialisée par le mur de Berlin, et il pense déjà l'après. Il engage les Polonais à rompre avec les deux stéréotypes traditionnels de la Russie, forgés avec les partages et diffusés par les historiens et les romanciers : la Russie obscure ennemie de la Pologne et du progrès ou bien la Russie libératrice des peuples.¹⁰⁹

Le nouvel équilibre recherché a été au centre des préoccupations de l'intelligentsia polonaise d'après-guerre regroupée autour de la revue *Kultura*, parmi lesquels les plus influents furent Giedroyc et Mieroszewski. La stratégie élaborée par les deux penseurs polonais sous-entend des changements à long terme en Europe de l'Est, notamment chez le voisin russe. Mieroszewski, l'éditorialiste politique de *Kultura*, cherchait une issue dans l'association entre voisins tout en dépassant les contentieux historiques. Il envisage donc une autre configuration, qui prend en considération « la coexistence d'une Russie renonçant à son empire, éventuellement transformée en une sorte de confédération, et d'une Pologne réconciliée avec ses voisins ukrainien, lituanien et biélorusse. Donc une « troisième Russie » occidentalisée et démocratique.¹¹⁰ » Il s'agit avant tout d'instaurer un cordon sécuritaire le long de la frontière orientale et de minimiser le poids de l'influence néfaste de la Russie sur la région.

Le programme politique de *Kultura*¹¹¹ met l'accent sur l'évolution du statut international de la Pologne vers plus d'autonomie qui passe par l'établissement d'un système collectif

¹⁰⁹ J.-Y. Potel, *loc. cit.*, p. 114.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 114.

¹¹¹ Pour un aperçu du programme politique de *Kultura*, voir l'article de Martin Włodarczyk, « *Kultura* et les mythes polonais », *Regard sur l'Est*, 1 juillet 2002. (en ligne), http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=298, (page consultée le 25 mars 2009)

de sécurité auquel adhéreraient également la Hongrie et la Tchécoslovaquie. En outre, la diplomatie de la Pologne, une fois ce pays libéré de la domination soviétique, devait, selon le concepteur du programme, J. Mieroszewski, travailler à la réconciliation avec l'Ukraine, la Lituanie et la Biélorussie, notamment en acceptant les frontières datant de 1945. Mieroszewski a aussi proposé de favoriser l'européanisation des États situés entre la Pologne et la Russie (cela sous-entend leur démocratisation).

Suivant cette logique, les fondateurs de la revue *Kultura* s'attelèrent à convaincre les générations d'après-guerre de renoncer aux revendications territoriales à l'Est, en particulier sur Vilnius et Lvov annexées par Staline, et de s'en tenir à la fameuse ligne tracée par Lord Curzon en 1919.

Ces idées sont anciennes. L'historien Andrzej Nowak les relie aux vues du poète romantique polonais Zygmunt Krasinski, qui aspirait à la création en Europe orientale, grâce aux nations privées jusqu'ici de leur souveraineté, d'un réseau d'États stables. Il prônait la séparation de l'Ukraine de la Russie afin de diminuer la puissance impériale de Moscou.

*La Russie peut-elle être sauvée? Peut-elle devenir un partenaire capable de renoncer à la tradition d'esclavage despotique de l'empire? Peut-on fonder des espoirs de la Pologne et de ses voisins, esclaves de l'empire, sur une « nouvelle Russie », « une Russie différente »? Ou bien n'y a-t-il qu'une seule Russie, dont l'aspect essentiel aux yeux des nations de l'Europe Orientale demeure inchangé : la Russie éternelle, fidèle à sa mission impériale, qu'elle soit « blanche » ou « rouge »?*¹¹²

Pour atteindre les objectifs fixés, Mieroszewski misait sur des évolutions internes au bloc soviétique. Tout en prenant en considération les grands équilibres de la Guerre froide, Mieroszewski et Giedroyc ont donc jeté les bases d'une vision de l'Europe et de la Pologne en Europe, déterminant de cette manière la politique étrangère polonaise. Leur souhait était que les élites locales passent outre les stéréotypes figés et surtout dépassent

¹¹² Andrzej Nowak, *Comment détruire l'empire russe? Les idées de la politique orientale polonaise, 1733-1921*, Varsovie : Arcana, 1995, p. 7.

les rancœurs nationales et se départissent de la fibre nationaliste pour penser un avenir en dehors de la domination soviétique, voire russe. Les conditions ne furent réunies qu'après la disparition du mur de Berlin et la fin de la domination de Moscou sur ses ex-alliés en Europe orientale et centrale.

2.1.2 Le prométhéisme du maréchal Pilsudski

Les aspirations du tandem Giedroyc-Mieroszewski pour une Pologne délivrée de ses démons se retrouvent également dans les idées fédéralistes du maréchal Jozef Pilsudski, qui-craignait, comme le rapporte Andrzej Nowak, l'éventualité suivante :

*L'union entre le traditionnel impérialisme de l'État russe, fondé sur son règne en Ukraine, et l'agressive idéologie communiste, qui ne pourrait satisfaire son appétit envahisseur après avoir avalé et transformé selon ses propres modèles les États qui, comme la Pologne, se trouveraient sur le chemin de son expansion.*¹¹³

À l'aube de la guerre polono-soviétique de 1920, le maréchal Pilsudski était conscient du danger que représenterait une Russie forte. L'un des ses collaborateurs, le général Anatol Listowski, qui lui succéda à la tête du front ukrainien, notait dans son journal les paroles de l'homme d'État polonais.

*Je joue ma dernière carte pour faire quelque chose pour l'avenir de la Russie, affaiblir de cette manière la future puissance de la Russie et, si c'est possible, aider à la création de l'Ukraine qui constituerait un barrage entre nous et la Russie et pendant de longues années celle-ci ne nous menacerait plus.*¹¹⁴

¹¹³ *Ibid*, p. 337.

¹¹⁴ Jerzy W. Borejsza, « La Russie moderne et l'Union soviétique dans l'historiographie polonaise après 1989 », *Cahiers du monde russe*, 40/3, Éditions EHESS, juillet-septembre 1999, p. 535.

Pilsudski est considéré comme le père du projet prométhéen. Ce mouvement avait pour but l'affaiblissement de la Russie tsariste, et plus tard de l'Union soviétique. Il regroupait des représentants de différents peuples qui se trouvaient sous le joug de Moscou.

L'idée fondamentale du mouvement prométhéen est la solidarité entre ses composantes nationales, dirigée non seulement contre l'ennemi et oppresseur bolchevique, mais contre l'ennemi russe en général, qu'il soit rouge ou blanc : c'est grâce à l'existence de cet ennemi commun que le mouvement pourra maintenir la cohésion entre des nationalités si disparates. Il s'agit bien d'un front prométhéen, qui se définit avant tout par l'opposition aux Russes.¹¹⁵

L'homme d'État polonais voulait fédérer les peuples en proie à la domination russe en un large mouvement indépendantiste. « À l'expansionnisme soviétique, la Pologne devait opposer sa propre idée de libération des nations opprimées.¹¹⁶ » Pilsudski et ses compagnons ont choisi le terme de « prométhéisme » en référence au mythe de Prométhée, symbole de la résistance à une autorité despotique. L'officier polonais Edmund Charaszkiewicz fut l'auteur d'un imposant document sur le projet mûri par Pilsudski. Il écrit :

Le créateur et l'âme de la conception prométhéenne, le maréchal Pilsudski, dès 1904, [...] a défini la nécessité d'utiliser les nombreuses nations non russes qui vivent sur les bords de la Baltique et des mers Noire et Caspienne, et a insisté sur le fait que la nation polonaise, de par son histoire, son amour de la liberté et sa résistance sans compromis, devrait, dans cette lutte, sans doute prendre le leadership et aider à la réalisation de l'émancipation d'autres nations opprimées par la Russie.¹¹⁷

Après l'échec des premières indépendances, le projet du maréchal se transforma en front antibolchevique regroupant des leaders politiques exilés, issus des peuples non russes, qui

¹¹⁵ Etienne Copeaux, « Le mouvement "prométhéen" », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, n°16, juillet-décembre 1993, p. 3-4.

¹¹⁶ Zbigniew Malecki, « A propos de la peu connue politique étrangère de la II^{ème} République », *Bulletin polonais* (Montréal), n°167, janvier 2009, p. 26.

¹¹⁷ Edmund Charaszkiewicz, *Collection des documents du Lt. Col. Edmund Charaszkiewicz, Introduction I, règles*, vol. 9, Cracovie : Księgarnia Akademicka, 2000, p. 56.

ont trouvé refuge dans diverses capitales européennes : Arméniens, Azéris, Géorgiens, Ukrainiens, etc. Dans le cadre de son action, Pilsudski a non seulement soutenu les peuples qui s'opposaient à la tutelle russe, mais aussi, après 1917, les Russes « blancs ». Il a aussi élaboré une série de principes que les nations qui avaient adhéré au projet se devaient d'observer. Les deux principaux sont les suivants : « Chaque nation devait respecter la souveraineté des autres et les différends entre ces nations étaient suspendus jusqu'à la libération de l'ensemble des parties sous domination russe.¹¹⁸ »

De cette manière, Pilsudski avait l'intention de créer un cordon sanitaire séparant la Pologne de la Russie. L'axe Pologne-Ukraine constitua la base du projet de Pilsudski qui trouva un allié en la personne du leader ukrainien nationaliste Symon Petlura. Les deux parties ont d'ailleurs conclu un pacte militaro-politique, signé en avril 1920. Presque un siècle plus tard, Varsovie plaide pour l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne et à l'OTAN.

2.1.2 L'influence des idées de Pilsudski et de Kultura

De nos jours, la diplomatie polonaise s'inspire aussi bien des idées de Mieroszewski que de la vision de Pilsudski. Il en résulte du reste une politique à l'égard du voisin russe basée sur la volonté d'entretenir avec lui des relations de partenariat, tout en affichant une détermination à avoir des intérêts autres que ceux de Moscou, d'où la conception « à deux voies ». Joanna Strzelczyk y voit un acquis de la diplomatie polonaise.

On doit traiter comme un succès extraordinaire de la politique étrangère polonaise la conception « à deux voies » qui puise ses racines aussi bien dans la pensée de Jozef Pilsudski que dans la vision de Juliusz Mieroszewski. Elle fut la seule politique officielle à l'extérieur, vis-à-vis de Moscou. [...], dont l'authenticité fut confirmée après le cours des événements. [...] La politique « à deux voies » est un exemple exceptionnel de l'efficacité de l'action sur la scène internationale.¹¹⁹

¹¹⁸ Ibid, p. 58-59.

¹¹⁹ Joanna Strzelczyk, *L'Échappée de l'Est : la Russie dans la politique polonaise, 1989-1993*, Varsovie : Rytm, 2002, p. 221.

Aujourd'hui, dans le sillage de cette politique, la Pologne s'est engagée dans diverses initiatives visant à contenir son puissant voisin. En effet, Varsovie soutient activement la société civile au Belarus. Depuis 2005, une radio de l'opposition biélorusse émet de Bialystok, à l'est de la Pologne. De même, un comité *Libre Caucase*, qui soutient la cause des indépendantistes tchéchènes, est très actif sur les bords de la Vistule, notamment dans la région de Cracovie. Ce comité bénéficie de la tolérance des instances gouvernementales en Pologne. Le gouvernement a supporté également le président ukrainien, le pro-occidental Victor Youchtchenko.

Nous remarquons que, depuis plusieurs décennies, la Pologne est très active en Ukraine, où elle a discrètement soutenu l'opposition (pro-occidentale) à l'ancien président Léonid Koutchma. Joanna Strzelczyk, qui, en tant que diplomate, a fait partie de la cellule Russie au ministère des Affaires étrangères de la Pologne, revient sur la proclamation par l'Ukraine de son indépendance le 24 août 1991, qui avait suivi la visite du président américain George Bush à Kiev.

Les événements en Ukraine semblaient être un cadeau inattendu, tombé du ciel, du point de vue de la raison d'État polonaise comme une autodétermination de Moscou et un attachement à l'Ouest. Et c'était le cas au moment même de leur déroulement que dans une longue perspective stratégique. L'indépendance de l'Ukraine repoussait l'impériale et l'insatiable Russie à l'est et l'éloignait de la Pologne. Enfin, en l'affaiblissant économiquement et militairement par la perte d'une partie conséquente de son territoire, elle émuaisait l'impérialisme (russe).¹²⁰

À l'image de Pilsudski, les dirigeants actuels ont fait de la consolidation de l'État ukrainien une étape importante visant à contenir la Russie. Toutefois, l'aspect le plus apparent de l'action de Varsovie réside dans les efforts des dirigeants polonais d'installer sur leur territoire un bouclier antimissiles américain. Ce sont là des éléments qui démontrent la volonté de la Pologne d'influer sur la situation dans la région, plus que tout autre pays, hormis la Russie.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 272.

La Pologne est un allié plus important que la Hongrie ou la République tchèque en Europe de l'Est et Centrale, et dans les années 1990 est devenue un « bon citoyen » (good institutional citizen), qui soutient les « actions communes » et dont la voix a une grande signification.¹²¹

D'un autre côté, à partir de 1993, les décideurs polonais trouvèrent un autre argument qui vient consolider la vision d'une Pologne étroitement liée aux États-Unis. En effet, c'est à cette époque que Moscou commença à définir sa politique extérieure en imposant l'idée d'une sphère d'influence nécessaire à la défense de l'intérêt national de la Russie. Dans le but de retrouver son autorité et sa puissance d'antan, Moscou envisagea de reconquérir et d'influencer les populations et les ressources de certaines régions stratégiquement importantes. « La nostalgie pour le passé de l'empire communiste ne s'est pas éteinte dans les rangs d'une armée (russe) toujours plus puissante¹²² », écrivait alors la politologue Jadwiga Lukanty dans la presse de la diaspora polonaise à Chicago.

Trois événements relancèrent encore cette tendance qui, pour Moscou, répond à une logique traditionnelle et historique. Le 5 octobre 1999, le Kremlin a approuvé le Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie. Quelques semaines plus tard, on évoqua « la possibilité de déployer des armes nucléaires et des missiles de moyenne portée en Biélorussie et dans l'oblast de Kaliningrad.¹²³ » À la même période, l'avènement de Vladimir Poutine au pouvoir au Kremlin fit prendre conscience aux décideurs polonais de l'urgence d'avoir un soutien fiable de l'extérieur pour rivaliser avec la Russie, comme cela s'est passé lors de la bataille pour le contrôle de la principale raffinerie de Lituanie, celle de Mažeikiai.

Indéniablement, les relations polono-russes constituent l'élément le plus important de la stabilité en Europe centrale et orientale. Toutefois, elles sont souvent teintées d'une grande passion. De ce fait, l'orientation pro-américaine de la politique étrangère de la

¹²¹ Ryan C. Hendrickson, *Journal Slavic Military Studies*, "NATO expansion to the east: NATO's Visegrad Allies: the first test in Kosovo", cité dans Kerry Longhurst, *op. cit.*, p. 66.

¹²² Jadwiga Lukanty, « Est-ce que la Russie nous menace? », *Relax*, 17 septembre 1994, p. 26.

¹²³ Irina Kobrinskaia, « La réaction de la Russie au nouveau Concept stratégique de l'OTAN », in Yves Boyer et Isabelle Facon (dir.), *La politique de sécurité de la Russie. Entre rupture et continuité*, Paris : Ellipses, 2000, p. 188.

Pologne rencontre un véritable consensus des élites, notamment les intellectuels issus de la dissidence anticomuniste, ce qui s'explique essentiellement par le primat de la sécurité. Le passé douloureux qu'a connu la Pologne, pays frontalier de l'Allemagne et de la Russie, a sans conteste influencé les dirigeants polonais dans leur décision d'envoyer des soldats en Irak. Il est important de relever qu'en Europe de l'Est, le courant réaliste cher aux décideurs américains a ses propres relais et ses fervents défenseurs, notamment dans les médias et à travers diverses fondations, dont la fondation Fullbright.

Presque vingt ans après la chute du mur de Berlin, la plupart des grands acteurs politiques de la Pologne démocratique, comme Adam Michnik, l'influent rédacteur en chef du quotidien *Gazeta Wyborcza*, le président Lech Kaczynski, son prédécesseur Aleksander Kwasniewski, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Bronislaw Geremek, ou l'ancien conseiller de ce dernier, Stefan Meller, jugent que leur vision de la diplomatie polonaise est fortement imprégnée de la pensée de *Kultura*. Celle-ci s'est érigée en doctrine dans le domaine sécuritaire. Zbigniew Brzezinski reconnaît aussi son apport décisif.

Les fondateurs de Kultura, surtout Giedroyc et Mieroszewski, ont su combiner une application de principes fondamentaux avec une stratégie historique bien située dans le temps. [...] Leur engagement patient et obstiné dans cette entreprise a rencontré de plus en plus de soutien. Il a fait de Kultura le centre intellectuel non seulement de la Pologne, mais aussi de l'Europe centrale et orientale. Pour les États-Unis, aussi bien pour l'Europe, Kultura fut un centre de pensée stratégique et de politique de principe.¹²⁴

La déclaration de l'ancien conseiller du président américain Jimmy Carter n'est pas anodine. Les thèses de Giedroyc et de Mieroszewski ont été reprises par la majorité des élites polonaises, parmi lesquelles on trouve les plus grands avocats du rapprochement entre Polonais et Américains. Martin Wlodarczyk écrit :

¹²⁴ J.-Y. Potel, *loc. cit.*, p.116.

*Rayée de la carte pendant plus d'un siècle (entre 1795 et 1918), la Pologne s'est dotée d'une riche mythologie nationale visant à compenser ses frustrations historiques et à démontrer qu'elle demeurerait une nation bien vivante. Cette mythologie fait aujourd'hui l'objet d'une mise à plat, dont la revue Kultura a été la plus prestigieuse inspiratrice.*¹²⁵

Sans conteste, la Pologne a fait de sa politique orientale une priorité de sa politique étrangère, cherchant à convaincre ses partenaires sur les deux rives de l'Atlantique. « La Pologne aura pour but de rendre à l'avenir sa politique orientale une politique orientale de l'Union européenne et de l'OTAN¹²⁶ », écrivait, il y a une décennie, l'ancienne vice-ministre des Affaires étrangères Grazyna Bernatowicz, tout en soulignant l'apport de Giedroyc et Mieroszewski à la diplomatie polonaise. Slawomir Debski abonde dans le même sens : « Après 1989, les conceptions de Mieroszewski, continuées et plus tard propagées par [...] Jerzy Giedroyc, sont devenues l'un des éléments essentiels du consensus politique polonais en matière de politique étrangère.¹²⁷ »

2.2 La quête de la sécurité

2.2.1 Le primat de la sécurité dans la politique de défense polonaise

Au sortir de l'ère communiste, les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) se sont attelés à renforcer leur souveraineté. Dans un contexte marqué par la désintégration de l'ex-Union soviétique, il s'est avéré que leurs aspirations passaient par des garanties sécuritaires qui leur permettraient de s'extirper du giron russe. À la veille de la seconde vague d'élargissement de l'OTAN à l'est, Julie Smith expliquait ainsi les motivations des nouveaux membres de l'Alliance (Hongrie, Pologne, République tchèque), ainsi que celles des membres potentiels :

¹²⁵ M. Włodarczyk, *loc. cit.* (version électronique)

¹²⁶ Grazyna Bernatowicz, *Les priorités de la politique étrangère polonaise*, janvier 1999, (en ligne) <http://www.polska.ru/turystyka/artykuly/pl/priorytety.html>, (page consultée le 18 février 2009)

¹²⁷ Slawomir Debski, « La politique orientale – mythe et doctrine », *Polski Przegląd Dyplomatyczny*, n°3 (31), Varsovie, 23 mai 2006, p. 7.

*Pour plusieurs de ces pays, l'Alliance est considérée comme, pour le moins, aussi importante que l'appartenance à l'UE, car elle offre des garanties de sécurité que l'Union européenne ne possède pas. Il est donc inévitable qu'ils devraient soutenir leurs alliés ou alliés potentiels au sein de l'Alliance.*¹²⁸

Howard E. Frost est encore plus catégorique : « Les pays d'Europe centrale et orientale voulaient devenir membres de l'OTAN afin de pouvoir bénéficier de la protection offerte par le Traité de l'Atlantique Nord, plus particulièrement celle garantie par l'article 5.¹²⁹ » La tendance, relevée par J. Smith et H. E. Frost, est visible dans l'action des dirigeants de la Pologne d'après-1989. En effet, la dimension sécuritaire est omniprésente dans la politique étrangère polonaise. Elle repose essentiellement sur trois caractéristiques¹³⁰. Tout d'abord, cette politique est liée à la quête de la sécurité nationale. Pour l'académicien Roman Kuzniar, « quelqu'un de l'extérieur, et qui ne comprend pas les raisons, pourrait même élaborer la thèse du primat du problème de sécurité dans la politique étrangère de la Pologne.¹³¹ » La seconde caractéristique concerne la nécessité de la quête de la sécurité à l'extérieur, dans le système international, en s'alliant à des institutions ou à des États, qui sont aptes, d'une façon crédible, à assurer à la Pologne sa sécurité. Enfin le passé tragique a, en partie, façonné la politique de la Pologne basée sur la recherche de la sécurité.

D'après Olaf Osica et Marcin Zaborowski, deux auteurs polonais réputés proches de l'influent Centre des Relations Internationales à Varsovie, la position dominante de l'aspect sécuritaire dans l'action de Varsovie sur la scène internationale ne fait pas l'ombre d'un doute dans l'explication de l'atlantisme des élites locales. Ce qui explique pourquoi les garanties de sécurité revêtent une priorité de premier ordre dans la politique étrangère polonaise. « En Pologne [...], on accorde une grande importance aux

¹²⁸ Julie Smith, "The Future of the European Union and the Transatlantic Relationship", *International Affairs*, n°79, mai, 2003, p. 948.

¹²⁹ Howard E. Frost, "Eastern Europe's Search for Security", cité dans Rémi Hyppia, *L'OTAN dans l'après-guerre froide. L'ouverture à l'Est*, Montréal : Harmattan, 1997, p. 61.

¹³⁰ O. Osica et M. Zaborowski, *op. cit.*, p. 13.

¹³¹ R. Kuzniar, *op. cit.*, p. 15.

dispositions du Traité de Washington tel qu'énoncé dans son contexte initial. Les craintes liées à des garanties sécuritaires évoquées dans l'art. 5 sont toujours présentes.¹³² »

Pour rappel, l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, baptisé « clause mousquetaire », stipule que :

*Une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles (parties) survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence, elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles [...] assistera la partie ou les parties ainsi attaquée(s) en prenant aussitôt, individuellement et en accord avec les autres parties, y compris l'emploi de la force militaire, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord.*¹³³

Jacques Rupnik propose également plusieurs éléments explicatifs de l'orientation « pro-américaine » de la politique étrangère polonaise. Chez lui aussi, la sécurité est considérée comme une priorité dans la politique étrangère de la Pologne. D'après le politologue français, « le plus important est sans conteste le primat de la sécurité, ancré dans une lecture particulière de l'histoire du XX^{ème} siècle.¹³⁴ » Il estime d'ailleurs que ce facteur est plus important que « l'appartenance à l'Occident, l'attachement aux valeurs partagées de part et d'autre de l'Atlantique, le « rêve américain » ou bien la volonté de Varsovie, par son statut d'allié privilégié de Washington, de peser sur la scène européenne.¹³⁵ » Ce constat se reflète dans la posture des élites polonaises par rapport à la relation avec le partenaire américain. Systématiquement, nous remarquons une unanimité que nous retrouvons rarement dans d'autres pays. « Le consensus des élites polonaises sur l'orientation principale de la politique étrangère est surtout déterminé par la perception qu'elles ont des États-Unis comme garants incontournables de la sécurité de la Pologne et, plus généralement, de l'Europe.¹³⁶ »

¹³² D. Dunn, *op. cit.*, p. 143.

¹³³ Article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, site de l'OTAN, <http://www.nato.int>, (page consultée le 1 mars 2009)

¹³⁴ J. Rupnik, « La Pologne à l'heure américaine », *loc. cit.*, p. 140.

¹³⁵ *Ibid.* p. 140.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 141.

Les Polonais ont du reste l'habitude de dire : « Personne n'a jugé bon de mourir pour Sarajevo, comme il ne s'est trouvé personne pour donner sa vie pour Gdansk.¹³⁷ » Cette phrase, devenue une référence, résume parfaitement les réticences de la Pologne à l'égard d'une coopération étroite avec les États européens. Les Polonais perçoivent les États-Unis comme le pays le plus apte à leur garantir de mener à bien leur politique orientale. Même au sein du Triangle de Weimar, regroupant l'Allemagne, la France et la Pologne, le dialogue politique est marqué par l'apathie.

Pour la Pologne, l'avenir, d'une Europe qui s'unit, est une question trop importante pour la laisser uniquement entre les mains d'Européens qui se querellent, surtout des Français, qui sont extrêmement pointilleux par rapport à la question du leadership économique et culturel en Europe. [...] Pour la Pologne, le maintien de la présence des États-Unis est une question du moins aussi importante que, pour les politiciens français, les tentatives d'éliminer l'influence américaine d'Europe.¹³⁸

Le primat de la dimension sécuritaire dans la politique étrangère de la Pologne est intimement lié à la présence américaine sur le Vieux Continent. Ceci nous pousse à voir en quoi consiste le caractère exceptionnel des relations entre les deux États.

2.2.2 Les liens privilégiés avec les États-Unis

Lors de la crise irakienne, la Pologne fut confrontée pour la première fois à un choix entre son partenaire américain et les pays européens réticents à l'idée d'attaquer le régime de Saddam Hussein. Varsovie opta pour une participation active à l'opération au Moyen-Orient, se réservant des attaques virulentes du duo germano-français. La décision du gouvernement polonais s'explique essentiellement par ses préoccupations d'ordre

¹³⁷ Expression populaire en Pologne voulant être une allusion au « lâchage » de la Pologne par les Alliés lors de l'offensive des armées nazies sur la ville de Gdansk, au début de septembre 1939. Origine indéterminée.

¹³⁸ Jerzy Jastrzebowski, *Plus-Minus*, Entretien, 4 octobre 2000, (en ligne), <http://www.tvp.pl/plusminus/> (page consultée le 15 mars 2009)

sécuritaire. « Les autorités de Varsovie soutiennent [...] sans états d'âme la position américaine. Car il s'agit d'un choix stratégique.¹³⁹ »

Le deuxième signe a une connotation économique, mais n'est pas pour autant insignifiant. En décembre 2002, Varsovie s'est décidée pour l'achat d'avions F16 américains, rejetant les offres suédoise et franco-allemande. Cette décision, prise une semaine après le sommet de Copenhague, annonçant l'élargissement de l'Union européenne a fortement irrité les dirigeants français et allemands.

Il est clair que les États-Unis sont la seule puissance pouvant soutenir Varsovie dans sa quête de garanties sécuritaires, ce qui est largement reconnu en Pologne.

Indépendamment de la coloration du gouvernement polonais (gauche ex-communiste ou droite conservatrice), il existe au sein de l'élite polonaise un consensus sans faille sur la priorité donnée à l'alliance avec les États-Unis dans la politique étrangère de la Pologne. L'opinion publique polonaise a une image positive des États-Unis et un soutien plus prononcé à ce pays à l'inverse des pays d'Europe de l'Ouest. Olaf Osica écrit :

Dans la conscience de l'élite polonaise, une idée est profondément enracinée : même si les États européens possédaient un potentiel qui leur permettrait une action autonome, ou bien ils ne seraient pas prêts à l'utiliser pour défendre la Pologne, ou bien aussi ils ne sauraient pas entreprendre une opération efficace eu égard à leurs intérêts divergents. En d'autres termes, dans la relation de la Pologne envers l'Europe par rapport aux questions sécuritaires, en tout temps il existe une forte dose d'incertitude, pour ne pas dire de manque de confiance.¹⁴⁰

La préférence pour les États-Unis est due au manque de confiance dans les garanties européennes en matière de sécurité. En effet, il n'y a presque aucune expérience négative dans les relations américano-polonaises. Dans la Pologne d'après-1989, à l'inverse d'autres pays européens (notamment la France), il y a eu au sein des élites politiques polonaises unanimité à l'égard des aspirations atlantistes. Les intellectuels issus de la

¹³⁹ Dominique Lagarde et Bernard Osser, « Atlantisme. Le rêve américain », *L'Express*, 6 mars 2003, p. 56.

¹⁴⁰ Olaf Osica, « À la recherche d'un nouveau rôle. La Pologne en tant que nouvel acteur de la politique transatlantique de sécurité », in Olaf Osica et Marcin Zaborowski (dir.), *op. cit.*, p. 88.

dissidence se sont rapidement identifiés avec l'Amérique comme puissance antitotalitaire engagée dans la « promotion de la démocratie ». Jacques Rupnik écrit :

*C'est ce qui explique que des figures telles que Adam Michnik, le directeur de Gazeta Wyborcza, ou l'historien Bronislaw Geremek aient adhéré au Comité pour la libération de l'Irak basé à Washington. Michnik expliqua son choix comme un reniement de l'engagement européen, mais précisément comme la continuation du combat antitotalitaire : la menace de la terreur islamiste du Sud remplaçait celle du communisme venu de l'Est.*¹⁴¹

De ce fait, même si l'opinion publique fut majoritairement hostile à l'intervention en Irak, la classe politique polonaise approuva le président George W. Bush, à de rares exceptions, tel Jacek Kuron, l'ancien dissident du courant communiste. Comme le remarque Jacques Rupnik, « il est intéressant de noter cependant que les élites polonaises aient décidé d'ignorer superbement l'opposition à la guerre des deux figures polonaises les plus connues internationalement : le pape Wojtyla et Zbigniew Brzezinski.¹⁴² »

L'histoire des relations de la Pologne avec les puissances européennes et les nombreux partages du pays constituent un souvenir douloureux, qui rend difficile la coopération avec ces puissances. La remise en cause par Varsovie de la proposition initiale du traité de Nice accroît ce sentiment, ce qui entretient une méfiance à l'égard des pays moteurs de l'Union européenne, que sont la France et l'Allemagne.

La Pologne cherche à faire entendre sa voix, non plus comme un pays satellite, mais comme une nation, dont l'histoire dramatique explique la nécessité de préserver son territoire. Au fur et à mesure que des litiges apparaîtraient entre la Pologne et le couple germano-français, l'irritation à l'égard de l'Europe gagnerait en intensité, et Varsovie serait plus encline à resserrer ses liens avec les États-Unis, dont la puissance exerce indéniablement un grand attrait sur les Polonais. Olaf Osica résume ainsi le tropisme américain des élites polonaises:

¹⁴¹ J. Rupnik, « La Pologne à l'heure américaine », p. 143-144.

¹⁴² *Ibid.*, p. 144.

La force de réaction de Washington sur la politique polonaise est fonction de deux éléments. D'un côté, c'est le potentiel politique et militaire des États-Unis, qui correspond au traditionnel respect de la sécurité en Pologne, c'est-à-dire à son identification à la force des armes et à la fermeté dans son utilisation. De l'autre côté, la forte position des États-Unis résulte de la faiblesse militaire et de l'indécision politique des États européens.¹⁴³

Nous pouvons donc admettre que l'attraction qu'exerce l'Amérique a joué un grand rôle dans le processus d'adhésion de la Pologne à l'Alliance atlantique.

2.2.3 L'appartenance à l'OTAN et la politique de défense

Depuis le 12 mars 1999, la Pologne est membre à part entière de l'OTAN, un statut qu'elle a donc acquis dès la première vague d'élargissement aux jeunes démocraties d'Europe orientale et centrale.

Durant la Guerre froide, l'OTAN s'est érigée en garant de la sécurité de l'Europe occidentale. Sitôt le mur de Berlin disparu, dans les pays libérés de l'emprise de l'ex-Union soviétique les aspirations pour rejoindre l'Alliance transatlantique apparurent au grand jour. Déjà en 1993, on « affirmait sans détours que les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale souhaitent devenir membres à part de l'OTAN. Elles y trouveraient, pensent-elles, une garantie militaire solide contre des menaces extérieures et un moyen de promouvoir leur stabilité politique.¹⁴⁴ » La Pologne ne dérogea pas à cette règle.

Depuis l'adhésion de leur pays aux structures de l'OTAN, les élites polonaises soulignent systématiquement que la politique de défense de la Pologne est étroitement liée à celle de l'Alliance transatlantique. « Toute nouvelle modification des frontières en Europe, que ce soit par la force ou à l'aide de putschs, doit être traitée par l'Europe comme une menace

¹⁴³ O. Osica, *op. cit.*, p. 85.

¹⁴⁴ *Security for Europe Project. Final Report*, Center for Foreign Policy Development of the Thomas J. Watson Jr. Institute for International Studies, Brown University, décembre 1993. Recherche réalisée avec la contribution de quatorze instituts de la République tchèque, d'Allemagne, de Hongrie, de Pologne, de Russie, de Slovaquie et d'Ukraine.

et doit rencontrer une réponse proportionnelle de la part de toute la communauté transatlantique¹⁴⁵ », dit le ministre des Affaires étrangères, Radek Sikorski, lors d'un débat organisé par la *Fondation Batory*. Ce sentiment pousse les dirigeants polonais à cautionner les projets de l'OTAN. Le Premier ministre Leszek Miller fut l'un des signataires de la « Lettre des huit », affirmant la primauté du « lien transatlantique garantie de notre liberté.¹⁴⁶ » Aujourd'hui, il est de notoriété publique que Varsovie a participé à l'invasion en Irak, même si le gouvernement a mis du temps à admettre que ses troupes avaient servi durant l'opération « Liberty Iraq ».

Chez les dirigeants polonais, on remarque une tendance à mettre l'accent sur le pouvoir de l'OTAN à s'opposer à toute agression de l'extérieur et à considérer l'article 5 du Traité de Washington comme la source de la force de l'OTAN. Pour Rémi Hyppia, « les pays d'Europe centrale et orientale voulaient devenir membres de l'OTAN afin de pouvoir bénéficier de la protection offerte par le Traité de l'Atlantique Nord, plus particulièrement celle garantie par l'article 5.¹⁴⁷ »

Un autre politologue, en l'occurrence Jacques Rupnik, remarque chez les décideurs polonais « une propension à mettre de l'avant l'importance des liens transatlantiques et une opposition aux tentatives de conférer à l'Union européenne une plus grande autonomie par rapport à l'OTAN dans le cadre de la PESDC.¹⁴⁸ » Marcin Zaborowski et Kerry Longhurst notent la même préférence aux liens transatlantiques : « L'approche de Varsovie à l'égard de la PESD dépend de l'évaluation de sa complémentarité ou non avec le renforcement des relations transatlantiques.¹⁴⁹ »

La Politique européenne de sécurité et de défense (PESD), dont l'objectif avéré est la gestion des crises hors du territoire de l'Union européenne, représente une question qui

¹⁴⁵ Radek Sikorski, débat sous le titre « La politique étrangère devant de nouveaux défis », Fondation Batory, Varsovie, 22 novembre 2008.

¹⁴⁶ « United We Stand », Lettre publiée dans le *Wall Street Journal*, le 30 janvier 2003 (parmi les signataires figuraient les chefs de gouvernements du Danemark, de la Grande-Bretagne, de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal, de la Pologne, de la Hongrie et du président tchèque, (en ligne), <http://opinionjournal.com/extra/?id=110002994>, (page consultée le 6 mars 2009)

¹⁴⁷ R. Hyppia, *op. cit.*, p. 61.

¹⁴⁸ J. Rupnik, « La Pologne à l'heure américaine », *loc. cit.*, p. 142.

¹⁴⁹ M. Zaborowski et K. Longhurst. *loc. cit.*, p. 1019.

envenime les relations entre les membres européens de l'OTAN. Lors des célébrations du cinquantenaire de l'OTAN, en mars 1999, le premier ministre britannique Tony Blair a exprimé, dans son discours intitulé *"NATO, Europe and Our Future Security"*, l'ambition des pays européens de jouer un rôle plus important en matière de sécurité :

*Nous, Européens, ne devrions pas nous attendre à ce que les États-Unis aient à jouer un rôle dans tout désordre dans notre cour-arrière. Les Européens devraient être en mesure d'assumer certaines tâches de sécurité. Nous ferons mieux grâce à un effort européen commun que par l'action de pays agissant individuellement.*¹⁵⁰

Dans ce domaine, même s'ils estiment que l'Europe devrait jouer un plus grand rôle dans sa défense, les dirigeants américains ont très tôt montré des réticences à l'égard de la PESDC, à laquelle ils ont essayé, sans succès, de substituer l'ancien projet de défense, Identité européenne de sécurité et de défense (IESD), né dans les années 1990 et censé donner plus de garanties au leadership des États-Unis en Europe. La position de la Pologne par rapport à cette problématique est assez singulière au sein de l'Union européenne. Ce pays « est soudainement devenu le principal partisan d'une position forte et stable des États-Unis en Europe¹⁵¹ », écrivait, en 2001, Boguslaw Winid, futur vice-ministre polonais de la Défense et actuel représentant permanent de Varsovie à l'OTAN et à l'UEO (Union de l'Europe Occidentale). Ainsi, certains observateurs vont jusqu'à qualifier la Pologne de « nouveau modèle d'allié¹⁵² » des États-Unis.

Dans la perception polonaise, les États-Unis et l'OTAN ont « la fonction d'un égalisateur de puissance¹⁵³ » sur la scène européenne, non seulement face à la menace russe, mais surtout à l'Allemagne et au leadership du couple franco-allemande au sein de l'UE. « L'apparition, pendant la crise irakienne, d'un axe diplomatique Paris-Berlin-Moscou censé faire contrepoids aux États-Unis évoquait, vu de Varsovie, un « nouveau Rapallo »

¹⁵⁰ Peter Van Ham, *Europe's New Defence Ambitions: Implications for NATO, the U.S., and Russia*, Centre européen d'études de sécurité. Groningen: Éditions George C. Marshall, avril, 2000, p. 8-9.

¹⁵¹ Boguslaw Winid, « Les problèmes de sécurité internationale dans les relations polono-américaines dans les années 1989-2000 », in Roman Kuzniar (dir.), *La politique polonaise de sécurité 1989-2000*, Varsovie : Institut des Relations Internationales, 2001, p. 175.

¹⁵² Expression proposée par David Dunn, *op. cit.*, p. 143.

¹⁵³ Voir J. Rupnik., « *La Pologne à l'heure américaine* », *loc. cit.*, p. 143.

et ne pouvait que renforcer un réflexe atlantiste.¹⁵⁴ » D'où la tendance d'une partie des élites politiques polonaises à voir dans la posture atlantiste de leur pays la chance d'une alliance stable entre Varsovie et Washington qui pourrait en définitive « renforcer les ambitions polonaises afin d'occuper une position dominante en Europe centrale et orientale.¹⁵⁵ » Rick Fawn évoque le soutien polonais à l'intervention en Irak : « Les dirigeants polonais ont décidé de rehausser la position de la Pologne avant la guerre en Irak et ont estimé qu'un soutien aux États-Unis durant la guerre pourrait faire de Varsovie leur principal allié en Europe.¹⁵⁶ »

2.2.4 La peur de l'axe Berlin-Moscou et ses répercussions

2.2.4.1 Entre antipolonisme russe et revendications allemandes

Aussi bien en Allemagne qu'en Russie, on identifie des foyers d'antipolonisme qui suscitent des craintes en Pologne. Le ressentiment anti-polonais de certains cercles russes prend ses racines dans la période qui a vu la disparition de l'État polonais à partir de l'année 1795, comme le suggère l'historien Stefan Meller, ancien ministre polonais des Affaires étrangères et ancien ambassadeur à Moscou :

Tout Polonais se retrouvant au sein de l'Empire des Tsars devient [...] sujet de Sa Majesté le Tsar de Toutes les Russies. Le Tsar de Toutes les Russies est en même temps roi de Pologne. Et ces Polonais, avec toutes leurs insurrections de la fin du 18^{ème} siècle et à travers le 19^{ème}, se révoltent sans cesse, donc ils sont traîtres au roi de Pologne. [...] Même dans le monde scientifique (russe), j'ai trouvé des gens qui se servaient de ces arguments.¹⁵⁷

¹⁵⁴ Daniel Dombey, "Setback for EU Energy Policy as Poles Protest", Financial Times, 8 mai 2006, cité dans J. Rupnik, « La Pologne à l'heure américaine », p. 143.

¹⁵⁵ Adrian Hyde-Price, « Poussée continentale? La Pologne et les changements des liens transatlantiques », in Olaf Osica et Marcin Zaborowski (dir.), *op. cit.*, p. 55.

¹⁵⁶ Rick Fawn, "Central and Eastern Europe: Independent Actors or Suppliant States?", in Rick Fawn et Raymond Hinnebusch, *The Iraq War Causes and Consequences*, London : Lynne Rienner Publishers, 2006, p. 89.

¹⁵⁷ Stefan Meller, Exposé « Rapports entre la Russie et la Pologne », Varsovie, 2 octobre 2007, (en ligne), http://www.skubi.net/meller_fr.html (page consultée le 15 juin 2009)

L'historien Andrzej Nowak, qui est également rédacteur en chef de la revue bimensuelle « Arcana », met l'accent sur la présence de relents anti-polonais dans l'historiographie russe. Dans un entretien publié par le quotidien de Cracovie, *Dziennik Polski*, sous le titre « *Rehabilitacja imperium* » (*La réhabilitation de l'empire*), il affirme :

*Dans des livres, publiés à grand tirage, une mauvaise image de notre pays domine. La Pologne y est représentée comme un ennemi, un pays qui complotte continuellement contre la Russie, qui a collaboré avec le II^{ème} Reich, qui a voulu attaquer l'Union soviétique, une agression évitée grâce à la politique intelligente de Staline.*¹⁵⁸

Dans l'ouvrage *Histoires des traditions politiques. Pilsudski, Poutine et les autres*, Andrzej Nowak fait état de « centaines d'œuvres publiées également souvent dans des maisons d'édition prestigieuses en Russie signées de noms et des titres des institutions académiques les plus illustres de Russie.¹⁵⁹ »

Il est vrai que la Pologne est régulièrement présentée par une partie des officines russes comme l'« agresseur historique ». D'un côté, ce genre d'opinions sert à donner une explication à l'entrée de l'armée soviétique en Pologne, le 17 septembre 1939, ainsi qu'aux exactions, auxquelles furent soumis les bataillons de l'Armia Krajowa (Armée du Pays) que formaient les partisans polonais farouchement nationalistes.

Avec l'avènement des années Poutine et l'exacerbation des relations entre Moscou et Varsovie, les écrits anti-polonais se sont multipliés. L'exemple le plus connu consiste en l'œuvre de l'historienne Elena Iakovleva. Dans son livre *Polcha protiŭ SSRR 1939-1950* de 412 pages, l'éditorialiste du journal *Rossijska Gazieta* écrit :

*Sous la tutelle russe les Polonais avaient tous les droits, dans les provinces occidentales ils avaient plus de droits que le reste des sujets du Tsar. Malgré cela, c'est la Pologne de l'entre-deux-guerres qui dès les débuts a ouvertement fait montre d'une haine pour tout ce qui était russe, aussi bien à l'égard des Blancs que des Rouges.*¹⁶⁰

¹⁵⁸ Andrzej Nowak, « La réhabilitation de l'empire », entretien, *Dziennik Polski*, 24 juin 2008, p. 10.

¹⁵⁹ A. Nowak, *Histoires des traditions politiques. Pilsudski, Poutine et les autres*, Cracovie : Arcana, 2007, p. 348.

¹⁶⁰ Elena Iakovleva, « La Pologne contre l'URSS 1939-1950 » (*Polcha protiŭ SSRR 1939-1950*), citée dans Jerzy Robert Nowak, « Antipolonisme mensonger en Russie », *Nasz Dziennik*, 18 octobre 2008, p. 20.

Au centre de la querelle latente entre intellectuels russes et polonais, on retrouve l'affaire des officiers de l'armée polonaise exécutés au printemps 1940 par la police politique de l'ex-Union soviétique, le NKVD (l'ancêtre du KGB), dans la région de Katyn, en pleine forêt. D'après Materski, au début des années 1990, l'ex-dirigeant soviétique Michail Gorbatchev avait initié une démarche pour faire la lumière sur l'énigme de Katyn.

L'élaboration de travaux de recherche, dont le but était de révéler du matériel d'archives relatif à des événements et faits de l'histoire des relations bilatérales polono-russes qui se seraient soldés par des pertes de la partie russe[...] Pour les historiens accommodants, qui durant des décennies ont donné du crédit au système, le signal était évident : le pouvoir attend, que de tels « faits » seront rapidement établis.¹⁶¹

C'est durant cette même période que firent leur apparition des accusations véhiculées par certains historiens russes, selon lesquelles les Polonais auraient massacré dans les années 1920-21 des dizaines de prisonniers bolcheviques. Dans les cas extrêmes, on avance même le chiffre de 80 000 tués. Un document élaboré par les deux parties fait état de la mort, dans les camps polonais, d'environ 16-20 000 prisonniers russes, mais ceux-ci « n'ont pas subi une extermination voulue par les autorités des camps polonais. La raison principale de la mort des prisonniers est liée à des maladies contagieuses dues aux mauvaises conditions sanitaires dans les camps.¹⁶² » Depuis la disparition de l'Union soviétique, le débat autour de ces événements n'a pas vraiment cessé, exacerbant les relations entre les deux pays.

En outre, Elena Iakovleva, la critique la plus virulente des thèses polonaises, estime que le but de Varsovie est d'obtenir des dédommagements inhérents aux événements du passé, y compris le massacre de Katyn.

¹⁶¹ J. R. Nowak, *loc. cit.*, p. 20.

¹⁶² « Les résultats polono-russes relatifs au destin des militaires de l'Armée Rouge prisonniers des Polonais (1919-1922) », *Naczelna Dyrekcja Archiwów Państwowych* (Direction Supérieure des Archives Nationales), (en ligne), [Polsko-Rosyjskie ustalenia dotyczące losów czerwonoarmistów w niewoli polskiej \(1919-1922\)](#), (page consultée le 19 mai 2009)

*Les Polonais ont eu leur guerre – sans victoire, et les Russes la leur – victorieuse. [...] La victoire dans la guerre appartient à ceux qui l'ont obtenue. [...] En ce qui a trait aux soi-disant factures présentées ou préparées par la partie polonaise, il faut d'avance préparer un cachet avec la mention : « payé le 9 mai 1945 ».*¹⁶³

D'après Moscou, ce jour symbolise la date officielle de la libération de la Pologne (par l'armée soviétique) de l'occupation allemande. Les nombreuses publications anti-polonaises dans la presse moscovite minent la confiance des autorités polonaises dans les bonnes intentions de Moscou, ce qui pousse Varsovie à une quête de garanties sécuritaires. « L'absence de confiance dans les relations polono-russes a eu un impact significatif sur la politique polonaise de sécurité et de défense¹⁶⁴ », soutiennent Marcin Zaborowski et Kerry Longhurst.

L'autre source de craintes polonaises demeure le puissant lobby que forment les milliers d'Allemands rapatriés du territoire polonais à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Une grande partie d'entre eux a dû fuir des territoires attribués à la Pologne en compensation des territoires orientaux saisis par l'Union soviétique. « Les Vertriebene, ces 12 millions d'Allemands chassés après la guerre de leurs terres [...]. Ils devaient fuir pour céder la place à des millions de Polonais, eux aussi chassés de leurs propres territoires de l'Est, annexés par l'Union soviétique.¹⁶⁵ »

Erika Steinbach, la présidente de la Fédération allemande des expulsés (BdV), fille d'un officier nazi et née en Poméranie (région aujourd'hui appartenant à la Pologne), est devenue la bête noire des autorités de ce pays. La députée de l'Union chrétienne démocrate (CDU) conservatrice de la chancelière Angela Merkel « est connue en particulier pour avoir refusé de voter la reconnaissance définitive de la frontière germano-polonaise à l'époque de la réunification allemande en 1990.¹⁶⁶ »

¹⁶³ J. R. Nowak, *loc. cit.*, p. 21.

¹⁶⁴ M. Zaborowski et K. Longhurst, *loc. cit.*, p. 1022.

¹⁶⁵ Heike Schmidt, « Allemagne/Pologne : le dialogue remplace la confrontation », Site de *Radio France International*, article mis en ligne le 11 décembre 2007, http://www.rfi.fr/actufr/articles/096/article_60169.asp, (page consultée le 3 avril 2009)

¹⁶⁶ François Becker, « L'Allemagne veut désamorcer une controverse avec Varsovie », *Agence France Presse*, 27 février 2009.

Dès son arrivée au pouvoir, le premier ministre polonais Donald Tusk, qui lui-même est originaire de Poméranie a, en gage de bonne volonté, soutenu l'idée de l'érection à Berlin d'un mémorial pour commémorer les déplacements de populations après la guerre.

Toutefois, la Pologne s'est catégoriquement opposée à la proposition de voir Erika Steinbach siéger dans les instances dirigeantes du futur centre. « Varsovie craint que sa présence à la direction du mémorial puisse conduire à mettre sur le même plan les souffrances des victimes du nazisme et celles des Allemands expulsés.¹⁶⁷ »

Les thèses de Steinbach sont systématiquement reprises par l'extrême-droite allemande, essentiellement par le Parti national-démocrate qui est très puissant aux frontières de la Pologne. Le député de cette formation au parlement régional du Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, Tino Mueller, a ouvertement exigé la restitution des terres allemandes. « La reconnaissance des terres représentant une patrie pour 15 millions d'Allemands comme un territoire extirpé de l'Allemagne est un mensonge de l'Histoire¹⁶⁸ », a-t-il affirmé. L'existence de telles opinions au sein de la classe politique allemande, surtout en Poméranie Occidentale frontalière avec la Pologne, n'est pas sans irriter Varsovie qui « craint qu'à travers un centre de mémoire pour les expulsés, l'Allemagne souhaite imposer une nouvelle lecture de l'histoire.¹⁶⁹ »

Combinées avec la coopération de plus en plus étroite entre l'Allemagne et la Russie, les manifestations d'antipolonisme dans ces deux pays font craindre des lendemains difficiles, voire une répétition de l'histoire, pour les Polonais.

2.2.4.2 Les liens germano-russes

L'atlantisme de la Pologne repose également sur la méfiance de Varsovie à l'égard de ses puissants voisins européens. Le programme politique de *Kultura* avait pour objectif, entre autres, « d'assurer la sécurité de la Pologne vis-à-vis de l'Allemagne et de la Russie, résolvant le dilemme historique de sa diplomatie, tiraillée entre orientations

¹⁶⁷ *Ibid.*

¹⁶⁸ « Un politicien allemand remet en question la frontière avec la Pologne », Service d'information *Wirtualna Polska*, 5 mars 2009, (en ligne), <http://wiadomosci.wp.pl/kat,1356,title,Niemiecki-polityk-kwestionuje-granice-z-Polska,wid,10914383,wiadomosc.html>, (page consultée le 15 mai 2009)

¹⁶⁹ H. Schmidt, *loc. cit.*

occidentale et orientale.¹⁷⁰ » Les Polonais en tout temps craignent un axe Berlin-Moscou. Ce fut le cas du temps de la Seconde République (1918-1939). L'historien Piotr S. Wandycz a relevé cet élément:

La politique étrangère de la Pologne s'est efforcée de prévenir que les pinces germano-soviétiques ne se referment sur elle. La possibilité d'une coopération polonaise avec l'Allemagne contre la Russie ou vice-versa étant virtuellement impensable, la Seconde République a cherché un système de sécurité fonctionnel.¹⁷¹

Ce sentiment s'est raffermi à travers l'histoire récente de la Pologne. Après la défaite des puissances centrales et l'effondrement du tsarisme à la suite de l'avènement de la révolution bolchévique, la Pologne conquiert en 1918 son indépendance, qui allait subitement être mise en danger par une alliance germano-soviétique.

Quelques décennies plus tard, en 1939, la Seconde Guerre mondiale débute par la double agression de la Pologne par les troupes d'Hitler, au début de septembre, et de Staline deux semaines plus tard. Les Soviétiques arrivent à occuper plus de la moitié du territoire polonais. Les puissances occidentales avaient leur part de responsabilité, comme le constate Jean-Yves Potel :

De la même manière, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le sort de la Pologne a été suspendu au rapport de force politique et militaire entre l'URSS de Staline et les Alliés occidentaux. Aujourd'hui, on enseigne dans les écoles polonaises la faiblesse de Roosevelt à Yalta et le lâchage d'Eden au moment de l'insurrection de Varsovie en 1944 face à la passivité de Staline.¹⁷²

L'opposition polonaise subit de terribles exactions de la part de l'Armée Rouge et du NKWD, dont le point culminant fut le massacre de milliers d'officiers polonais à Katyn, au printemps 1940. En plus, jusqu'à l'effondrement du bloc soviétique le présent des

¹⁷⁰ M. Włodarczyk, *loc. cit.*

¹⁷¹ Piotr S. Wandycz, *The United States and Poland*, Cambridge : Harvard University Press, 1980, p. 171.

¹⁷² J.-Y. Potel, *loc. cit.*, pp. 113-114.

Polonais était lié à la doctrine brejnévienne dite de « la souveraineté limitée ». D'après Potel, cette expérience a une incidence certaine sur la politique extérieure de la Pologne.

Dans cette expérience historique souvent douloureuse et partiellement partagée avec ses voisins d'Europe centrale, la Pologne a conservé une méfiance vis-à-vis des ambitions des États allemand et russe qui se retournent « toujours » contre elle. Elle a aussi réfléchi sur une « politique orientale » pour garantir son indépendance. C'est cette politique qu'elle voudrait faire partager aujourd'hui à ses partenaires européens.¹⁷³

Cette politique, que nous essaierons de cerner dans le chapitre suivant, est censée permettre à la Pologne de s'affirmer régionalement. La vision de la Pologne, qui fait partie d'une véritable stratégie, rejette une réelle hostilité vis-à-vis de la Russie. Pour les décideurs polonais, Varsovie se doit de mener une politique étrangère réaliste et pragmatique en contradiction avec les diverses variantes de la politique des gouvernements communistes, fondées, elles, sur l'antigermanisme et l'opposition à « l'impérialisme américain ». Toutefois, souvent la Pologne n'arrive pas à se faire comprendre par ses alliés potentiels en Europe. Ainsi, afin de mener une politique aussi ambitieuse, il est nécessaire, pour Varsovie, d'avoir un allié puissant pouvant lui garantir sécurité et stabilité. Aucun autre État que les États-Unis n'est habilité à remplir ce rôle.

Pour certains, « la relation Allemagne-Russie est potentiellement dangereuse.¹⁷⁴ » D'aucuns estiment que la relation Allemagne-Russie « est d'une importance historique capitale pour l'Europe et sa sécurité.¹⁷⁵ » D'où la perception prévalant chez les décideurs polonais que les États-Unis et l'OTAN ont la fonction d'un égalisateur de puissance sur la scène européenne, non seulement face à la menace russe, mais surtout à l'Allemagne et au leadership du couple franco-allemande au sein de l'UE. Suivant cette logique, Varsovie n'hésite pas à brandir le souvenir de Rapallo. Le traité de Rapallo, signé par les

¹⁷³ *Ibid*, p. 114.

¹⁷⁴ Dirk Burghart, « Bonn-Berlin, Moscow: A New Axis? », in *European Security*, III, n°1, 1994, p. 126.

¹⁷⁵ Jean-François Simonart, « Russie, États-Unis : partenaires de l'Allemagne. Les deux clés de la sécurité européenne », *Géopolitique et résolution des conflits*, n°3, Bruxelles : Presses internationales européennes, 2005, p. 27.

Allemands et les Soviétiques en 1922, avait scellé le rapprochement entre les deux ennemis de la Pologne, ce qui plus tard allait avoir des conséquences tragiques.

L'ancien ministre de la Défense et actuel ministre des Affaires étrangères, Radek Sikorski, un ancien responsable du New Atlantic Initiative, une organisation relevant de l'American Enterprise Institute à Washington, et chef de file des atlantistes polonais, compara l'accord germano-russe sur le gaz et le projet de construction d'un gazoduc sous la Baltique, reliant les deux pays en contournant la Pologne, au pacte entre Hitler et Staline de 1939, affichant le degré de méfiance envers l'Allemagne et, plus généralement, la « vieille Europe ». Varsovie préconise d'ailleurs une « OTAN de l'énergie¹⁷⁶ » et dénonce « l'utilisation de l'énergie comme instrument de manipulation et de chantage.¹⁷⁷ » Lors des tractations européennes de juin 2007 pour un nouveau traité constitutionnel de l'Union européenne, la presse européenne, y compris en Allemagne, a largement fait écho de la déclaration de Sikorski.

Dès son élection en 2006, le président polonais Lech Kaczynski a tenu à obtenir de la chancelière allemande Angela Merkel la déclaration que « l'Allemagne tient à de bons rapports avec la Russie, mais [que] cela ne peut se faire par-dessus la tête des Polonais.¹⁷⁸ » Ces deux exemples soulignent les appréhensions polonaises à l'égard de tout rapprochement germano-russe.

¹⁷⁶ J. Rupnik, « *La Pologne à l'heure américaine* », *loc. cit.*, p. 143.

¹⁷⁷ Philippe Ricard, « Berlin et Bruxelles récusent la proposition lancée par la Pologne d'une "OTAN de l'énergie" », *Le Monde*, 11 mars 2006, p. 15.

¹⁷⁸ Déclaration publiée par le site de la télévision publique polonaise www.tvp.pl, citée dans Dariusz Zalega, « Euroscepticisme et atlantisme », *Le Monde diplomatique*, septembre 2006, (en ligne), <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/09/ZALEGA/13961>, (page consultée le 2 mars 2009)

CHAPITRE III

L'ACTION DE LA POLOGNE À L'EXTÉRIEUR

3.1 Rayonnement de la Pologne en Europe centrale et orientale

3.1.1 Rapports avec les anciens pays frères

Depuis le 1^{er} mai 2004, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie sont membres de l'Union européenne. Ces trois pays ont également bénéficié du premier élargissement de l'OTAN. Ils ont été invités à rejoindre les rangs de l'Alliance atlantique lors du sommet de Madrid en 1997 pour devenir membre à part entière le 12 mars 1999. Ces trois États sont également membres du Triangle de Visegrad (auquel s'est jointe la Slovaquie), un groupe informel créé au lendemain de la disparition du Rideau de fer à l'initiative des dirigeants de Hongrie, de Pologne et de Tchécoslovaquie (avant son partage en deux entités). Le choix de la localité hongroise de Visegrad fait aussi référence à la rencontre, en 1335, entre les rois de Hongrie, de Pologne et de Tchéquie pour discuter de la réalisation d'un pacte de défense, ce qui leur a permis d'assurer à leurs pays des décennies paisibles.

Dans les années 1990, la Pologne s'est rapidement avérée le leader du nouveau bloc. « La Pologne a le sens de la communauté historique de destin avec les pays du groupe de Visegrad.¹⁷⁹ » Il faut remarquer que la Pologne a pris l'initiative dans ce groupe. « Elle donne l'impression d'exister comme une source d'initiative, sinon comme une puissance

¹⁷⁹ Teresa Wysokinska et Alain van Crugten, *La Pologne au XX^{ème} siècle*, Bruxelles : Éditions Complexe, 2001, p. 14.

régionale.¹⁸⁰ » L'une de ces initiatives polonaises a eu plus d'échos que le reste. En guise de soutien aux États-Unis en Irak en 2003, parmi les signataires de la « *Lettre des huit* » intitulée « *United We Stand* », dans laquelle est affirmée « la primauté du lien transatlantique garantie de notre liberté¹⁸¹ », on retrouve le premier ministre polonais de l'époque Leszek Miller, son homologue hongrois Peter Medgyessy, ainsi que le président tchèque Vaclav Havel. Tous les trois, ils ont tenu à endosser la position américaine dans la crise irakienne à l'instar des dirigeants britannique, espagnol, danois, portugais et italien. À ce moment-là, les trois pays d'Europe centrale et orientale n'étaient pas encore membres de l'Union européenne.

Le soutien aux thèses américaines a valu à la Pologne des critiques acerbes de la part de certains dirigeants d'États centraux de l'Union européenne, dont le président français Jacques Chirac. Varsovie fut explicitement accusée d'être le cheval de Troie des États-Unis en Europe (dans le texte en anglais "America's Trojan horse in Europe"¹⁸²).

Force est de reconnaître que les critiques se sont concentrées sur l'action de la Pologne (et non pas celles de ses partenaires, la Hongrie ou la République tchèque) eu égard aux ambitions de ce pays dans la partie orientale de l'Europe. La Pologne avait été la plus ferme dans son soutien à l'intervention américano-britannique. Au lendemain du déclenchement de l'opération en Irak, en mars 2003, le ministre des Affaires étrangères, Włodzimierz Cimoszewicz, a légitimé le bien-fondé de l'intervention devant la Diète polonaise, en invoquant la résolution 687 du Conseil de sécurité de 1991, qui avait mis un terme à la précédente guerre en Irak. Elle stipulait que « l'Irak devait se débarrasser de ses armes de destruction massive en 30 jours.¹⁸³ » Pour les autorités polonaises, cette résolution constituait une base pour une autre intervention en Irak.

¹⁸⁰ J.-Y. Potel, *loc. cit.*, p. 117.

¹⁸¹ La lettre intitulée « *United We Stand* », *loc. cit.*

¹⁸² Andrzej Kapiszewski et Chris Davis, « Poland's Security and Transatlantic Relations », in Tom Lansford et Blagovest Tashev (dir.), *Old Europe, New Europe and the US: Renegotiating Transatlantic Security in the Post 9/11 Era*, Burlington : Ashgate Publishing Company, 2005, p. 206.

¹⁸³ Ministère des Affaires étrangères de Pologne, « Address by Mr. Włodzimierz Cimoszewicz, in the Diet on the participation of a Polish military contingent in the international coalition to force Iraq's compliance with Resolution 1441 of the UN Security Council », Varsovie, 26 mars 2003, (en ligne), http://www.msz.gov.pl/publications/2003/cd3/2_Selected%20statements/030326_Warsaw_Diet.htm, (page consultée le 9 mars 2009)

De par l'importance de sa diaspora sur le territoire américain, la Pologne se trouve privilégiée par rapport à ses deux partenaires d'Europe orientale et centrale. Aucun d'eux – ni la Hongrie, ni la République tchèque – ne peut se prévaloir d'avoir des liens aussi forts avec les États-Unis. L'importance de la diaspora polonaise outre-Atlantique a été présentée dans le chapitre II de ce présent travail.

Sur le plan énergétique, le projet de construction du pipeline Nabucco est un exemple parfait d'entente entre la Pologne et son voisin du sud, la République tchèque. Les deux États sont concernés par le même enjeu qui consiste à réduire leur dépendance énergétique à l'égard de la Russie. Ce point est largement passé en revue dans la partie suivante relative à la mise en œuvre du projet Nabucco.

3.1.2 Rapports avec les anciennes républiques soviétiques d'Europe

Trois pays de cet espace constituent une cible pour la diplomatie polonaise dont les efforts consistent à faire face à l'influence russe dans la région : l'Ukraine, le Belarus et, à un degré moindre, la Géorgie.

Depuis plusieurs années, la Pologne prône l'inclusion de la dimension orientale dans la politique européenne. Ses principaux axes se réfèrent à la démocratisation de ses voisins, au fonctionnement de l'économie de marché ou à la coopération énergétique. Varsovie a été l'artisan, avec la Suède, de l'adoption de la proposition *Initiative orientale* qui plaide pour un renforcement des liens de l'Union européenne avec ses voisins de l'Est, présentée en mai 2008 lors d'une réunion des ministres européens des Affaires étrangères. L'initiative polono-suédoise, qui constitue un complément à la proposition française pour une « Union pour la Méditerranée », donne une grande importance à la dimension orientale soutenue par les dirigeants polonais. Selon le document, l'accord de partenariat renforcé (APR) négocié avec Kiev devrait servir de référence pour d'autres pays.

Le principal défi de cette stratégie demeure l'émancipation de l'Ukraine à l'égard de son puissant voisin russe. Cela découle également de la politique orientale de la Pologne, sur

laquelle se dégage un consensus certain sur les bords de la Vistule. « L'un des éléments les plus importants de la politique régionale polonaise consiste à continuer des actions pour garder une tendance pro-européenne et renforcer la position internationale de l'Ukraine, avec laquelle la Pologne est liée par un partenariat stratégique¹⁸⁴ », constate Grazyna Bernatowicz dans un texte intitulé *Les priorités de la politique étrangère polonaise*.

Les positions de Varsovie par rapport à la question ukrainienne diffèrent souvent de celles de ses partenaires européens. Chez les Polonais, il existe, d'après Jacques Rupnik, « un scepticisme flagrant à l'encontre de la politique adoptée par les pays de l'Europe de l'Ouest à l'égard de la Russie et de l'aide à apporter à l'Ukraine. La Pologne opte ouvertement pour une plus grande indépendance de ce pays.¹⁸⁵ »

La Pologne, qui prône l'élargissement de l'OTAN à la Géorgie et à l'Ukraine, juge que le Plan d'action individuel pour un Partenariat (IPAP) avec l'OTAN signé par ces deux pays est un cadre approprié pour l'élargissement de l'Alliance transatlantique. Ce point a été souligné à l'issue du Sommet de Bucarest (2-4 avril 2008). « Les premières phrases du communiqué de Bucarest énoncent que l'Ukraine et la Géorgie seront des membres de l'OTAN et que le problème des IPAP est plutôt lié à l'accord de l'Allemagne, ainsi que d'autres pays appartenant à l'OTAN¹⁸⁶ », comme l'a rappelé le président Lech Kaczynski.

Lancés en novembre 2002 au Sommet de Prague, les Plans d'action individuels pour un Partenariat (IPAP) sont ouverts aux pays manifestants une volonté politique de lier leur sécurité à l'OTAN. En octobre 2004, la Géorgie a été le premier pays à avoir établi un IPAP avec l'OTAN.

Lors du Sommet de Bucarest (2-4 avril 2008), la partie polonaise a été particulièrement active. Les médias ont rapporté que le ministre des Affaires étrangères Radek Sikorski

¹⁸⁴ Grazyna Bernatowicz, *loc. cit.*

¹⁸⁵ J. Rupnik, « *La Pologne à l'heure américaine* », *loc. cit.*, p. 144.

¹⁸⁶ « Un veto à l'encontre de la Russie? », Agence de presse polonaise PAP, 10 avril 2008.

aurait même « pris à partie la chancelière allemande Angela Merkel qui s'opposait à la mise en vigueur des IPAP pour la Géorgie et l'Ukraine.¹⁸⁷ »

Sur un autre plan, avec l'Ukraine, Varsovie a formé un front commun pour réduire leur dépendance à l'égard de l'énergie russe. Outre le projet du pipeline Odessa-Brody-Gdansk, la Pologne s'est engagée dans la construction d'une raffinerie par la firme Nowa Sarmatia.

Une autre initiative polono-ukrainienne se pose comme un exemple de coopération régionale. Il s'agit du bataillon conjoint de soldats polonais et ukrainiens, le POLUKRBAT, créé en 1997 par les deux pays selon les standards reconnus par l'OTAN. Cette force a déjà pris part à des opérations militaires, notamment lors de l'intervention armée au Kosovo au printemps 1999. « Les soldats formant le bataillon ont fait preuve d'une cohérence exemplaire, surtout en matière de communication et de logistique.¹⁸⁸ »

Outre l'Ukraine, deux autres pays constituent des priorités pour Varsovie : le Belarus et la Géorgie. À la mi-septembre 2008, le Ministère des Affaires étrangères a publié des données relatives à l'aide au développement qu'il octroie à d'autres États. « Notre priorité va vers le soutien des États d'Europe orientale, entre autres le Belarus et la Géorgie.¹⁸⁹ » Dans le texte, la Moldavie (Moldova) et l'Ukraine sont citées comme pays bénéficiant d'une grande partie de l'aide polonaise. Ainsi, en pleine répression de l'opposition biélorusse en mai 2006, après la réélection à Minsk du président Alexandre Loukachenko, la Pologne a mis sur pied le programme Kalinowski, du nom d'un écrivain défenseur de la cause biélorusse au XIX^{ème} siècle. Ce programme gouvernemental vise à

¹⁸⁷ « A Bucarest, Sikorski a menacé Merkel », *Gazeta Wyborcza*, 5 avril 2008, (en ligne), <http://wiadomosci.gazeta.pl/Wiadomosci/1,80708,5091426.html>, (page consultée le 6 février 2009)

¹⁸⁸ Ministère de la Défense nationale de Pologne, (en ligne), <http://www.mon.gov.pl/pl/strona/44/> (page consacrée au bataillon Polukbrat, consultée le 15 avril 2009). Opinion confirmée in Katarzyna Wolczuk et Roman Wolczuk, *Poland and Ukraine: A Strategic Partnership in a Changing Europe?*, London : Royal Institute of International Affairs, 2002, pp. 18-19.

¹⁸⁹ « Ministère des Affaires étrangères : L'aide polonaise à l'extérieur en 2007, c'est plus d'un milliard de zlotys », *Gazeta Wyborcza*, 16 septembre 2008, (en ligne), http://wiadomosci.gazeta.pl/Wiadomosci/1,80708,5702075,MSZ_Polska_pomoc_zagraniczna_w_2007_r_t_o_ponad_miliard.html, (page consultée le 7 mars 2009)

« former des élites biélorusses dans les universités polonaises pour contrer l'influence russe.¹⁹⁰ »

Les bourses du gouvernement polonais ont été accordées avant tout à des étudiants expulsés des facultés de leur pays d'origine à cause de leurs liens avec la contestation ou à ceux qui n'ont pas pu commencer là-bas leurs études pour des raisons politiques.

D'après le directeur du programme, Jan Malicki, de l'Université de Varsovie, « pour le gouvernement du PIS (le parti Droit et Justice), c'était une approche révolutionnaire au sens le plus noble du terme.¹⁹¹ »

Par ailleurs, en Pologne, l'initiative *Biélorussie libre*, lancée par des activistes encouragés par les autorités polonaises, est très active. Ses partisans travaillent entre autres pour Bielsat TV, une télévision en langue biélorusse émettant à partir de la ville polonaise de Bialystok. Elle a été lancée le 10 décembre 2007, journée mondiale des Droits de l'homme. Ce média financé principalement par le budget de l'État polonais (un projet d'un coût de 7,5 millions d'euros par an¹⁹²), a pour tâche de « casser le monopole des médias d'information liés au pouvoir d'Aleksandr Loukachenko et également de soutenir la culture biélorusse et sa conscience nationale.¹⁹³ » Une radio indépendante en biélorusse, Radio Racja, émet déjà de la même région en direction du Belarus.

D'un autre côté, le gouvernement polonais se fait l'avocat du diable, en ménageant les autorités biélorusses dans le but avéré de permettre un rapprochement avec l'Union européenne. Au début de l'automne 2008, lors d'une rencontre des ministres des Affaires étrangères des États membres de l'UE qui s'est tenue à Avignon (France), la Pologne a déposé une motion demandant la fin des sanctions à l'égard du Belarus. « Il s'agit de mener des discussions qui établiront la le plan d'une normalisation des relations avec le Belarus¹⁹⁴ », a expliqué le ministre Radoslaw Sikorski.

¹⁹⁰ Piotr Smolar, « Varsovie forme les élites biélorusses pour contrer l'influence russe à Minsk », *Le Monde*, 14 novembre 2008, p. 7.

¹⁹¹ *Ibid.*

¹⁹² « Une télévision indépendante biélorusse lancée en Pologne », *Agence France Presse*, 4 décembre, 2007.

¹⁹³ « Les Britanniques et les Suédois en rajoutent pour Bielsat », *Gazeta Wyborcza*, 16 avril 2008, (en ligne), <http://wiadomosci.gazeta.pl/Wiadomosci/1,80708,5125992.html>, (page consultée le 9 mars 2009)

¹⁹⁴ « La Pologne propose la levée des sanctions à l'égard du Belarus », agence *PAP*, 5 septembre 2008.

Ces sanctions, qui au départ frappaient six représentants du régime biélorusse, dont Aleksander Loukachenko, interdits de séjour dans les pays de l'UE, ont été décidées en 2004 au lendemain du référendum qui a permis au président de briguer un autre mandat à la tête de l'État. Le scrutin avait été entaché d'irrégularités graves. Après les élections présidentielles de 2006, que la communauté internationale a jugées peu démocratiques, la liste des personnes non admises dans l'espace de l'UE a été élargie à plus de 40 officiels.

L'automne 2008 a vu également un changement de cap chez le gouvernement polonais dans le bras de fer qui l'opposait à Minsk à propos du leadership de la minorité polonaise en Biélorussie. « Le Ministère des affaires étrangères aurait suggéré à Andzelika Borys de démissionner sa fonction de présidente de l'Organisation des Polonais du Belarus au nom de raisons géopolitiques.¹⁹⁵ » Même si cette information a été infirmée plus tard par le ministre Radek Sikorski, elle est symptomatique de la tendance qui se dessine dans l'approche polonaise des relations entre Varsovie et Minsk. L'activiste d'origine polonaise a été souvent critiquée par le gouvernement du Belarus qui a accepté comme interlocuteur une autre personnalité de la communauté polonaise, Jozef Lucznik.

La Pologne accorde une grande importance à la question de ses minorités disséminées en Europe centrale et orientale (majoritairement autour de Lviv et Vilnius). Elle l'a démontré en concevant la *Carte du Polonais* (Karta Polaka). Cette carte, valable pendant dix ans, offre une variété de privilèges aux Polonais de la diaspora :

Ce document implique des facilités et des privilèges aux Polonais résidant dans les anciennes républiques de l'URSS. Donne la possibilité d'un remboursement des frais des visas Schengen, l'inscription dans des écoles et facultés polonaises, facilite l'obtention de bourses, l'obtention d'un emploi et le lancement d'une activité économique.¹⁹⁶

¹⁹⁵ « Borys en échange de meilleures relations », *Gazeta Wyborcza*, 19 septembre 2008, (en ligne), http://wiadomosci.gazeta.pl/Wiadomosci/1,80708,5710900,Borys_za_lepsze_stosunki.html, (page consultée le 7 avril 2009)

¹⁹⁶ « Les pays de l'OTAN, dont la Pologne, ont des revendications territoriales à l'égard de l'Ukraine », *Agence de Presse Polonaise*, 12 septembre 2008.

En ciblant essentiellement les minorités polonaises en Ukraine et en Biélorussie, la Pologne cherche à contrecarrer l'influence de la Russie. À titre d'exemple, Moscou a octroyé à un certain nombre d'Ukrainiens russophones la citoyenneté russe. En contrepartie, environ 7 000 Ukrainiens d'origine polonaise ont obtenu la Carte du Polonais, surtout dans la région de Lviv, en Galicie, partie de l'Ukraine occidentale anciennement polonaise.¹⁹⁷

Dans le dossier géorgien, la Pologne a été le principal pourfendeur de l'intervention de l'armée russe en Géorgie, en août 2008. Le président Lech Kaczynski fut l'un des rares leaders européens à émettre une déclaration de soutien au gouvernement géorgien et pour le respect de l'intégrité territoriale de la Géorgie tout en se présentant à Tbilissi, alors que des combats se poursuivaient à quelques dizaines de kilomètres de la capitale géorgienne. Les autorités russes avaient même menacé de bloquer l'avion avec la délégation polonaise. « La déclaration du président a renforcé la position de la Pologne comme le plus puissant ami de ce pays au sein de l'Union européenne¹⁹⁸ », concède le ministre Michal Kaminski, un proche conseiller du président polonais. Pour ce dernier, « si la Pologne est traitée, par un pays aussi important dans la région que la Géorgie, comme un pays qui peut remplir un rôle important dans la stabilisation dans cette région, cela signifie que la Pologne est un joueur sur la scène internationale.¹⁹⁹ »

Avec la Lituanie, un autre pays autrefois membre de l'Union soviétique, la Pologne mène une politique de bon voisinage sans accrocs notables. Pour preuve, la cession de la raffinerie de Mažeikiai à une firme polonaise, alors que le géant russe Gazprom s'apprêtait à l'acheter. De même, la minorité polonaise vivant dans ce pays balte bénéficie de la compréhension des autorités locales.

¹⁹⁷ Selon les données du l'Ambassade de Pologne à Kiev, 3600 personnes ont reçu la *Carte du Polonais* au consulat de Lvov, 1800 à Luck et environ mille à Kiev. Ces chiffres ne prennent pas en compte les demandes réceptionnées après septembre 2008.

¹⁹⁸ « Kaminski : la Géorgie a demandé l'aide de la Pologne », *PAP*, 19 avril 2008.

¹⁹⁹ *Ibid.*

3.1.3, Les objectifs de la Pologne

Les efforts des dirigeants polonais ne visent pas exclusivement à assurer à leur pays un bon voisinage. Que ce soit avec les anciens pays appartenant à l'Union soviétique ou avec les pays ex-pays frères du Pacte de Varsovie, la Pologne se pose en tant que chef de file régional.

Ces velléités sont apparues lors du sommet de l'OTAN à Riga (28-29 novembre 2006) qui a débouché sur l'*Initiative de Riga*, plateforme prônant l'élargissement de l'OTAN et de l'Union européenne. Varsovie a ouvertement plaidé en faveur de ses voisins candidats à un siège au sein de l'Alliance. « Le prestige de la Pologne dans la région était (théoriquement) élevé quand l'Initiative de Riga a été lancée au cours de la visite du président polonais Aleksander Kwasniewski à Washington en juillet 2002, ce qui érigerait la Pologne en chef de file régional²⁰⁰ », constate le politologue Rick Fawn. Cela est visible notamment à travers la décision d'élaborer la Carte du Polonais, adoptée par le Parlement polonais en 2007, qui permet à la diaspora polonaise de renouer avec la matrice, en bénéficiant de nombreux privilèges en Pologne, comme des facilités en matière de visas, de permis de travail, de transports publics, d'éducation ou de soins.

Dans le cas biélorusse, nous voyons comment Varsovie se sert de sa diaspora pour influencer sur les décisions de Minsk. Les efforts de Varsovie visant à former des élites pro-européennes en Biélorussie ne sont pas anodins, comme le montre Piotr Smolar :

La Pologne rêvait de s'imposer en puissance régionale et d'inoculer l'antidote démocratique à ses voisins de l'ex-URSS. Le pays avait été à l'avant-poste du soutien aux partisans de la « révolution des roses » en Géorgie, fin 2003, puis à ceux de la « révolution orange » en Ukraine, un an plus tard. La Biélorussie, où vivent près de 400 000 Polonais, devait être le nouveau champ d'intervention.²⁰¹

²⁰⁰ Rick Fawn, *op. cit.*, p. 89.

²⁰¹ Piotr Smolar, *loc. cit.*, p. 7.

Il faut également souligner que l'intérêt qu'affiche la Pologne quant à la stabilité de ses voisins de l'est est intimement lié à son désir de mettre en œuvre sa propre politique orientale.

*L'on garde en Pologne le souci de formuler l'équivalent national d'une « Ostpolitik », en direction de l'Ukraine et de la Lituanie, en fonction des intérêts régionaux de sécurité et d'une sensibilité historique particulière [...]. L'objectif polonais est donc, au total, d'éviter que le glacis interne de la Russie ne se reconstitue et de veiller à ce que les espaces cités entre la mer Baltique et la vallée du Dniepr soient structurés en États souverains ouverts à l'influence occidentale, via la Pologne.*²⁰²

Le rôle joué par les diplomates polonais dans le règlement de la crise politique en Ukraine en 2004 en dit long sur les ambitions de Varsovie. D'après Adam Eberhardt, le vice-directeur de l'influent Centre d'Études Orientales de Varsovie, l'action des dirigeants polonais a été exemplaire. Leur médiation durant la crise interne chez le voisin ukrainien « est considérée comme la plus spectaculaire réalisation de la politique orientale polonaise.²⁰³ »

La Pologne ambitionne également de tirer certains dividendes de son appartenance à l'Union européenne. Dans ses relations avec les pays d'Europe centrale et orientale, il s'agit non seulement de trouver les moyens de convaincre ses partenaires de la justesse de sa politique orientale, dont les contours ont été élaborés jadis par le tandem Jerzy Giedroyc-Juliusz Mieroszewski, mais également de faire de cette orientation la politique de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie, ce qui demeure une priorité de l'État polonais.

²⁰² Michel Foucher, et Thierry Garcin, Françoise Lemoine, Jacques Walch, « Offre et demande de sécurité en Europe médiane », in Michel Foucher (dir.), *Les défis de sécurité en Europe médiane*, Paris : Fondation pour les études de défense, 1996, p. 124.

²⁰³ Adam Eberhardt, « Nous n'avons pas été un critique bienveillant », in « De Giedroyc au Partenariat oriental. Vingt ans de politique orientale polonaise : 1989-2009 », *Nowa Europa Wschodnia*, vol. IV, n°2, mars-avril, 2009, p. 25.

3.2 Le bouclier antimissile

3.2.1 Développement du projet

Une fois débarrassés de la tutelle soviétique, les Polonais se sont tournés résolument vers l'acquisition de garanties sécuritaires. Pour eux, cela passait impérativement par la construction en Europe de l'Est du système de défense antimissile américain, et ce malgré l'hostilité d'autres membres de l'Union européenne, comme la France et l'Allemagne. Le projet d'installation d'éléments d'un bouclier antimissile sur les territoires tchèque et polonais date de la période 1997-1998. Depuis plus d'une décennie, Washington cherche à installer un système de défense dans les deux pays jadis appartenant au Pacte de Varsovie. Les trois parties se sont décidées à la configuration suivante : une batterie de dix missiles intercepteurs de type Patriot en Pologne, et une station radar ultra-perfectionnée dans la région de Prague, en République tchèque.

Lors du sommet de l'OTAN à Prague, en 2002, la partie américaine a affiché ouvertement ses intentions. Le bouclier est alors présenté comme « faisant partie intégrante de la doctrine sur la guerre préventive et figure parmi les objectifs de l'Alliance.²⁰⁴ »

Si l'on se fie au discours officiel et aux déclarations des dirigeants américains, le bouclier antimissile est censé protéger les États-Unis et leurs alliés, dont la Pologne, d'attaques de missiles iraniens ou nord-coréens. La Russie, qui a depuis le début affiché son hostilité à l'égard du projet, y voit cependant une atteinte à l'équilibre des forces, voire à ses intérêts dans la région. Le bouclier antimissile est surtout perçu par Moscou comme une escalade dans l'armement.

Les pressions de Moscou n'ont jamais cessé pendant la durée des tractations américano-polonaises. Comme l'a rapporté l'Agence de Presse Polonaise (PAP) :

²⁰⁴ Jaroslav Blaha, « Projet de bouclier antimissile en Europe : pour qui la prévention est-elle urgente? », *Regard sur l'Est*, Paris, 4 février 2008, (en ligne), http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=810, (page consultée le 3 mai 2009)

Le journal russe « Kommiersant » explique le désir de Varsovie d'installer sur son territoire une base militaire des USA par le fait que, ces derniers temps, la Pologne a ressenti la pression et le chantage de certains voisins qui s'opposent virulemment à l'égard de l'installation du système de défense antimissile américain en Europe centrale.²⁰⁵

La même source évoquait, quelques jours auparavant, la déclaration du général russe, Vladimir Chamanov, conseiller du ministre russe de la Défense : « Le récent voyage du ministre de la Défense Anatoli Serdioukov à Kaliningrad était lié aux nouvelles conditions militaro-politiques dans cette région.²⁰⁶ » La dépêche de l'agence *PAP* souligne que « Chamanov n'a pas précisé, si le groupe d'armées dans l'oblast de Kaliningrad sera renforcé. [...] La Russie pourrait changer la structure de ses armées à Kaliningrad en réponse au bouclier.²⁰⁷ » Au sein de l'élite polonaise, la menace russe n'est pas perdue de vue dans le contexte des discussions autour du bouclier antimissile. Le leader du parti *Droit et Justice*, Jaroslaw Kaczynski, déclarait :

Si dans notre pays, il n'y aura pas des éléments du bouclier antimissile américain, cela signifiera que la Pologne s'est retrouvée dans une zone, dans laquelle les Russes auront encore une voix décisive dans les questions militaires. [...] Les Russes mènent le jeu suivant : ils tendent à avoir leur zone d'influence au sein de l'OTAN et de l'UE. S'ils y arrivent, le statut de la Pologne sera moins important qu'il est en ce moment.²⁰⁸

Cette déclaration d'un dirigeant de premier plan de la Pologne postcommuniste montre parfaitement que, pour Varsovie, le système de défense antimissile est censé lui permettre de jouer un rôle plus important auprès de ses partenaires de l'OTAN des deux côtés de l'Atlantique.

Un autre politicien polonais, Pawel Zalewski, l'ancien chef de la Commission des affaires étrangères du parlement polonais et conseiller du président Lech Kaczynski, estime

²⁰⁵ « La Pologne demande aux USA une défense vis-à-vis de la Russie », *agence PAP*, 2 février 2008.

²⁰⁶ « La Russie pourrait changer la configuration militaire à Kaliningrad en réponse au bouclier », *PAP*, 30 janvier 2008.

²⁰⁷ *Ibid.*

²⁰⁸ « Sans bouclier, la Pologne sera retrouvera dans la zone d'influence russe », *PAP*, 1 juillet 2008.

que « l'Europe orientale n'est pas un partenaire aussi stratégique pour les États-Unis que le sont les autres pays européens, par exemple l'Allemagne, mais elle est un partenaire important en matière de construction de la sécurité.²⁰⁹ »

L'importance que revêt le projet apparaît également dans les propos du ministre des affaires étrangères Radek Sikorski : « Le bouclier doit être apte à coopérer avec le système de défense de l'OTAN. [...] La défense antimissile, c'est l'une des entreprises de défense les plus importantes de notre temps.²¹⁰ »

Comme on le voit à travers ces quelques déclarations, incontestablement, la Pologne affiche de velléités d'une puissance qui chercherait à renforcer sa position régionalement.

3.2.2 Les négociations américano-polonaises

Si, pour les Américains, les négociations avec la République tchèque n'ont pas été compliquées, puisque les deux parties ont signé l'accord pour l'installation d'un radar au mois de juillet 2008, il faut remarquer que les exigences des Polonais leur ont donné du fil à retordre. Les négociateurs ont attendu jusqu'à la mi-août pour convaincre leurs partenaires polonais de donner leur feu vert pour l'installation du bouclier en Pologne. Slawomir Nowak, le directeur de cabinet du premier ministre Tusk, est allé jusqu'à affirmer : « Nos amis tchèques ont été tellement zélés qu'ils ont accepté le radar en République tchèque pour rien.²¹¹ »

Les autorités polonaises ont donc longtemps tergiversé avant de signer un accord avec la partie américaine. Elles ont avant tout mis en avant des demandes liées au dossier sécuritaire. La Pologne a présenté un certain nombre d'exigences et de garanties, notamment un accord militaire particulier avec les États-Unis, une aide militaire sous

²⁰⁹ « Le bouclier antimissile est nécessaire à l'Europe et à la Pologne », *Gazeta Wyborcza*, 10 mars 2008, (en ligne), <http://wiadomosci.gazeta.pl/Wiadomosci/1,80708,5007393.html>, (page consultée le 7 mai 2009)

²¹⁰ « L'OTAN a besoin d'une défense antimissile commune », *PAP*, 9 février 2008.

²¹¹ Slawomir Nowak, entretien, Télévision polonaise *TVN24*, cité dans *Gazeta Wyborcza*, 7 juillet 2008, (en ligne), http://wiadomosci.gazeta.pl/Wiadomosci/1,80708,5433755,Nowak_Czesi_wzieli_tarcze_w_ciemno.html, (page consultée le 2 mai 2009)

forme de modernisation de l'armée polonaise et l'acquisition de technologies de défense dernier cri alors que les Tchèques sont restés silencieux sur ces sujets.

*Lors de sa rapide visite de juin 2007, G.W. Bush a été reçu [...] par le président polonais, Lech Kaczynski, qui n'a pas manqué de surprendre: non seulement il n'a pas souscrit de manière inconditionnelle à ce projet, mais il a présenté des exigences fermes en matière de garanties de sécurité.*²¹²

Kaczynski a finalement accepté le principe d'installation d'une dizaine d'intercepteurs dans la base de Redzikowo, en Poméranie. Plus tard, le successeur de Kaczynski, Donald Tusk, s'est également abstenu de prendre une décision hâtive dans ce dossier. Il s'est aussi prononcé pour l'ouverture de consultations avec la Russie.

La signature d'un accord sur des bonnes conditions était censée vaincre les appréhensions des Polonais. Les sondages²¹³ du printemps 2007 indiquaient que 56% de la population était contre l'installation de missiles et 28% pour. Le 9 mai 2007, Jour de la Victoire, une pétition intitulée «*Stop à la base*», demandant un référendum, a été lancée. Selon l'étude du constitutionnaliste Przemyslaw Kieronczyk de Université de Gdansk, « le projet américain proposé à la Pologne serait incompatible avec pas moins de six articles de la Constitution en vigueur, notamment sur l'interdiction de soustraire une portion du territoire, donc d'accorder un statut extraterritorial.²¹⁴ » En outre, certaines demandes américaines ont outré la population : l'exigence américaine pour que les Polonais assument les coûts de construction et de viabilisation des 300 hectares sélectionnés, la protection du site, tout en acceptant de soustraire la base et le personnel à toute forme de fiscalité et de responsabilité civile en cas d'accident, y compris hors de la base.

²¹² Jaroslav Blaha, *loc. cit.*

²¹³ *Ibid.*

²¹⁴ Przemyslaw Kieronczyk, « Opinion juridique en matière de constitutionnalité du Bouclier antimissile », 23 mai, 2007, (en ligne), <http://www.trojmiasto.mlodzisocjalisci.pl/file/TARCZA%20ANTYRAKIETOWA%20opinia%20prawna.pdf>, (page consultée le 2 avril 2009)

Les difficiles négociations ont choqué les cercles atlantistes à Varsovie. Le professeur Zbigniew Lewicki, de l'Université de Varsovie, s'alarmait : « Les relations internationales, surtout bilatérales, on les construit durant de longues années, mais on les détériore très rapidement. Pendant 18 ans, nous avons édifié des relations polono-américaines empreintes d'amitié, et en ce moment nous avons perdu tout cela.²¹⁵ »

On peut dire que la partie polonaise a été conséquente dans son ambition d'obtenir l'aval de Washington pour une importante aide militaire. Pour preuve les propos déroutants du vice-président du parlement polonais Stefan Niesiolowski : « Nous ne sommes pas un bantoustan; nous n'accepterons pas toutes les conditions des États-Unis.²¹⁶ »

Varsovie a, dès le départ, subordonné son accord pour l'installation de certains éléments du bouclier antimissile sur les bords de la Vistule « à la possibilité de renforcer la sécurité de la Pologne.²¹⁷ »

Les demandes de Varsovie ont fait que les négociations avec les représentants des États-Unis, comparées à celles qu'ont eues ces derniers avec la République tchèque, ont été de loin plus ardues. Les tractations américano-polonaises ont été entamées au mois de mai 2007. À la veille du premier round de négociations de l'année 2008, le premier ministre Donald Tusk a dit du bouclier : « Pour l'instant, nous n'avons pas reçu d'assurances, ni de garanties que sa mise en place augmenterait le niveau de la sécurité du pays. Je suis responsable de la sécurité des Polonais et non pas de la sécurité des États-Unis.²¹⁸ » Cette déclaration montre à quel point les ambitions polonaises sont prises en compte par les dirigeants locaux.

²¹⁵ « Nous sommes menacés par une détérioration de nos relations avec les USA », Service d'information de *Wirtualna Polska*, 7 juillet 2008, (en ligne), <http://wiadomosci.wp.pl/kat,48996,title,Grozi-nam-calkowite-zepsucie-stosunkow-z-USA,wid,10129179,wiadomosc.html?ticaid=1a477>, (page consultée le 18 avril 2009)

²¹⁶ « La Pologne a fait de nouvelles propositions dans le dossier du bouclier », émission « Magazyn 24 godziny », Télévision *TVN24*, 7 juillet 2008, (en ligne), <http://www.tvn24.pl/-1,1556471,wiadomosc.html>, (page consultée le 9 avril 2009)

²¹⁷ Maja Czarnecka, « La Pologne hausse le ton sur le bouclier antimissile américain », *Agence France Presse*, 9 janvier 2008.

²¹⁸ *Ibid.*

3.2.3 Les ambitions de la Pologne

Durant les tractations autour du futur bouclier antimissile, longtemps les Américains n'ont pas voulu entendre parler de garanties de sécurité supplémentaires, comme l'exigeait Varsovie. On peut dès lors comprendre la satisfaction de la partie polonaise lorsque les négociateurs américains ont intercédé sur des points essentiels. « Ils (les Américains) ont accepté nos propositions et ont promis d'assurer la sécurité de la République de Pologne et de défendre la République de Pologne d'une attaque avec des missiles balistiques grâce à leur système de défense antimissile.²¹⁹ »

La partie américaine a également promis à la Pologne une coopération étroite en matière de défense stratégique, des échanges de renseignements, le renforcement de la défense aérienne grâce à la vente de matériel ainsi qu'une modernisation conséquente de l'armée polonaise. « Nous avons aujourd'hui une situation internationale nouvelle²²⁰ », se félicitait le ministre des Affaires étrangères, Radek Sikorski, au lendemain de la signature de l'accord. En plus de l'installation sur le territoire polonais d'une batterie Patriot modèle PAC-2 (*Patriot Advanced Capability-2*), Varsovie peut également compter sur l'acquisition des modèles les plus récents, les PAC-3, à des prix avantageux.

Le but de la Pologne est de rompre avec le système de défense hérité de l'époque soviétique censé défendre le territoire uniquement contre les avions. L'accord signé avec les Américains est censé permettre à la Pologne d'avoir son propre système de défense antimissile moderne d'ici 2018.²²¹

Les décideurs polonais voient dans la signature d'un accord avec leur partenaire américain l'opportunité suivante :

²¹⁹ *Ibid.*

²²⁰ Jean-Luc Testault, « Bouclier : Pologne et USA concluent un accord malgré l'hostilité russe », *Agence France Presse*, 14 août 2008.

²²¹ Andrzej Grajewski, « Le bouclier pour nous et pour le monde », *Głos Niedzielny*, 31 août 2008, (en ligne), <http://goscniendzielny.wiara.pl/index.php?grupa=6&art=1219952941&dzi=1207812935&idnumeru=1219928104>, (page consultée le 2 mars 2009)

*Un accord polono-américain [...], s'il est conclu dans le contexte d'hostilité russe, voire de menaces stratégiques, devrait contenir l'assurance que des sanctions de la part d'un pays tiers à l'égard de la Pologne ou des USA, découlant de l'installation en Pologne d'une base de défense antimissile, ainsi que des menaces militaires de la part d'un pays tiers, seront traitées par les USA comme dirigées contre l'Amérique et la Pologne en même temps.*²²²

L'ambition de la Pologne, un pays membre de l'OTAN depuis 1999, passe par une étape cruciale qui consiste à se défaire de systèmes de défense aérienne obsolètes, conçus par les Soviétiques du temps où elle était un pays satellite de l'URSS. Ainsi, en retour de son feu vert pour le bouclier antimissile, la Pologne souhaiterait l'acquisition d'un système de dernière génération contre les missiles à courte ou moyenne portée de type Patriot PAC-3 ou THAAD. Même le précédent gouvernement du conservateur Jaroslaw Kaczynski, qui est pourtant très favorable au bouclier, a présenté des réticences de même nature. Le fait que la Pologne ait retardé sa décision illustre parfaitement les ambitions de puissance de ce pays. Alors que Prague a signé son accord au début de juillet 2008, depuis le début des négociations, qui ont duré presque deux ans, la partie polonaise a exigé d'inclure dans l'accord final des garanties politiques de la part des États-Unis. L'accord sur la localisation d'une base américaine à Redzikowo est accompagné d'une déclaration sur une coopération stratégique entre les deux pays.

*C'est un document important, mais au caractère complémentaire vis-à-vis du document de base demeurant une garantie de notre sécurité, en l'occurrence le Traité de Washington, donc le document formulant notre appartenance à l'OTAN. Car l'article 5 du Traité énonce clairement qu'une agression armée dirigée contre un membre de l'OTAN sera traitée comme une agression armée contre tous les membres du Pacte.*²²³

Incontestablement, l'approche polonaise dans les négociations autour du bouclier antimissile américain prouve clairement que Varsovie veut se donner de nouveaux moyens pour assurer sa défense et peser sur la scène régionale d'une manière plus

²²² Tomasz Zalewski, « Le refus du bouclier pourrait être justifiée », *PAP*, 4 juillet 2008.

²²³ A. Grajewski, *loc. cit.*

efficace. « La Pologne devient un partenaire militaire stratégique important des États-Unis. On perçoit autrement un allié militaire, quand sur son territoire sont situées des installations de défense cruciales pour sa propre sécurité et une base avec ses soldats.²²⁴ » Telle est la conception que se font les Polonais des changements qui pourraient résulter de l'installation sur leur territoire du bouclier antimissile.

3.3 Implication dans les missions internationales

3.3.1 Les priorités polonaises

En tant que membre de l'OTAN, la Pologne est régulièrement appelée à participer à diverses missions dans le monde, d'où la présence des soldats polonais sur plusieurs continents. Dans un document intitulé « *The National Security Strategy of the Republic of Poland* », il est mentionné que :

De nouveaux défis globaux sont apparus. Ils proviennent principalement des tensions et de l'instabilité suscitées par le terrorisme international et la prolifération des armes de destruction massive, ainsi que par la politique imprévisible de régimes autoritaires et le phénomène des « États en déliquescence », qui ont grandement exacerbé les risques de terrorisme international et la propagation des armes de destruction massive. En tant que membre de la communauté euro-atlantique, la Pologne fait directement face à ces risques concomitants.²²⁵

Pour les autorités polonaises, Varsovie doit remplir ses obligations dans les missions militaires à l'étranger en concertation avec la communauté internationale. On juge que la priorité doit être donnée aux missions sous mandat onusien ou de l'Union européenne. Ainsi, comme le souligne Bogdan Klich, le ministre polonais de la Défense nationale,

²²⁴ *Ibid.*

²²⁵ Ministry of Foreign Affairs of Poland, *The National Security Strategy of the Republic of Poland*, 2003, (en ligne), <http://merln.ndu.edu/whitepapers/Poland-2003.pdf>, (page consultée le 3 avril 2009)

« la stratégie d'ensemble relative aux priorités des missions polonaises dit clairement, que nos préférences vont dans la direction des missions de l'ONU et de l'UE, et en second lieu vers les missions sous l'égide d'un autre pays.²²⁶ » Pour ses missions à l'étranger, Varsovie envisage l'envoi jusqu'à entre 3200 et 3800 soldats dans un pays en proie à l'instabilité. Durant les cinq dernières années, la Pologne était présente en République démocratique du Congo, en Irak, au Liban, en Afghanistan (en 2006, Varsovie y a pris le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité), en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Haïti et au Tchad.

Les multiples conflits ethniques dans l'ancienne République yougoslave ont offert à Varsovie des opportunités de montrer son engagement aux côtés de son allié américain. La Pologne s'est non seulement décidée à envoyer des soldats en Bosnie dans le cadre des bataillons IFOR/SFOR et à s'engager dans l'opération *Preventive Deployment Force* en Macédoine. L'opération au Kosovo demeure la première mission d'envergure dans laquelle a pris part l'armée polonaise.

3.3.1.1 La crise du Kosovo

Moins de deux semaines après son adhésion officielle à l'OTAN, le 12 mars 1999, la Pologne fut confrontée à l'obligation de répondre à ses engagements vis-à-vis de ses partenaires au sein de l'Alliance atlantique. Ayant à cœur de montrer le rapprochement entre leur pays et les institutions de sécurité et de défense occidentales, les dirigeants polonais se devaient de donner leur aval pour une participation de l'armée polonaise à une intervention visant à dénouer la crise humanitaire au Kosovo. La guerre dans la province à majorité albanophone débuta en mars 1998, quand les dirigeants de la défunte République fédérale de Yougoslavie (RFY) envoyèrent leurs forces de sécurité dans cette partie de la Fédération pour mater les velléités indépendantistes des Kosovars. Une brutale campagne de purification ethnique s'en suivit, orchestrée par l'armée fédérale,

²²⁶ Katarzyna Lechowicz, « Klich : l'engagement au Tchad dépend d'autres missions », *PAP*, 17 décembre 2008.

dominée par les Serbes. Les exactions auxquels furent soumis les civils émurent la communauté internationale.

Après l'échec d'ultimes négociations de paix entre les belligérants à Rambouillet, en France, l'OTAN entreprit des bombardements intensifs ciblant les forces de sécurité yougoslaves et leurs installations, y compris dans les grandes villes de la RFY.

Durant la campagne de bombardements, qui dura du 24 mars 1999 au 3 juin 1999, la Pologne prit fait et cause pour l'intervention de l'OTAN. Mais le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Bronislaw Geremek, avait souligné que « les opérations de l'OTAN n'étaient en fait que le dernier recours pour forcer la République fédérale de Yougoslavie à revenir à la table des négociations.²²⁷ »

Comparativement à ses partenaires européens, à l'instar de l'Allemagne, la France et l'Italie, la Pologne a fait preuve d'un soutien indéfectible à l'égard de l'opération dans les Balkans, menée sans mandat de l'ONU. La légalité de l'action de l'OTAN n'a pas pesé dans le choix polonais.

Contrairement à l'Allemagne ou la France, la Pologne n'a pas vu de débat sérieux concernant l'illégalité de l'action de l'OTAN sans mandat de l'ONU. À Varsovie, on a tout simplement assumé que, bien qu'il soit préférable d'agir avec un mandat de l'ONU, le droit international était moins important que la prévention de la propagation de l'instabilité dans les Balkans.²²⁸

La Pologne, qui entretenait d'excellentes relations avec la Yougoslavie du temps de la période communiste, a joué un rôle crucial durant l'opération visant à mettre fin à la crise humanitaire au Kosovo, et ce grâce à ses services de renseignement dans la région des Balkans, y compris sur le territoire yougoslave. Les informations recueillies furent mises à la disposition de l'Alliance transatlantique.

²²⁷ Pologne, Ministère des Affaires étrangères, « Déclaration du Ministère des Affaires étrangères de Pologne concernant l'opération militaire de la République fédérale de Yougoslavie ciblant la population civile du Kosovo », Varsovie, 30 mars 1999, (en ligne), <http://www.msz.gov.pl/Poland%E2%80%99s,Foreign,Policy,in,Documents,2197.html> (page consultée le 5 mars 2009)

²²⁸ Marcin Zaborowski et Kerry Longhurst, *loc. cit.*, p. 1014.

L'intervention de l'OTAN dans la crise kosovare a été une opportunité pour la Pologne de montrer qu'en tant que nouveau membre de l'Alliance, elle était capable de participer à une action militaire collective sous son égide, en plus d'accueillir sur son sol des réfugiés du Kosovo. Il faut mentionner que Varsovie a affiché une rhétorique qui n'était pas la sienne auparavant, « véhiculant des valeurs propres aux grandes nations occidentales, comme la liberté, le respect des droits de l'homme et de l'État de droit.²²⁹ »

3.3.1.2 L'engagement polonais au Moyen-Orient

Les militaires polonais ont également été engagés dans d'autres opérations controversées. La Pologne s'est vue confier l'une des « zones d'occupation » en Irak. Varsovie a envoyé des troupes de combat en Irak, comptant à un moment donné 2500 soldats sur le terrain²³⁰, soit le troisième contingent après les États-Unis et la Grande-Bretagne. Le contingent polonais fut le plus important des pays de l'Europe de l'Est. L'Ukraine, la République tchèque et la Hongrie ensemble y maintiennent moins de 1300 soldats. Vers la fin de sa mission, la Pologne a réduit ses forces à quelques 900 hommes qui ont finalement regagné leur pays à la fin octobre 2008.

À travers son implication dans les missions à l'extérieur, la Pologne tient à afficher son attachement à son rôle d'allié indéfectible des États-Unis. Les paroles de Janusz Zemke, qui fut vice-ministre de la Défense nationale au moment du déclenchement de la guerre en Irak, sont à ce titre révélatrices des aspirations de Varsovie. « Le bilan politique de la participation polonaise à l'opération en Irak est positif. La Pologne s'est comportée en tant qu'allié des États-Unis d'une façon responsable.²³¹ »

En outre, la Pologne a vu dans la mission en Irak une chance de conforter sa position dans une région, où autrefois elle était très active, y compris économiquement. La firme polonaise de matériel militaire Bumar a su tirer son épingle du jeu en vendant aux

²²⁹ « Discours du président de la République de Pologne Aleksander Kwasniewski durant le 50ème anniversaire de l'OTAN », Washington, 23 avril 1999, (en ligne), <http://www.kwasniewskialeksander.pl/int.php?mode=view&id=438>, (page consultée le 12 mars 2009)

²³⁰ « La quille pour les soldats en Irak? », *Courrier International*, n°887, du 31 octobre au 7 novembre, p. 19.

²³¹ « Ce que nous a donné l'Irak », *agence PAP*, 4 octobre 2008.

Irakiens « des blindés de marque Dzik, des carabines automatiques Beryl, des pistolets mitrailleurs Glauberyt, des pistolets walther P99 et des pièces pour radars.²³² »

Varsovie tente également d'obtenir quelques gains politiques. Ainsi, une conférence consacrée à la reconstruction de l'Irak a été organisée à Varsovie, au début d'octobre 2006, grâce à l'activisme du rédacteur en chef du quotidien *Gazeta Wyborcza* Adam Michnik et de l'ancien ministre des Affaires étrangères Bronislaw Geremek, tous deux membres du *Committee for the Liberation of Iraq*.

En annonçant la décision de son gouvernement de mettre fin à la mission de son contingent en Irak, le premier ministre polonais Donald Tusk a eu ces mots : « Nous procéderons à cette opération avec la conviction que nous avons fait plus que ce nos alliés, particulièrement les États-Unis, attendaient de nous.²³³ » Il apparaît que la relation avec les États-Unis demeure au centre des préoccupations polonaises par rapport à l'engagement de Varsovie dans les missions internationales.

En même temps, Varsovie a décidé de maintenir ses soldats en Afghanistan. Environ 1200 hommes y sont déployés. Ces forces devraient incessamment être renforcées. Les efforts de la Pologne font que ce pays a acquis auprès de son allié américain « la position d'un partenaire proche dans les questions de sécurité et du renforcement de la démocratie dans le Monde.²³⁴ »

3.3.1.2 Le cas de la mission au Tchad

Les soldats polonais participent aussi à la mission de l'Union européenne au Tchad. Celle-ci a débuté le 15 mars 2008 pour fin le 29 mars 2009, date à laquelle l'ONU prend le relais, comme le stipule la résolution du Conseil de sécurité, votée le 23 septembre 2008. Trois mille Polonais y prennent part. On les retrouve au sein du *Multinational*

²³² Andrzej Dryszel, « Combien avons-nous dépensé en Irak? », *Tygodnik Przegląd*, 31 mars 2008, (en ligne), <http://www.przegląd-tygodnik.pl/index.php?site=artykul&id=13765>, (page consultée le 3 mai 2009)

²³³ « La Pologne quittera l'Irak, mais pas l'Afghanistan », *Agence Associated Press* (service français), 23 novembre 2007.

²³⁴ Déclaration de Dan Perino, porte-parole du gouvernement américain, *PAP*, 7 février 2008.

Battalion North qui contrôle plusieurs camps de réfugiés soudanais dans la partie orientale de ce pays africain.

Fait notable : les dirigeants polonais n'ont pas caché leur amertume à la suite de la fin programmée du mandat de l'Union européenne. Lors d'une réunion des ministres de la Défense des États de l'UE, le ministre polonais Bogdan Klich jugeait « mauvaise » la décision de ne pas prolonger la mission sous la bannière de l'Union européenne, « eu égard à nos priorités politiques. [...] Dans notre stratégie, la priorité de nos missions militaires revient à l'OTAN et à l'UE. Nous sommes dans cette mission au Tchad à cause de l'UE, notre UE.²³⁵ »

Cet exemple illustre parfaitement la perception de Varsovie quant aux missions à l'extérieur de ses frontières. Elles sont censées lui donner une position de pays incontournable dans ce genre d'opération, ce qui a pour but de renforcer son rôle en Europe. À propos de la mission au Tchad, le président Kaczynski a déclaré lors du deuxième sommet franco-polonais qui s'est tenu à Varsovie en mai 2008 : « Elle illustre l'engagement de la Pologne dans la politique étrangère et de sécurité de l'UE. [...] En quelques années, la Pologne a pris la part majeure qui lui revient dans le rayonnement de l'Europe dans le monde.²³⁶ » La veille, le ministre Radek Sikorski, a tenu sensiblement le même langage à l'égard de l'OTAN dans son exposé sur l'état de la diplomatie polonaise : « Nous privilégions la modernisation de l'OTAN et son adaptation aux exigences créées par les récentes menaces et nous nous impliquons dans les opérations militaires de l'Alliance, y compris les opérations d'intervention et de stabilisation, comme en Afghanistan.²³⁷ »

Comme nous pouvons le remarquer, Varsovie traite les missions de son armée à l'étranger comme un outil censé lui permettre de renforcer sa position sur le Vieux Continent.

²³⁵ Inga Czerny, « La Pologne parmi les pays désirant rester plus longtemps au Tchad », *PAP*, 1 octobre 2008.

²³⁶ Interview du président de Pologne, Lech Kaczynski, *Dziennik*, 28 mai 2008, p. 5.

²³⁷ Exposé du ministre des Affaires étrangères de Pologne, Radek Sikorski, devant la Diète polonaise (extraits), Varsovie, 7 mai 2008, *Dziennik*, 8 mai 2008, p. 18.

3.4 La recherche de l'indépendance énergétique

3.4.1 Le projet d'un gazoduc vers la Pologne et ses concurrents

3.4.1.1 Le Nabucco

L'un des objectifs des États européens est de diversifier leur approvisionnement gazier. La Pologne, pays extrêmement concerné par cette problématique, prône la construction du projet Nabucco. Ce gazoduc de 3400 kilomètres doit relier les pays producteurs de la mer Caspienne à l'Autriche via la Turquie, pour rejoindre le port polonais de Gdansk, sans passer par la Russie. Le projet est actuellement soutenu par un consortium international de six compagnies : la Compagnie nationale turque BOTAS Petroleum Pipeline Corporation, l'entreprise roumaine Transgaz, la société allemande privée RWE, la compagnie d'État Bulgargaz, la société par actions hongroise MOL, ainsi que la firme OMV, contrôlée en grande partie par l'État autrichien.

Le pipeline Nabucco est censé approvisionner le sud de l'Europe ainsi que la partie centrale du continent, en gaz et pétrole de gisements se trouvant en dehors de la Russie, dans la mer Caspienne, mais à long terme également en Irak et en Iran. De cette façon, la dépendance de l'Europe à l'égard du gaz russe serait grandement réduite. Le projet rencontre toutefois les réticences de certains pays en Europe qui ont du mal à parler d'une seule voix au sujet du pipeline dont la mise en service était initialement prévue pour 2013. La Russie, de son côté, voudrait que les fonds de l'Union européenne destinés au projet Nabucco (environ 200 millions euros) soient déboursés pour le pipeline South Stream.

3.4.1.2 Les projets de Gazprom

La compagnie énergétique russe Gazprom est impliquée dans la construction de deux « tuyaux » : South Stream, qui reliera la Russie à la Hongrie et à l'Italie, et North Stream

reliant la Russie à l'Allemagne. South Stream, d'une longueur de 2000 kilomètres, a été lancé conjointement par la société russe Gazprom et l'entreprise italienne Eni. L'accord entre les deux firmes a été conclu en juin 2007. Ce projet passe pour être « le plus cher jamais construit.²³⁸ » Le gazoduc, d'une capacité potentielle de 31 milliards de mètres cubes, prendra naissance dans la ville russe de Beregovaya pour traverser la mer Noire et relier le port de Varna, en Bulgarie. À partir de là, le pipeline continuera sa route en surface sur deux itinéraires traversant au moins six pays. La branche sud-ouest ira vers la Grèce, puis en Italie en traversant la mer Ionienne.

L'itinéraire de la branche nord devrait aller de la Bulgarie à la Hongrie en passant par la Serbie, puis gagner le nord de la péninsule alpine via l'Autriche et, possiblement, la Slovénie. Tous ces pays ont d'ores et déjà adhéré au projet.

North Stream, lui, a été lancé conjointement par l'Allemagne et la Russie en contournant la Pologne et le Belarus. Il sera construit sous les eaux de la Baltique.

3.4.1.3 Voix discordantes au sein de l'Union européenne

Deux États d'Europe occidentale, de surcroît membres de l'UE, sont hautement intéressés par les deux projets de Gazprom : l'Italie et l'Allemagne.

Moscou, qui est intéressée par la conservation du monopole de Gazprom en Europe, met de l'avant son projet de construction du pipeline South Stream pour relier la mer Noire jusqu'à en Bulgarie. L'énergie serait ainsi acheminée jusqu'au sud de l'Italie.

Même si South Stream demeure en concurrence directe avec Nabucco, l'Italie y voit une façon d'assurer son approvisionnement en gaz naturel. Le partenariat italo-russe autour du « tuyau » du sud bénéficie, du reste, du soutien du gouvernement de Silvio Berlusconi. Gazprom et Eni ont signé, en novembre 2006, un accord stipulant que la compagnie russe obtiendrait l'accès libre aux clients italiens. Les deux firmes devraient aussi échanger leurs actifs. La partie italienne s'est également attelée à convaincre l'Union européenne de la fiabilité du projet. Paolo Scaroni, le président-directeur général d'Eni, dira plus

²³⁸ Zeyno Baran, « Aspects sécuritaires du projet South Stream », *Diplomatie*, n°36, janvier-février 2009, p. 32.

tard : « Nous espérons que l'UE nous apportera un soutien puissant, car South Stream est bien un projet européen²³⁹ ».

Ayant près de 40% de ses approvisionnements provenant de Russie, l'Allemagne est le pays européen qui a le plus à gagner à de bonnes relations avec Moscou. Au nord du continent, ce pays joue donc le même rôle que l'Italie en Europe du Sud. Ses entreprises sont déjà liées à Gazprom et participent au consortium North Stream présidé par l'ex-chancelier Gerhard Schröder. Il est donc de notoriété publique que l'Allemagne est très intéressée par la finalisation du projet North Stream. La chancelière Angela Merkel a multiplié les déclarations en faveur de le projet germano-russe comme à la mi-octobre 2007 quand elle annonça : « North Stream est un projet politiquement désirable.²⁴⁰ »

Ce projet, qui relie l'Allemagne à la Russie sous la Baltique, en évitant la Pologne et la Biélorussie, empoisonne les relations entre Berlin et Varsovie. Pour Berlin, « North Stream est censé assurer de façon fiable les [...] importations européennes.²⁴¹ »

Les Allemands considèrent aussi que le pipeline South Stream est stratégique alors que le projet Nabucco est traité comme une voie de diversification parmi d'autres.

Ainsi, l'Allemagne estime que « tous les trois grands « tuyaux » à l'étude ou en construction – North Stream, South Stream et Nabucco – doivent recevoir un soutien européen, même si les deux premiers sont pilotés par le groupe russe Gazprom.²⁴² »

Des pressions sont exercées sur la Suède et la Finlande pour qu'elles s'engagent dans North Stream, en plus de courtiser les dirigeants de ces pays. La Russie s'est montrée favorable pour la nomination à la tête de ce projet du Suédois Lars O. Groenstedt, le président de la banque Svenska Handelsbanken, alors que l'ex-premier ministre de la Finlande Paavo Lipponen devrait être son conseiller.

Les pays impliqués dans la construction des trois « tuyaux » tentent d'obtenir une partie conséquente de la manne financière de l'Union européenne. Celle-ci compte consacrer

²³⁹ Z. Baran, « Quelles perspectives? », *Diplomatie*, n°36, p. 50.

²⁴⁰ « Merkel : le North Stream, un projet politiquement désirable », *PAP*, 15 octobre 2007.

²⁴¹ Jean-Michel Bezat, « Projet Nabucco : Les Européens veulent diversifier leur approvisionnement gazier », *Le Monde*, 3 février 2009, p. 15.

²⁴² *Ibid.*

3,5 milliards d'euros à des projets énergétiques dans le cadre d'un plan de relance. À Bruxelles, on « plaide pour un renforcement des interconnexions gazières et la mise en place d'un marché intérieur qui réduiraient les risques de coupure. Les pays ayant des stocks importants aideraient les zones plus vulnérables en temps de crise.²⁴³ »

Ce plan prévoit le versement de 250 millions d'euros à la Banque européenne d'investissement (BEI) pour des prêts aux entreprises engagées dans Nabucco, dont le coût est estimé à 8 milliards d'euros. Devenu prioritaire depuis la crise russo-ukrainienne de l'hiver 2005-2006, il n'a jamais bouclé son financement.

Le projet du Nabucco est soumis à des critiques virulentes. Nombre d'experts ne le jugent pas rentable, à moins d'être aussi alimenté par du gaz russe ou iranien. « Aucun des trois pays nouvellement indépendants riverains de la Caspienne, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan et le Kazakhstan, n'atteint 2% des réserves mondiales de gaz.²⁴⁴ » Cette lacune fait l'affaire des pourfendeurs du Nabucco, souvent des experts et décideurs liés aux projets de Gazprom.

3.4.2 La solidarité énergétique à l'épreuve des visées russes

En tout, l'Union européenne tire un quart de ses approvisionnements en gaz naturel de la Russie. C'est plus de 40% du total de ses importations. De peur d'un renforcement de la dépendance vis-à-vis de la Russie, l'UE s'est décidée de revoir sa politique énergétique, dorénavant résumée dans *l'Analyse stratégique de la politique énergétique de la Commission européenne*²⁴⁵, rendue publique le 10 janvier 2007.

Le 13 novembre 2008, la Commission européenne a élaboré un document intitulé « *Garantir l'avenir énergétique* », englobant un ensemble de mesures. Six initiatives ont été répertoriées comme essentielles à la sécurité énergétique de l'UE dans un livre vert

²⁴³ *Ibid.*

²⁴⁴ Département américain de l'énergie, U.S. Energy Information Administration, (en ligne), <http://www.eia.doe.gov>, (page consultée le 14 février 2009)

²⁴⁵ Communication de la Commission au Conseil européen et au Parlement européen : Une Politique Énergétique pour l'Europe, 1 et 10 janvier 2007; conclusions de la Présidence du Conseil européen de Bruxelles les 8 et 9 mars 2007, 2 mai 2007

sur les réseaux d'énergie²⁴⁶ : un plan d'interconnexion pour la région balte, un anneau méditerranéen de l'énergie, des interconnexions gazières et électriques adéquates traversant l'Europe du Centre et du Sud-Est selon un axe nord-sud, un réseau d'énergie en mer du Nord, un corridor gazier méridional et des approvisionnements efficaces en gaz naturel liquéfié (GNL) pour l'Europe.

Sous la pression de la Russie, qui y a vu une menace, les pays de l'UE ne sont pas parvenus à mettre en application ces directives. Jusqu'à présent, le tracé du Nabucco tarde à montrer ses contours. Cela reflète l'impasse qui prévaut dans la politique énergétique de l'UE.

Il est évident que les pays membres de l'UE ont des intérêts divergents en matière de politique énergétique. Au mois d'avril 2008, Claude Mandil a proposé un rapport sur la sécurité énergétique, intitulé « *Sécurité énergétique et Union européenne* », remis au premier ministre français François Fillon, dont le pays présidait alors l'Union européenne. Mandil estime que « deux interconnexions sont particulièrement indispensables pour l'exercice de la solidarité responsable et doivent recevoir une impulsion décisive : l'alimentation en gaz de la Pologne et l'alimentation en énergie des pays baltes.²⁴⁷ »

Selon l'ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui a occupé la fonction de conseiller du gouvernement français pour l'énergie pendant la présidence du Conseil de l'Union européenne, la finalisation du North Stream « passe par la construction d'une bretelle de quelques dizaines de kilomètres reliant l'est de l'Allemagne à l'ouest de la Pologne, et il semble que cette idée [...] soit au point mort, chaque partie soupçonnant l'autre des plus noires arrière-pensées.²⁴⁸ »

Les critiques émises dans le rapport Mandil ciblent particulièrement le gouvernement polonais :

²⁴⁶ Commission européenne, Énergie et ressources naturelles, (en ligne), <http://ec.europa.eu/news/energy> (page consultée le 12 avril 2009)

²⁴⁷ Rapport Mandil, intitulé « Sécurité énergétique et Union européenne : propositions pour la Présidence française », p. 15, (en ligne), http://www.premier-ministre.gouv/IMG/pdf/8-04-21_Mandil_Rapport_au_Premier_ministre_final.pdf, (page consultée le 3 janvier 2009)

²⁴⁸ *Ibid.* p. 15.

*Nabucco a été décrit de façon simpliste et agressive par plusieurs voix européennes puissamment encouragées par les États-Unis comme le moyen pour l'Europe d'échapper aux crises associées à la domination de Gazprom. Le résultat de cette communication musclée en paroles a été l'exact opposé du but recherché.*²⁴⁹

À propos des craintes de certains pays membres de l'UE, surtout la Pologne, quant au risque d'une dépendance européenne à l'égard du gaz russe, Mandil juge que « les importations d'énergie de l'UE sont assez bien réparties, même dans le cas du gaz naturel, souvent présenté comme une cause de grande inquiétude. [...] Ce gaz a toujours été acheminé de façon très sûre en Europe occidentale depuis trente ans, même dans des périodes particulièrement troublées pour Moscou.²⁵⁰ »

Une partie de l'explication se trouve peut-être dans les chiffres, y compris ceux avancés dans le rapport cité plus haut : « les importations de gaz russes sont égales à zéro en Espagne, mais représentent 100% des importations de gaz en Pologne, voire 100% de la consommation de gaz dans les pays baltes ou en Finlande.²⁵¹ »

Néanmoins, on se doit de préciser que les craintes polonaises ont été ravivées par la propension de la Russie d'utiliser ses exportations de gaz comme moyen de pression sur ses voisins, notamment l'Ukraine et le Belarus. Moscou y voit une sorte de « levier politique », ce qui provoque des craintes compréhensibles chez ses voisins. « Lorsque l'Ukraine vit l'élection d'un gouvernement pro-occidental, Gazprom s'empessa d'augmenter les prix du gaz qu'il lui livrait, la menaçant même de couper ses approvisionnements, menaces mises à exécution dès janvier 2006.²⁵² »

Dans sa stratégie de revendication d'une véritable solidarité européenne, la partie polonaise se base sur la clause du *Traité modificatif de Lisbonne sur la sécurité et la solidarité énergétique*.

Dans cette clause, on plaide pour une réelle concertation de tous les pays de l'Union européenne dans leurs efforts pour assurer l'indépendance énergétique. En témoigne cette déclaration pressante du premier ministre polonais Donald Tusk avant le sommet

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 22

²⁵⁰ *Ibid.*, p. 16

²⁵¹ *Ibid.*, p. 16

²⁵² Sans titre, encadré publié dans *Diplomatie*, n°36, p. 34

européen de décembre 2007 : « Il faut convaincre tous nos partenaires au sein de l'UE pour qu'ils traitent très sérieusement la clause, ainsi que l'intention, comprises dans le Traité modificatif sur la solidarité énergétique.²⁵³ » Dans ce paragraphe adopté en octobre 2007, il est question de responsabilité et de solidarité :

Responsabilité, car chaque État membre, garant en premier lieu de sa sécurité d'approvisionnement, doit non seulement prendre toutes les mesures nationales pour se prémunir contre un risque de rupture d'approvisionnement, mais aussi se montrer prêt à contribuer à d'éventuelles mesures de solidarité. Solidarité, dans la mesure où tout État membre qui fait face à une rupture subite et temporaire d'approvisionnement énergétique doit pouvoir compter sur le soutien des autres États membres et de l'Union.²⁵⁴

Force est de reconnaître que ces deux vertus tardent à s'installer durablement dans la politique énergétique européenne, même si l'article 11b du traité sur l'Union européenne préconise :

Les États membres œuvrent de concert au renforcement et au développement de leur solidarité politique mutuelle. Ils s'abstiennent de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité en tant que force de cohésion dans les relations européennes.²⁵⁵

Cet article est régulièrement mis en avant par la partie polonaise dans ses revendications pour une véritable solidarité européenne dans la coopération énergétique.

²⁵³ « Les plans de Tusk concernant le bouclier antimissile et le North Stream », *Agence de presse polonaise PAP*, 7 décembre 2007

²⁵⁴ La clause de solidarité énergétique, Parlement européen, (en ligne), <http://www.europarl.europa.eu>, (page consultée le 6 janvier 2009)

²⁵⁵ Europa. Recueil des traités de l'Union européenne, (en ligne), <http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm> (page consultée le 7 janvier 2009)

3.4.3 La perception polonaise de la dépendance énergétique

Comme il ressort du point précédent, Varsovie s'oppose avec véhémence au projet North Stream qui devrait contourner son territoire. C'est dû au fait que Gazprom exige chaque fois de détenir une position majoritaire dans ses partenariats, ce qui accroît le risque d'une pression sur les gouvernements nationaux de la part de Moscou. Zeyno Baran écrit : « En entrant dans des joint-ventures avec des sociétés et entreprises publiques européennes du secteur de l'énergie, Gazprom tisse des liens commerciaux solides avec des entités exerçant une profonde influence en matière de politique intérieure.²⁵⁶ »

Pour Varsovie, il est clair que « les expéditions de gaz par Nabucco seraient entre 30 et 40% moins onéreuses que celles acheminées par South Stream²⁵⁷ », ce qui implique une chute des prix une fois le projet terminé. D'où une certaine incompréhension à l'égard du manque de soutien de la part de l'Allemagne, l'Italie et la France. La Pologne et, à un degré moindre, la République tchèque jugent que le gazoduc South Stream, contournant l'Ukraine par le sud, est une menace directe pour Nabucco, jugé prioritaire et stratégique par ces pays. « L'éventualité de la construction de South Stream et de sa capacité à répondre à une part substantielle des futurs besoins à court et moyen termes des pays consommateurs sera probablement suffisante pour décourager les investisseurs de miser sur Nabucco.²⁵⁸ » Pour les Polonais, c'est toute la politique énergétique de leur pays qui est menacée. Nous comprenons donc pourquoi Varsovie privilégie le discours suivant :

Puisque le Kremlin use du monopole dont jouit son géant Gazprom comme d'une arme de plus dans son arsenal de politique étrangère, il est crucial d'envisager les relations énergétiques avec la Russie d'abord et avant tout du point de vue des relations étrangères et des politiques de sécurité.²⁵⁹

²⁵⁶ Sans titre, *Diplomatie* n°36, loc. cit., p. 37.

²⁵⁷ « Le coût du gazoduc South Stream a doublé », (South Stream gazoduc costs doubling), citation relevée par l'Agence de presse *RIA Novosti*, 30 juillet 2008, (en ligne), <http://en.rian.ru/analysis/20080730/115274497.html> (page consultée le 18 janvier 2009)

²⁵⁸ Z. Baran, « South Stream versus Nabucco », *Diplomatie*, n°36, p. 42.

²⁵⁹ Encadré, in *Diplomatie* n°36, p. 37.

En 2008, Slawomir Debski soulignait « les différences d'intérêts dans le domaine qui est dernièrement devenu essentiel pour la Russie, à savoir la politique énergétique.²⁶⁰ » Il résumait ainsi les positions diamétralement opposées de son pays et de son voisin russe :

La Russie est un exportateur de matières premières, visant à limiter sa dépendance vis à vis des pays de transit. Et la Pologne est un pays de transit, dont l'objectif est de diversifier les sources des livraisons du gaz naturel, donc d'affaiblir la position de la Russie en tant que fournisseur le plus important de l'Union européenne.²⁶¹

En Pologne, la classe dirigeante est consciente que le transport des hydrocarbures est une carte entre les mains du Kremlin, d'où l'attention particulière dont ce secteur est l'objet de la part des autorités. Le premier ministre Donald Tusk a tenté de mobiliser les pays de l'Union européenne afin de contrecarrer l'influence des compagnies russes :

Nous devrions dès maintenant donner un signal pour le développement de sources alternatives d'approvisionnement en énergie. Ainsi, les Russes ne pourraient pas exercer une quelconque pression. [...] Une action commune de l'Union européenne en matière de sécurité énergétique est absolument indispensable. Aucun État ne devrait agir séparément. Les Européens devraient se demander, comment pourraient-ils, ne serait-ce que partiellement, se libérer du diktat gazier et pétrolier russe.²⁶²

Lorsque, dans les derniers mois de l'année 2007, la compagnie russe Gazprom a essayé de faire l'acquisition d'un réseau de 300 stations-service en Pologne dans le cadre d'une joint-venture avec la firme British Petroleum, le premier ministre de l'époque, Jaroslaw Kaczynski, s'est empressé de réagir avec vigueur : « Chaque expansion de Gazprom est, en ce moment, dangereuse.²⁶³ » Le quotidien varsovien *Rzeczpospolita* a fait état du

²⁶⁰ Slawomir Debski, « La politique de la Pologne envers la Russie : tentatives et perspectives », *Le Monde diplomatique*, 1 mai 2008, (en ligne) <http://www.diploweb.com/La-politique-de-la-Pologne-envers.html>, (page consultée le 5 janvier 2009)

²⁶¹ *Ibid.*

²⁶² « Tusk : Est-ce que le North Stream a un sens? Les Allemands : Bien sûr », Interview du premier ministre Donald Tusk accordée au journal *Neue Osnabruecker Zeitung*, *PAP*, 6 septembre 2008.

²⁶³ « Le premier ministre : Toute expansion de Gazprom est dangereuse », *PAP*, 18 novembre 2007.

« risque d'acquisition par le géant russe de la firme polonaise PKN Orlen, qui est cotée en bourse.²⁶⁴ »

Les craintes de Varsovie trouvent un écho certain aux États-Unis. « La Russie fait des efforts importants pour tenter de contrôler les marchés énergétiques. Elle tend à rendre réelle l'option basée sur le transit des produits énergétiques par la Russie²⁶⁵ », a affirmé en septembre 2009 Dick Cheney, le vice-président américain, lors d'une tournée qui l'a mené en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Ukraine. La dépendance énergétique constitue un autre dossier, dans lequel Américains et Polonais ont des positions convergentes.

Les querelles épisodiques entre la Russie et l'Ukraine sur le prix du gaz russe sont restées dans les mémoires. La Pologne a trouvé un allié indéfectible auprès de son voisin lituanien. Varsovie et Moscou se sont livrées une lutte acharnée pour le contrôle de la raffinerie de Mažeikiai, située dans ce pays balte et jugée stratégique pour toute la région. Depuis décembre 2006, elle appartient à l'entreprise polonaise PKN Orlen. Au mois de juillet 2007, la firme Transneft, qui contrôle plusieurs pipelines, a bloqué la voie *Przyjazzn* (Amitié) acheminant du gaz vers la raffinerie, prétextant son mauvais état. PKN Orlen se décida à utiliser le port de Butinga sur la mer Baltique. Il faut dire que la raffinerie Nowopoloczku, située en Biélorussie, n'a pas cessé d'être approvisionnée par le même pipeline. Cet exemple montre parfaitement la méfiance qui caractérise les relations de la Pologne avec son voisin russe.

Les réticences de la Pologne à l'égard des projets russes sont significatives. Remarquons qu'aucun autre pays d'Europe orientale et centrale ne s'oppose aux projets russes avec le même degré de virulence que la Pologne. À titre de comparaison, la Hongrie, héritière de l'Empire austro-hongrois, a adhéré au projet de construction du South Stream prôné par Moscou, même si la société magyare MOL a pris des engagements envers le projet Nabucco. D'ailleurs, Budapest a promis une participation de la Banque de Développement hongroise (MFB) dans le financement du tronçon hongrois du South

²⁶⁴ *Rzeczpospolita*, 11 octobre 2007, cité dans Andrzej Nowak, « La politique orientale...ou (seulement) deux fichus problèmes à régler », (en ligne), *Nowa Armia*, <http://nowaarmia1.republika.pl/nowaarmia/press/1388europa030306.htm> (page consultée le 1 mars 2009)

²⁶⁵ « Les USA reprochent à la Russie un désir de contrôle sur les marchés énergétiques », *PAP*, 8 septembre 2008.

Stream. « Les Hongrois ont vendu à Gazprom l'Europe centrale²⁶⁶ », a titré le plus grand quotidien polonais au lendemain de l'accord russo-hongrois, signé par le premier ministre de Hongrie Ferenc Gyurcsany et le président de Russie Dmitri Medvedev.

Par conséquent, on peut reconnaître que la Pologne ne cache pas son ambition de réduire la dépendance de l'Europe, surtout de sa partie centrale et orientale, à l'égard du gaz russe. Ses réticences sont ouvertement exprimées. D'un autre côté, c'est le principal défenseur du Nabucco, un projet qui pourrait permettre à l'Europe orientale et centrale de revoir sa politique énergétique. Cet aspect montre la Pologne comme un leader d'une région qui cherche à se démarquer du puissant voisin russe.

²⁶⁶ Andrzej Kublik, « La Hongrie a vendu l'Europe centrale à Gazprom », *Gazeta Wyborcza*, 28 février 2008, (en ligne), <http://wyborcza.biz/biznes/1,101562,4974666.html>, (page consultée le 13 janvier 2009)

CONCLUSION

Le but du présent mémoire était d'expliquer l'atlantisme affiché par les élites politiques en Europe centrale et orientale à travers l'exemple de la Pologne, l'un des pays les plus importants dans cette région. Nous nous sommes penchés sur les options prônées par les dirigeants polonais en matière de sécurité après 1989 à l'aide de différents éléments : les négociations pour l'installation du bouclier antimissile, la participation de la Pologne aux missions internationales, ses efforts vers l'indépendance énergétique, ainsi que son action en direction de ses voisins. Nous nous sommes intéressés exclusivement à la perception qu'ont les décideurs polonais de ces questions cruciales pour l'avenir du pays. Nous avons également estimé qu'un cadre réaliste classique est plus amène de nous permettre d'expliquer leurs motivations.

Il faut souligner que l'identification des relations privilégiées entre la Pologne et les États-Unis nous a poussés à admettre l'existence d'une alliance informelle entre ces deux États. À l'aide de deux concepts dérivant de l'école réaliste classique, en l'occurrence l'équilibre des puissances et la culture stratégique, nous avons pu situer les priorités et les préoccupations des élites politiques actuelles en Pologne. Ajoutons que le second concept s'est avéré insuffisant pour mener notre étude à son terme, d'où l'introduction de la notion d'équilibre des puissances.

Nous pouvons également affirmer que la démarche choisie nous a permis de comprendre les motivations des dirigeants qui se sont succédé à la tête de l'État polonais, depuis la chute du mur de Berlin. Un constat s'est imposé dès le départ : la Pologne aspire à jouer un rôle plus important dans les transformations touchant l'Europe centrale et orientale. Cela ressort de l'ensemble des actions entreprises par Varsovie sur la scène internationale. Que ce soit dans ses tentatives pour l'installation sur son sol d'un système de défense antimissile, ou dans son interprétation du sens qu'elle veut donner aux missions de son armée à l'étranger, ou également quand elle prêche l'élargissement de l'OTAN à l'Est, la Pologne tient non seulement à souligner son ancrage transatlantique, mais également à en tirer certains dividendes.

En effet, les quatre éléments étudiés dans le dernier chapitre concordent avec les aspirations de la Pologne pour renforcer sa position en Europe centrale et orientale. Nous avons remarqué que ce pays se trouve à un détour important de son histoire, avec à la clé un rôle de leader régional. L'Alliance transatlantique et l'Union européenne sont perçues comme un extraordinaire instrument censé permettre à Varsovie d'élever son rang parmi les nations européennes.

Indéniablement, nous avons pu identifier une corrélation entre l'appartenance de la Pologne à l'OTAN et sa politique orientale. Sans des garanties sécuritaires, que seule l'Alliance transatlantique est en mesure de lui délivrer, Varsovie ne peut réaliser ses ambitions en Europe centrale et orientale. En se penchant sur les grandes lignes de la politique orientale de la Pologne, qui s'inspire des idées de Jerzy Giedroyc et Juliusz Mieroszewski et, à un degré moindre, du prométhéisme du maréchal Jozef Pilsudski, nous pouvons conclure que l'action des gouvernements polonais d'après 1989 s'inscrit dans une tradition assez lointaine.

Il est clair que les projets des deux intellectuels polonais visent à atténuer l'instabilité en Europe centrale et orientale, ce qui passe par la réduction de la menace russe. Cet aspect est notamment démontré par les efforts consentis par la partie polonaise en vue de l'élargissement de l'OTAN et de l'UE à l'Ukraine.

D'un autre côté, la reconnaissance par l'Union européenne de la proposition polonaise pour une « Dimension orientale » suggère que Varsovie est appelée à jouer un rôle plus important en Europe, ce qui nous inciterait à penser que, dans les années à venir, les spécialistes des relations internationales devraient parler autrement de la Pologne que d'un petit État. En effet, de notre travail, il ressort que ce pays montre des signes d'un État qui essaie de se doter d'une véritable culture stratégique dont les conceptions de Giedroyc et Mieroszewski en seraient le fondement.

Pour la suite de notre recherche, nous estimons qu'une question importante doit être posée : Pourquoi d'autres pays, qui ont eu des relations difficiles avec la Moscou, n'ont pas adopté la même attitude à l'égard du voisin russe ? L'exemple de la Finlande est, à

notre avis, le plus adéquat pour répondre à une telle interrogation. Ce pays a un litige territorial avec la Russie concernant une grande partie de la Carélie, perdue après la Seconde Guerre mondiale. Même si des demandes de restitution surgissent de temps à autre, ce différend ne constitue guère une plaie pouvant empoisonner les relations entre les deux pays.

En plus, à l'inverse de la Pologne, Helsinki s'est engagée dans diverses entreprises de médiation dans des conflits à travers le monde, sans qu'elle n'ait à s'impliquer dans les opérations militaires dirigées par les États-Unis. Force est de reconnaître que, suite à sa participation à la campagne en Irak, Varsovie, qui autrefois entretenait d'excellentes relations avec la plupart des pays musulmans (des centaines d'étudiants arabes ou iraniens ont fait leurs études dans les universités polonaises), s'est aliénée une grande partie d'entre eux. La Pologne peine toujours à pénétrer ce marché. Les échanges avec le monde arabo-musulman sont loin d'atteindre les niveaux notés dans les années 1990.

Bibliographie

1/ LIVRES

Aron, Raymond. 1962. *Paix et guerre entre les nations*. Paris : Calmann-Lévy, p.1-80.

Barrea, Jean. 1978. *Théories des relations internationales*. Louvain : Ciaco, 325 p.

Braillard, Philippe. 1977. *Théories des relations internationales*. Paris : Presses Universitaires de France, pp. 13-119.

Buzan, Barry. 1991. *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post Cold War Era*. 2^e éd., Boulder: Lynne Rienner, 393 p.

Capitant, Henri (dir.). 1936. *Vocabulaire juridique*. Paris : Presses universitaires de France, p. 46.

Charaszkiewicz, Edmund. 2000. *Collection des documents du Lt. Col. Edmund Charaszkiewicz, introduction I, règles (Zbior dokumentow pplk. Charaszkiewicza, opracowanie, wstep I przypisy)*, vol. 9, Cracovie: Ksiegarnia Akademicka, p. 52-62.

Colard, Daniel. 1981. *Les relations internationales*. Paris : Masson, 207 p.

Colson, Bruno. 1995. *Europe : repenser les alliances*. Paris : Institut de stratégie comparée-Economica, 233 p.

Constantin, Christian. 2000. *Par-delà l'équilibre. Facteurs systémiques, motivations et attributs nationaux dans la formation des alliances*. Montréal : Les Cahiers Raoul-Dandurand, n°2, 53 p.

Courmont, Barthélémy. 2005. *L'Empire blessé : Washington à l'épreuve de l'asymétrie*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 257 p.

- David, Charles-Philippe. 2002. *La guerre et la paix, approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*. Paris : Presses de Science Po, 463 p.
- Davies, Norman. 1984. *Histoire de la Pologne*. Paris : Fayard, 542 p.
- De Waele, Jean-Michel. 1998. « Les théories de la transition à l'épreuve de la démocratisation en Europe centrale et orientale ». In *La démocratisation en Europe Centrale : la coopération des partis politiques*, sous la dir. de Pascal Delwit et Jean-Michel De Waele, p. 29-58. Paris : L'Harmattan.
- Dufour, Frédérick Guillaume. 2004. « Réalisme classique ». In *Relations internationales : Théories et concepts*, sous la dir. de Alex MacLeod, Evelyne Dufault et Frédérick Guillaume Dufour, 2^e édition, p. 189-193. Montréal : Athéna éditions.
- Dunn, David. 2002. « La Pologne, nouveau modèle d'un allié de l'Amérique » (Polska, nowy model sojusznika Ameryki). In *Nouveau membre d'une « vieille » alliance : La Pologne en tant que nouvel acteur dans la politique transatlantique en matière de sécurité* (Nowy członek « starego » Sojuszu : Polska jako nowy aktor w euroatlantyckiej polityce bezpieczeństwa), sous la dir. de Olaf Osica et Marcin Zaborowski, p. 129-160. Varsovie: Fondation du Centre des Relations Internationales.
- Elman, Colin, et John A. Vasquez. 2002. *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*. Upper Saddle River, New Jersey: Prentice Hall, 336 p.
- Fawn, Rick. 2006. « *Central and Eastern Europe: Independent Actors or Suppliant States?* ». In *The Iraq War Causes and Consequences*, sous la dir. de Rick Fawn et Raymond Hinnebusch, p. 83-98. London: Lynne Rienner Publishers.
- Fortmann, Michel, S. Neil Macfarlane et Stéphane Roussel (dirs.). 1997. *Tous pour un ou chacun pour soi : promesses et limites de la coopération régionale en matière de sécurité*. Québec : Institut québécois des hautes études internationales, 375 p.

- Foucher, Michel, Thierry Garcin, Françoise Lemoine et Jacques Walch. 1996. « Offre et demande de sécurité en Europe médiane ». In *Les défis de sécurité en Europe médiane*, sous la dir. de Michel Foucher (dir.), p. 123-160. Paris : Fondation pour les études de défense.
- Gagnon, Benoit. 2004. « *Équilibre des puissances* ». In *Relations internationales : Théories et concepts*, sous la dir. de Alex MacLeod, Evelyne Dufault et Frédérick Guillaume Dufour (dir.), 2^e édition, p. 70-72. Montréal : Athéna éditions.
- Gerson, Louis L. 1972. *Woodrow Wilson and the Rebirth of Poland, 1914-1920*. Hamden: Yale University Press, 160 p.
- Holsti, Ole R., P. Terrence Hopmann et John D. Sullivan. 1973. *Unity and Desintegration in International Alliances. Comparative Studies*, New York: Wiley, 293 p.
- Hyde-Price, Adrian. 2002. « Poussée continentale? : La Pologne et les changements des relations transatlantiques » (Dryf kontynentalny?: Polska a zmiany relacji euro-atlantyckich). In *Nouveau membre d'une « vieille » alliance : La Pologne en tant que nouvel acteur dans la politique transatlantique en matière de sécurité*, sous la dir. de Olaf Osica et Marcin Zaborowski (dir.), p. 26-60. Varsovie: Fondation du Centre des Relations Internationales.
- 1991. *European Security Beyond the Cold War : Four Scenarios for the Year 2010*. London: Sage, 220 p.
- Hyppia, Rémi. 1997. *L'OTAN dans l'après-guerre froide. L'ouverture à l'Est*. Montréal : Harmattan, 104 p.
- Kapiszewski, Andrzej, et Chris Davis. 2005. « Poland's Security and Transatlantic Relations ». In *Old Europe, New Europe and the US: Renegotiating Transatlantic Security in the Post 9/11 Era*, sous la dir. de Tom Lansford et Blagovest Tashev, p. 193-218. Burlington: Ashgate Publishing Company.

- Kobrynskaia, Irina. 2000. « *La réaction de la Russie au nouveau Concept stratégique de l'OTAN* ». In *La politique de sécurité de la Russie. Entre rupture et continuité*, sous la dir. de Yves Boyer et Isabelle Facon (dir.), p. 167-189. Paris : Ellipses.
- Kuzniar, Roman. 2001. *Introduction à la politique polonaise de sécurité 1989-2000 (Polska polityka bezpieczeństwa 1989-2000)*. Varsovie : Scholar, 707 p.
- Longhurst, Kerry. 2002. « D'un rôle de consommateur à un rôle de producteur : La Pologne et la sécurité transatlantique au XXI^{ème} siècle » (*Od roli konsumenta do roli producenta: Polska a bezpieczeństwo euroatlantyckie w XXI wieku*). In *Nouveau membre d'une « vieille » alliance : La Pologne en tant que nouvel acteur dans la politique transatlantique en matière de Sécurité*, sous la dir. de Olaf Osica et Marcin Zaborowski, p. 61-81. Varsovie: Fondation du Centre des Relations Internationales.
- Maslowski, Michel. 1995. « Les temps de l'identité ». In *Identité(s) de l'Europe centrale*, sous la dir. de M. Maslowski, p. 7-31. Paris : Institut d'études slaves.
- Massie, Justin. 2007. « Une culture stratégique idéaliste libérale et défensive? ». In *Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne*, sous la dir. de Stéphane Roussel, p. 201-213. Québec: Éditions Athéna.
- Naidu, Mumulla V. 1974. *Alliances and Balance of Power. A Search for Conceptual Clarity*. Delhi: Macmillan, 306 p.
- Norman, Davies. 1990. *Histoire de la Pologne*. Paris : Fayard, 542 p.
- Nowak, Andrzej. 1995. *Comment détruire l'empire russe? : Les idées de la politique orientale polonaise, 1733-1921 (Jak rozbic rosyjskie imperium? : Idee polskiej polityki wschodniej, 1733-1921)*. Varsovie : Arcana, 592 p.
- 2007. *Histoires des traditions politiques. Pilsudski, Poutine et les autres (Historie politycznych tradycji. Pilsudski, Putin i inni)*. Cracovie : Arcana, 404 p.

- O'Loughlin, John. 2001. "Geopolitical Visions of Central Europe". In *Geopolitical and Political Geography*, sous la dir. de De Marco Antonsich, Vladimir Kolossov et Maria Paola Pagnini (dir.), p. 607-628. Rome : S.G.I.
- Osica, Olaf. 2002. « À la recherche d'un nouveau rôle : La Pologne en tant que nouvel acteur dans la politique euro-atlantique en matière de sécurité » (W poszukiwaniu nowej roli : Polska jako nowy aktor euratlantyckiej polityki bezpieczeństwa). In *Nouveau membre d'une « vieille » alliance : La Pologne en tant que nouvel acteur dans la politique transatlantique en matière de sécurité*, sous la dir. de Olaf Osica et Marcin Zaborowski, p. 83-128. Varsovie : Fondation du Centre des Relations Internationales.
- Osica, Olaf, et Marcin Zaborowski. 2002. *Nouveau membre d'une « vieille » alliance : La Pologne en tant que nouvel acteur dans la politique transatlantique en matière de sécurité*, Varsovie : Fondation du Centre des Relations Internationales, 257 p.
- Rothstein, Robert L. 1968. *Alliances and Small Powers*, New York: Columbia University Press, 331 p.
- Roussel, Stéphane. 2007. « La culture stratégique d'un « paisible royaume »? ». In *Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne*, sous la dir. de Stéphane Roussel, p. 7-14. Québec: Éditions Athéna.
- Roussel, Stéphane, et David Morin. 2007. « Les multiples incarnations de la culture stratégique et les débats qu'elles suscitent ». Chap. in *Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne*, sous la dir. de Stéphane Roussel, p. 17-42. Québec: Éditions Athéna.
- Rupnik, Jacques. 2005. "America's Best Friends in Europe: East-Central European perceptions and policies towards the US". In *With US or Against US, studies in global anti-americanism*, Tony Judt et Denis Lacorne, p. 93-113. New York : Palgrave.

- Strzelczyk, Joanna. 2002. *Ucieczka ze Wschodu : Rosja w polskiej polityce, 1989-1993* (*Échappée de l'Est : La Russie dans la politique polonaise, 1989-1993*). Varsovie : Rytm, 468 p.
- Van Ham, Peter. 2000. *Europe's New Defense Ambitions: Implications for NATO, the U.S., and Russia*. Centre européen d'études de sécurité, Groningen: Éditions George C. Marshall, p. 1-39.
- Walt, Stephen M. 1987. *The Origins of Alliances*. Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, p. 1-49.
- Wandycz, Piotr S. 1980. *The United States and Poland*. Cambridge : Harvard University Press, 444 p.
- Winid, Boguslaw. 2001. « Les problèmes de sécurité internationale dans les relations polono-américaines dans les années 1989-2000 » (Zagadnienia bezpieczeństwa międzynarodowego w stosunkach polsko-amerykańskich w latach 1989-2000). In *La politique polonaise de sécurité 1989-2000 (Polska polityka bezpieczeństwa 1989-2000)*, sous la dir. de Roman Kuzniar, p. 171-193. Varsovie : Institut des Relations Internationales.
- Wolczuk Katarzyna, et Roman Wolczuk. 2002. *Poland and Ukraine: A Strategic Partnership in a Changing Europe?* London: Royal Institute of International Affairs, 134 p.
- Wysokinska Teresa, et Alain van Crugten. 2001. *La Pologne au XX^{ème} siècle*. Bruxelles : Éditions Complexe. 167 p.

2/ REVUES:

- Applebaum, Anne. 2005. "In Search of Pro-Americanism". *Foreign Policy*, juillet-août, p. 32-40.
- Baran, Zeyno. 2009. « Aspects sécuritaires du projet South Stream ». In *Diplomatie*, n°36, janvier-février, p. 32-37.
- 2009. « Quelles perspectives? ». In *Diplomatie*, n°36, janvier-février, p. 47-51.
- 2009. « South Stream versus Nabucco »». In *Diplomatie*, n°36, janvier-février, p. 41-46.
- Borejsza, Jerzy W. 1999. « La Russie moderne et l'Union soviétique dans l'historiographie polonaise après 1989 ». *Cahiers du monde russe*, 40/3, juillet-septembre, p. 525-546.
- Burghart, Dirk. 1994. « Bonn-Berlin, Moscow: A New Axis? ». In *European Security*, III, n°1, p.118-128.
- Copeaux Etienne. 1993. « Le mouvement "prométhéen" ». In *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, n°16, juillet-décembre, 36 p.
- Debski, Slawomir. 2006. « La politique orientale – mythe et doctrine » (Polityka wschodnia – mit i doktryna). In *Polski Przegląd Dyplomatyczny*, n°3 (31), mai, p. 5-18.
- Desch, Michael C. 1998. "Culture Clash : Assessing the Importance of Ideas in Security Studies". In *International Studies*, vol. 23, n°1, Été, p. 166-169.
- Donneur, André P. 1973. « Le système paneuropéen : un modèle d'analyse ». In *Études internationales*, vol. 14, n°1-2, mars-juin, p. 6-30.

- Eberhardt, Adam. 2009. « Nous n'avons pas été un critique bienveillant » (Nie bylismy zycziwym recenzentem). In « De Giedroyc au Partenariat oriental. Vingt ans de politique orientale polonaise : 1989-2009 » (Od Giedroycia do Partnerstwa Wschodniego), *Nowa Europa Wschodnia*, vol. IV, n°2, mars-avril, p. 24-25.
- Johnston, Alastair Iain. 1995. « Thinking about Strategic Culture ». In *International*, Vol. 19, n°4, Printemps, p. 32-64.
- Kratochvil, Petr. "George Liska and Political Realism: On the Tension Between History and Structure, and Between norms and structure". In *Journal of International Relations and Development*, vol. 10, n°2, juin, 2007, p. 97-21.
- Potel, Jean-Yves. 2006. « La politique orientale de l'Europe ». In *Pouvoirs*, n°118, septembre, p.113-123.
- Rupnik, Jacques. 2006. « La Pologne à l'heure américaine. Entre l'Europe et les États-Unis ». In *Pouvoirs*, septembre, n°118, p.137-151.
- Scher-Zembitska, Lydia. 2005. « La Pologne paradoxale ». In *Diplomatie*, Affaires stratégiques et cultures internationales, n°12, janvier-février, p.72-79.
- Simonart, Jean-François. 2005. *Russie, États-Unis : partenaires de l'Allemagne. Les deux clés de la sécurité européenne. Géopolitique et résolution des conflits*, n°3, Bruxelles : Presses internationales européennes, 259 p.
- Smith, Julie. 2003. "The Future of the European Union and the Transatlantic Relationship". In *International Affairs*, n°79, mai, p. 43-949.
- Schweller, Randall L. 1994. "Bandwagoning for Profit". *International Security*, Vol. 19, n°1, été, p. 72-107.
- Zaborowski Marcin et Kerry Longhurst. 2003. "America's protégé in the east? The emergence of Poland as a regional leader". In *International Affairs*, vol. 79, n°5, p. 1009-1028.

Sans titre, encadré, *Diplomatie*, n°36, p. 34.

Sans titre, encadré, *Diplomatie*, n°36, p. 37.

3/ JOURNAUX, AGENCES DE PRESSE ET TÉLÉVISION :

Becker, François. « L'Allemagne veut désamorcer une controverse avec Varsovie ». *Agence France Presse*, 27 février 2009.

Bezat, Jean-Michel. « Les Européens veulent diversifier leur approvisionnement gazier ». *Le Monde*, 3 février 2009, p. 15.

Czarnecka, Maja. « La Pologne hausse le ton sur le bouclier antimissile américain ». *Agence France Presse*, 9 janvier 2008.

Czerny, Inga. « La Pologne parmi les pays désirant rester plus longtemps au Tchad » (Polska wśród krajów chcących pozostać dłużej w Czadzie ». *Agence de presse polonaise PAP*, 1 octobre 2008.

Krauze, Jan. « Le soutien de la France à la Pologne est plus important que de quelconques propos ». Entretien. *Le Monde*, 4-5 mai 2003, p. 6.

Lagarde, Dominique et Bernard Osser. « Atlantisme. Le rêve américain ». *Le Figaro*, 6 mars 2003, p. 54-56.

Lechowicz, Katarzyna. « L'engagement au Tchad dépend d'autres missions » (Klich : zaangażowanie w Czadzie zależne od innych misji). *Agence de presse polonaise PAP*, 17 décembre 2008.

Lukanty, Jadwiga. « Est-ce que la Russie nous menace? ». *Relax*, 17 septembre 1994, p. 26.

- Malecki, Zbigniew. « A propos de la peu connue politique étrangère de la II^{ème} République » (O maloznanej polityce zagranicznej II. Rzeczypospolitej). *Bulletin Polonais* (Montréal), n°167, janvier 2009, p. 26.
- Nowak, Andrzej. « La réhabilitation de l'empire ». (Rehabilitacja imperium). Entretien. *Dziennik Polski*, 24 juin 2008, p. 10.
- Nowak, Jerzy R. « Antipolonisme mensonger en Russie » (Oszczerczy antypolonizm w Rosji). *Nasz Dziennik*, 18 octobre 2008. p. 20-21.
- Ricard, Philippe. « Berlin et Bruxelles récusent la proposition lancée par la Pologne d'une "OTAN de l'énergie" ». *Le Monde*, 11 mars 2006, p. 15.
- Schreiber, Thomas. « Lobby polonais ». *Le Monde diplomatique*, mai 2004, p. 19.
- Smolar, Piotr. « Varsovie formes les élites biélorusses pour contrer l'influence russe à Minsk ». *Le Monde*, 14 novembre 2008, p. 7.
- Testault, Jean-Luc. « Bouclier : Pologne et USA concluent un accord malgré l'hostilité russe ». *Agence France Presse*, 14 août 2008.
- Zalewski, Tomasz. « Le refus du bouclier pourrait être justifiée » (Odmowa tarczy mogla byc uzasadniona). *Agence de presse polonaise PAP*, 4 juillet 2008.
- « Ce que nous a donné l'Irak » (Co nam dal Irak). *PAP*, 4 octobre 2008.
- Exposé du ministre des Affaires étrangères de Pologne, Radek Sikorski, devant la Diète Polonaise (extraits). Varsovie, 7 mai 2008. *Dziennik*, 8 mai 2008, p. 18.
- Interview du président de Pologne, Lech Kaczynski. *Dziennik*, 28 mai 2008, p. 5.
- « Kaminski : la Géorgie a demandé l'aide de la Pologne » (Kaminski : Gruzja prosila Polske o pomoc). *PAP*, 19 avril 2008.

- « La Pologne demande aux USA une défense vis-à-vis de la Russie » (Polska prosi USA o obronę przed Rosją). *PAP*, 2 février 2008.
- « La Pologne propose la levée des sanctions à l'égard du Belarus » (Polska proponuje zniesienie sankcji wobec Białorusi), *PAP*, 5 septembre 2008.
- « La Pologne quittera l'Irak, mais pas l'Afghanistan ». *Agence Associated Press* (service français), 23 novembre 2007.
- « La Russie pourrait changer la configuration militaire à Kaliningrad en réponse au bouclier » (Rosja może zmienić strukturę wojskową w Kaliningradzie w odpowiedzi na tarczę). *PAP*, 30 janvier 2008.
- « Le premier ministre : Toute expansion de Gazprom est dangereuse » (Premier : każda ekspansja Gazpromu jest niebezpieczna). *PAP*, 18 novembre 2007.
- « Les pays de l'OTAN, dont la Pologne, ont des revendications territoriales à l'égard de l'Ukraine » (Państwa NATO, w tym Rosja, mają roszczenia terytorialne wobec Ukrainy). *PAP*, 12 septembre 2008.
- « Les plans de Tusk concernant le bouclier antimissile et le North Stream » (Plany Tuska ws. Tarczy antyrakietowej i Gaziociągu Płn.). *PAP*, 7 décembre 2007.
- « Les USA reprochent à la Russie un désir de contrôle sur les marchés énergétiques » (USA zarzucają Rosji chęć zapanowania nad rynkami energetycznymi). *PAP*, 8 septembre 2008.
- « L'OTAN a besoin d'une défense antimissile commune » (NATO potrzebuje wspólnej obrony przeciwrakietowej). *PAP*, 9 février 2008.
- « Merkel : le North Stream, un projet politiquement désirable » (Merkel : Gazociąg Północny projektem politycznie pożądanym). *PAP*, 15 octobre 2007.

« Nous sommes menacés par une détérioration de nos relations avec les USA » (Grozi nam całkowite zepsucie stosunkow z USA). *Service d'information de Wirtualna Polska*, 7 juillet 2008.

« Sans bouclier, la Pologne sera retrouvera dans la zone d'influence russe » (Bez tarczy Polska w rosyjskiej strefie wplywow). *PAP*, 1 juillet 2008.

« Tusk : Est-ce que le North Stream a un sens? Les Allemands : Bien sûr » (Tusk : Czy Gazociag Polnocny ma sens? Niemcy : oczywiscie). Entretien avec le premier ministre Donald Tusk, *PAP*, 6 septembre 2008.

« Une télévision indépendante bélarusse lancée en Pologne ». *AFP*, 4 décembre 2007.

« Un veto à l'encontre de la Russie? » (Weto wobec Rosji?). *PAP*, 10 avril 2008.

Sans titre. Déclaration de Dan Perino, porte-parole du gouvernement américain. *PAP*, 7 février 2008.

4/ DOCUMENTS

Commission au Conseil européen et au Parlement européen : Une Politique Énergétique pour l'Europe, 1 et 10 janvier 2007; conclusions de la Présidence du Conseil européen de Bruxelles les 8 et 9 mars 2007. 2 mai 2007.

New Geopolitics of Central and Eastern Europe: Between European Union and United States, Warsaw: Stefan Batory Foundation. 2005, p. 203.

Security for Europe Project. Final Report. Center for Foreign Policy Development of the Thomas J. Watson Jr. Institute for International Studies, Brown University, Décembre 1993.

Sikorski, Radek. Débat « La politique étrangère devant de nouveaux défis » (Polityka zagraniczna przed nowymi wyznacznikami), Fondation Batory, Varsovie, 22 novembre 2008.

5/ PAGES CONSULTÉES SUR INTERNET

- Addi, Lahouari. 2004. « Le concept de sécurité à l'épreuve de l'ordre international nouveau ». *Le Quotidien d'Oran*, 26-30 mai.
http://www.algeria-watch.org/fr/article/analyse/addi_securite.htm (page consultée le 4 mai 2009)
- Bernatowicz, Grazyna. 1999. *Les priorités de la politique étrangère polonaise*. Janvier.
<http://www.polska.ru/turystyka/artykuly/pl/priorytety.html> (page consultée le 18 février 2009)
- Blaha, Jaroslav. 2008. « Projet de bouclier antimissile en Europe : pour qui la prévention est-elle urgente? ». *Regard sur l'Est*, février.
http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=810 (page consultée le 3 mai 2009)
- Colson, Bruno. 1992. « La culture stratégique française ». In *Cultures et relations internationales*, 53, p. 81-91. http://www.stratisc.org/strat_053_Colson.html (page consultée le 15 décembre 2009)
- Debski, Slawomir. 2008. « La politique de la Pologne envers la Russie : tentatives et perspectives ». *Le Monde diplomatique*, 1 mai.
<http://www.diploweb.com/La-politique-de-la-Pologne-envers.html> (page consultée le 5 janvier 2009)
- Dryszel, Andrzej. 2008. « Combien avons-nous dépensé en Irak? » (Ile utopilismy w Iraku?). *Tygodnik Przegląd*, 31 mars.
<http://www.przegląd-tygodnik.pl/index.php?site=artykul&id=13765> (page consultée le 3 mai 2009)
- Grajewski, Andrzej. 2008. « Le bouclier pour nous et pour le monde » (Tarcza dla nas i dla świata). *Głos Niedzielný*, 31 août 2008, http://goscniendzielny.wiara.pl/index.php?grupa=6&art=1219952941&dzi=1207812935&i_dnumeru=1219928104 (page consultée le 2 mars 2009)

Jastrzebowski, Jerzy. 2000. *Plus-Minus*, Entretien, Varsovie, 4 octobre.

<http://www.tvp.pl/plusminus/> (page consultée le 15 mars 2009)

Kieronczyk, Przemyslaw. « Opinion juridique en matière de constitutionalité du

Bouclier antimissile » (Opinia prawna w sprawie konstytucyjności tzw. Tarczy antyrakietowej). 23 mai, 2007.

<http://www.trojmiasto.mlodzisocialisci.pl/file/TARCZA%20ANTYRAKIETOWA%20opinia%20prawna.pdf> (page consultée le 2 avril 2009)

Kolarska-Bobinska, Lena. « Les élections en France, un espoir en France ». *Les Échos*,

17 janvier 2008. [http://archives.lesechos.fr/archives/2007/LesEchos/19919-72-](http://archives.lesechos.fr/archives/2007/LesEchos/19919-72-ECH.htm)

[ECH.htm](http://archives.lesechos.fr/archives/2007/LesEchos/19919-72-ECH.htm) (page consultée le 5 avril 2009)

Kublik, Andrzej. « La Hongrie a vendu l'Europe centrale à Gazprom », (Wegry

sprzedaly Gazpromowi Europe Srodkowa). *Gazeta Wyborcza*. 28 février 2008.

<http://wyborcza.biz/biznes/1,101562,4974666.html> (page consultée le 13 janvier 2009)

Meller, Stefan. Exposé, « Rapports entre la Russie et la Pologne ». Varsovie, 2

octobre 2007. http://www.skubi.net/meller_fr.html (page consultée le 15 juin 2009)

Nowak, Andrzej. « La politique orientale...ou (seulement) deux fichus problèmes à

régler », (Polityka wschodnia...albo (tylko) dwa przekleste problemy do rozwiazania).

Rzeczpospolita, 11 octobre 2007. *Nowa Armia*.

<http://nowaarmia1.republika.pl/nowaarmia/press/1388europa030306.htm> (page consultée le 1 mars 2009)

Nowak, Slawomir. Entretien, Télévision polonaise *TVN24*. Cité dans *Gazeta Wyborcza*,

7 juillet 2008. <http://wiadomosci.gazeta.pl/Wiadomosci/1,80708,5433755,Nowak>

[Czesi wzili tarcze w ciemno.html](http://wiadomosci.gazeta.pl/Wiadomosci/1,80708,5433755,Nowak) (page consultée le 2 mai 2009)

Rosati, Dariusz. Débat de la Fondation Batory et de l'hebdomadaire *Tygodnik*

Powszechny autour de la politique orientale polonaise. 1 mars 2001.

<http://www.batory.org.pl/ftp/program/forum/ppw.pdf> (page consultée le 6 mai 2009)

Schmidt, Heike. « Allemagne/Pologne : le dialogue remplace la confrontation », Site de Radio France International, en ligne le 11 décembre 2007.

http://www.rfi.fr/actufr/articles/096/article_60169.asp (page consultée le 3 avril 2009)

Sens, Allen G. 1995. « La coopération selon le néoréalisme : la cooptation des petits États d'Europe centrale et de l'Est ». In *Études internationales*, vol. 26, no 4. p. 765-783. <http://id.erudit.org/iderudit/703526ar> (page consultée le 12 mai 2009)

Viatteau, Alexandra. 2003. « France-Russie : la République entre les "tsars blancs", et les "tsars rouges" et les "euro-tsars" ». *Diploweb*, n°3, 14 avril. <http://www.diploweb.com/La-Republique-francaise-entre-les.html> (page consultée le 5 avril 2009)

----- «1933-2003 : La « guerre préventive » selon Varsovie et Washington ». *Diploweb*, n°4, 10 août. <http://www.diploweb.com/sciencepolitique/guerreprventive.htm> (page consultée le 4 avril 2009)

Wlodarczyk, Martin. « Kultura et les mythes polonais ». *Regard sur l'Est*, 1 juillet 2002. http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=298 (page consultée le 25 mars 2009)

Zalega, Darius. « Euroscepticisme et atlantisme », *Le Monde diplomatique*, septembre 2006, <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/09/ZALEGA/13961> (page consultée le 2 mars 2009)

« A Bucarest, Sikorski a menacé Merkel » (W Bukareszcie, Sikorski grozil Merkel). *Gazeta Wyborcza*, 5 avril 2008. <http://wiadomosci.gazeta.pl/Wiadomosci/1,80708,5091426.html> (page consultée le 6 février 2009)

« Borys en échange de meilleures relations » (Borys za lepsze stosunki), *Gazeta Wyborcza*, 19 septembre 2008.

http://wiadomosci.gazeta.pl/Wiadomosci/1,80708,5710900,Borys_za_lepsze_stosunki_html (page consultée le 7 avril 2009)

Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, *Portail lexical, lexicographie, Région*. <http://www.cnrtl.fr/definition/region> (page consultée le 15 juin 2009)

Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, *Portail lexical, lexicographie, Puissance*. <http://www.cnrtl.fr/definition/puissance> (page consultée le 20 juin 2009)

Commission européenne. Énergie et ressources naturelles.

<http://ec.europa.eu/news/energy> (page consultée le 12 avril 2009)

Département américain de l'énergie. U.S. Energy Information Administration.

<http://www.eia.doe.gov> (page consultée le 14 février 2009)

Discours du président de la République de Pologne Aleksander Kwasniewski durant le 50ème anniversaire de l'OTAN, Washington. 23 avril 1999.

<http://www.kwasniewskialeksander.pl/int.php?mode=view&id=438> (page consultée le 12 mars 2009)

Europa. Recueil des traités de l'Union européenne.

<http://eur-lex.europa.eu/fr/treaties/index.htm> (page consultée le 7 janvier 2009)

La clause de solidarité énergétique adoptée au Conseil européen. Parlement européen. <http://www.europarl.europa.eu>, (page consultée le 6 janvier 2009)

« La Pologne a fait de nouvelles propositions dans le dossier du bouclier » (Polska zlozyla nowe propozycje w sprawie tarczy). Émission « Magazyn 24 godziny », Télévision polonaise *TVN24*, 7 juillet 2008, <http://www.tvn24.pl/-1,1556471,wiadomosc.html>, (page consultée le 9 avril 2009)

- « La quille pour les soldats en Irak? », *Courrier International*, n°887, du 31 octobre au 7 novembre, p. 19.
- « Le bouclier antimissile est nécessaire à l'Europe et à la Pologne » (Tarcza antyrakietowa potrzebna Europie i Polsce). *Gazeta Wyborcza*, 10 mars 2008, <http://wiadomosci.gazeta.pl/Wiadomosci/1,80708,5007393.html>, (page consultée le 7 mai 2009)
- « Le coût du gazoduc South Stream a doublé » (South Stream gazoduc costs doubling). *Agence de presse RIA Novosti*, 30 juillet 2008. <http://en.rian.ru/analysis/20080730/115274497.html>, (page consultée le 18 janvier 2009)
- « Les Britanniques et les Suédois en rajoutent pour Bielsat » (Brytyjczycy i Szwedzi doloza na Bielsat). *Gazeta Wyborcza*, 16 avril 2008. <http://wiadomosci.gazeta.pl/Wiadomosci/1,80708,5125992.html>, (page consultée le 9 mars 2009)
- « Les résultats polono-russes relatifs au destin des militaires de l'Armée Rouge prisonniers des Polonais (1919-1922) » *Naczelna Dyrekcja Archiwów Państwowych* (Direction Supérieure des Archives Nationales). Polsko-Rosyjskie ustalenia dotyczące losów czerwonoarmistów w niewoli polskiej (1919-1922) (page consultée le 19 mai 2009)
- « Ministère des Affaires étrangères de Pologne : L'aide polonaise à l'extérieur en 2007, c'est plus d'un milliard de zlotys » (MSZ : Polska pomoc zagraniczna w 2007 r. to ponad miliard złotych). *Gazeta Wyborcza*, 16 septembre 2008, http://wiadomosci.gazeta.pl/Wiadomosci/1,80708,5702075,MSZ_Polska_pomoc_zagraniczna_w_2007_r_to_ponad_miliard.html, (page consultée le 7 mars 2009)

----- « Address by Mr. Włodzimierz

Cimoszewicz, in the Diet on the participation of a Polish military contingent in the international coalition to force Iraq's compliance with Resolution 1441 of the UN Security Council ». Varsovie, 26 mars 2003,

http://www.msz.gov.pl/publications/2003/cd3/2_Selected%20statements/030326_Warsaw_Diet.htm, (page consultée le 9 mars 2009)

----- « Déclaration du Ministère des Affaires

étrangères de Pologne concernant l'opération militaire de la République fédérale de Yougoslavie ciblant la population civile du Kosovo ». Varsovie, 30 mars 1999.

<http://www.msz.gov.pl/Poland%E2%80%99s,Foreign,Policy,in,Documents,2197.html> (page consultée le 5 mars 2009)

Ministry of Foreign Affairs of Poland, The National Security Strategy of the Republic of Poland, 2003. <http://merln.ndu.edu/whitepapers/Poland-2003.pdf>, (page consultée le 3 avril 2009)

Ministère de la Défense nationale de Pologne, page consacrée au bataillon polono-ukrainien Polukbrat, <http://www.mon.gov.pl/pl/strona/44/>, (page consultée le 15 avril 2009)

« Nous sommes menacés par une détérioration de nos relations avec les USA » (Grozi nam całkowite zepsucie stosunków z USA). *Wirtualna Polska*, 7 juillet 2008, (en ligne), <http://wiadomosci.wp.pl/kat,48996,title,Grozi-nam-calkowite-zepsucie-stosunkow-z-USA,wid,10129179,wiadomosc.html?ticaid=1a477>, (page consultée le 18 avril 2009).

Rapport Mandil, intitulé « Sécurité énergétique et Union européenne : propositions pour la Présidence française ». http://www.premier-ministre.gouv/IMG/pdf/8-04-Mandil_Rapport_au_Premier_ministre_final.pdf (page consultée le 3 janvier 2009)

Site de l'OTAN. <http://www.nato.int> (page consultée le 1 mars 2009)

Site du Polish American Congress (PAC). www.polamcon.org (page consultée le 2 avril 2009)

Site du *Wall Street Journal*. <http://opinionjournal.com/extra/?id=110002994> (page consultée le 6 mars 2009)

« Un politicien allemand remet en question la frontière avec la Pologne » (Niemiecki polityk kwestionuje granice z Polska). Service d'information *Wirtualna Polska*, 5 mars 2009. <http://wiadomosci.wp.pl/kat,1356,title,Niemiecki-polityk-kwestionuje-granice-z-Polska,wid,10914383,wiadomosc,html> (page consultée le 15 mai 2009)